

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT D'AMBAM

Sous financement et supervision du PNDP



Septembre 2011

SOMMAIRE

Résumé du PCD	7
LISTE DES ABREVIATIONS	8
LISTE DES TABLEAUX	9
LISTE DES FIGURES	11
1. INTRODUCTION	12
1.1. Contexte et justification	12
1.2. Objectifs du PCD	12
1.3. Structure du document	12
2. METHODOLOGIE	13
2.1. Préparation de l'ensemble du processus	13
2.2. Collecte et traitement des informations	14
2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie.....	16
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM	17
3.1. Localisation de la Commune	17
3.2. Milieu biophysique	19
3.2.1. Climat	19
3.2.2. Sols.....	19
3.2.3. Relief	19
3.2.4. Hydrographie	20
3.2.5. Flore et Végétation	20
Tableau 1: Quelques espèces forestières présentes dans les forêts de la Commune et leur usage	20
3.2.6. Faune.....	20
Noms communs.....	21
Noms scientifiques	21
3.3. Milieu Humain	23
3.3.1. Histoire de la commune	23
3.3.2. Démographie.....	23
3.3.2.1. Taille et structure de la population.....	23
3.3.2.2. Groupes ethniques et relations inter-ethniques.....	26
3.3.2.3. Religion	26
3.3.3. Activités économiques.....	26
3.3.3.1. Agriculture	26
3.3.3.2. Sylviculture	27
3.3.3.3. Élevage et pêche	27
3.3.3.4. Chasse.....	27
3.3.3.5. Exploitation forestière.....	28
3.3.3.6. Collecte des produits forestiers non ligneux	28
3.3.3.7. Artisanat (l'artisanat de transformation de bois est une activité très développée à Ambam : il faut bien décrire avec des chiffres cette activité. Se faire aider par le Délégué MINPMEESA).....	28
3.3.3.8. Commerce.....	28
3.3.3.9. Industrie	29
3.3.3.10. Services.....	29
3.3.3.11. Autres activités économiques	29

3.4.	Principales infrastructures par secteur	29
Agriculture	30	
Forêt et faune	30	
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	30	
Education de base.....	30	
Enseignement secondaire	30	
Santé publique.....	30	
Eau	30	
Travaux publics	31	
Promotion de la femme et de la famille.....	31	
Commerce	31	
Poste et télécommunication	31	
3.5.	Principales potentialités et ressources de la commune.....	31
4	SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC.....	32
4.1.	Synthèse du DIC	32
4.1.1.	Gestion des ressources humaines.....	32
4.1.2.	Gestion des ressources financières.....	33
4.1.2.1.	Structure des comptes administratifs des trois derniers exercices	33
Forces	34	
Faiblesses	34	
-	Existence de deux comptes bancaires (BICEC, SGBC)	34
-	Revenus internes (impôt libératoire, location (des meubles, salles de fête, matériel roulant), taxe de stationnement, taxe sur la publicité, droits de timbre) .	34
-	Mauvaise planification et exécution du budget	34
-	Inexistence du fichier du contribuable.....	34
-	Arriérés de salaires	34
-	Versement tardif des cotisations à la CNPS	34
-	Dépenses d'investissement très faibles	34
4.1.3.	Gestion du patrimoine communal	34
	La commune a un patrimoine constitué des immeubles, du mobilier, des appareils et du matériel roulant	34
4.1.4.	Gestion des relations	34
4.1.5.	Axes de renforcement de l'institution communale	35
N°	35	
Domaine	35	
Thème	35	
	Cibles principales (non exhaustif)	35
1.	35	
	Gestion des ressources humaines	35
	Exécutif, Secrétaire Général	35
1.	35	
	Leadership participatif	35
	Conseillers municipaux	35
2.	35	
	Elaboration et gestion du budget.....	35
	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Conseil Municipal	35
1.	35	

Techniques de mobilisation des ressources.....	35
Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Chefs de service, Agent Technique, Conseil Municipal	35
3.	35
Techniques d'archivage.....	35
Secrétaire Général, Comptable Matière, Agent Technique.....	35
1.	35
Gestion du patrimoine	35
Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Comptable Matière, Agent Technique, Conseil Municipal	35
4.	35
Techniques de négociation et de gestion des partenariats	35
Exécutif, Secrétaire Général.....	35
4.2.	36
6 Principaux problèmes, besoins identifiés et consolidés par secteur	36
5. PLANIFICATION STRATEGIQUE	48
5.1. Vision et objectifs du PDC	48
5.2. Cadre logique par secteur.....	48
Stratégie.....	52
Activités	53
Cadre estimatif	53
Stratégie.....	54
Activités	55
Cadre estimatif	55
Stratégie.....	57
Activités	58
Cadre estimatif	58
Stratégie.....	59
Activités	61
Cadre estimatif	61
Stratégie.....	62
Activités	63
Cadre estimatif	63
Stratégie.....	64
Activités	65
Cadre estimatif	65
Stratégie.....	66
Activités	67
Cadre estimatif	67
Stratégie.....	68
Activités	69
Cadre estimatif	69
Stratégie.....	70

Activités	72
Cadre estimatif	72
Stratégie	74
Activités	76
Cadre estimatif	76
Stratégie	78
Activités	79
Cadre estimatif	79
5.3. Coût estimatif du PCD	105
5.4. Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal	105
6. PROGRAMMATION	107
6.1. Cadre des Dépenses à Moyen terme (Planification triennale)	107
6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT	111
6.2.1. Principaux impacts sociaux et environnementaux potentiels	111
6.2.2. Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables	117
6.2.3. Plan sommaire de gestion de l'environnement	125
6.3. Plan d'Investissement Annuel	131
6.3.1. Ressources mobilisables et échéances	131
6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires	132
6.3.3. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables	134
6.4. Plan de Passation des marchés	134
7 Mécanisme de suivi-évaluation	137
7.1. Compositions et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD ..	137
7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)	138
7.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting	139
7.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD	139
8 PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD	140
8.1. Objectifs du plan	140
- Impliquer les acteurs au niveau local dans les actions de développement mises en œuvre au sein de la commune ;	140
- Assurer la collaboration entre les partenaires intervenant au niveau local ;	140
- Accompagner les populations à s'approprier et à participer à leur développement ;	140
8.2. Etapes d'élaboration et de mise en œuvre du plan	140
8.3. Stratégie	140
- Mise en place des relais de communication (point focaux) au niveau des communautés pour assurer la collecte et la remontée des informations au niveau local.	141
- Renforcement préalable des capacités du maire, de l'agent développement et des relais communautaires en matière de communication (séminaire sur la production des supports de communication adaptés à la commune, séminaire sur la gestion de la communication au niveau communal, etc)	141
8.4. Cibles de la commune Ambam	141
8.5. Les attentes par cibles	141
-voir la commune s'impliquer dans leurs interventions et être associés aux actions mises en œuvre par la commune	141

8.6. Actions de communication au sein de la commune	142
8.7. Dispositif de communication au niveau communal	142
8.8. Dispositif de communication au niveau communal	144
8.8.1. Communication interne au sein de la commune en tant qu'institution	144
8.8.2. La communication de masse.....	149
8.8.3. Actions de plaidoyer	150
9 CONCLUSION.....	151
BIBLIOGRAPHIE.....	152
ANNEXES	153

Résumé du PCD

La commune d'Ambam est située dans la Région du Sud Cameroun et dans le Département de la Vallée du Ntem. Le statut de cette commune a évolué ; de commune rurale mixte en 1952, elle a été transformée en commune rurale en 1974, puis, elle devient commune d'Ambam avec la loi N° 2004/018 du 22 juillet 2004. Elle s'étend sur une superficie de 2798 km². La commune compte 41089 habitants (selon le recensement général de la population de 2005). De nombreux groupes ethniques cohabitent avec les populations autochtones que sont les Mvae et les Ntoumou.

Cette commune est constituée de 75 villages et de 10 quartiers. C'est dans cet espace que s'est déroulé le diagnostic participatif en vue de l'élaboration du plan communal de développement. En effet, par le processus de la décentralisation, l'Etat transfère aux collectivités territoriales décentralisées les compétences particulières et les moyens appropriés. L'enjeu majeur étant de promouvoir le développement durable en impliquant les populations à la gestion de leurs propres affaires.

Pour recueillir les aspirations des populations, le diagnostic a été réalisé dans 28 secteurs. Ce diagnostic a permis de relever les problèmes, les causes et les effets sur la population. Au vu de ces différents problèmes, les populations ont exprimé des besoins. A partir de ces besoins, des cadres logiques pragmatiques ont été préparés pour permettre à la commune et aux populations d'enclencher une nouvelle phase du développement socio-économique. Pour les trois premières années, les secteurs suivants ont été classés prioritaires : l'eau et l'énergie, l'agriculture, l'élevage, les travaux publics, la santé, l'éducation de base, les enseignements secondaires, les affaires sociales, l'emploi et la formation professionnelle, le commerce, les petites et moyennes entreprises, l'économie sociale et l'artisanat. Tout projet ayant un impact, les effets environnementaux ont été relevés, tout comme les mesures d'atténuation. Ainsi, le plan d'investissement annuel de 2012 s'élève à 1 379 955 000FCFA, tandis que le coût des activités sur les trois années (2012-2014) s'élève à 5 341 850 000FCFA. Pour rendre atteindable les objectifs du PCD, un mécanisme de suivi-évaluation a été mis en place. Celui-ci permet au président et aux différents membres du comité de contrôler la mise en œuvre du PCD et de réajuster certaines activités. En ce qui concerne le plan de communication, il permet d'informer régulièrement les populations et les partenaires de la commune sur l'état d'avancement du PCD.

LISTE DES ABREVIATIONS

CAC :	Centimes Additionnels Communaux
CES :	Collège d'Enseignement Secondaire
CETIC :	Collège d'Enseignement Technique Industrielle et Commerciale
CSI :	Centre de Santé Intégré
ENIEG :	Ecole Normale des Instituteurs de l'Enseignement Général
FEICOM :	Fonds spécial d'Equipement et d'Intervention intercommunale
FFOM :	Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces
GIC :	Groupe d'Initiative Commune
MARP :	Méthode Accélérée de Recherche Participative
OAL :	Organisme d'Appui Local
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PCD :	Plan Communal de Développement
PFL :	Produits Forestiers Ligneux
PFNL :	Produits Forestiers Non Ligneux
PNDP :	Programme National de Développement Participatif
PPAV :	Plan des Peuples Autochtones Vulnérables
PSEDD :	PLANET SURVEY – Environnement et Développement Durable
RFA :	Redevance Forestière Annuelle
SAR/SM :	Section Artisanale Rurale/Section Ménagère
SG :	Secrétaire Général
UFA :	Unité Forestière d'Aménagement

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1:	Quelques espèces forestières présentes dans les forêts de la Commune et leur usage	20
Tableau 2 :	Quelques animaux de la faune sauvage couramment rencontrés	21
Tableau 3 :	Quelques espèces de poissons rencontrés	21
Tableau 4 :	Caractéristiques démographiques de la Commune	23
Tableau 5 :	principales infrastructures d'Ambam	29
Tableau 6:	Forces et faiblesses de la gestion des ressources humaines	33
Tableau 7 :	Etat des recettes de la commune d'Ambam	33
Tableau 8:	Forces et faiblesses de la gestion des ressources financières	34
Tableau 9:	forces et faiblesses de la gestion du patrimoine communal	34
Tableau 10:	Forces et faiblesses de la gestion des relations	34
Tableau 11 :	Axes de renforcement des capacités de la Commune d'Ambam	35
Tableau 12:	Secteur agriculture	36
Tableau 13:	Secteur élevage, pêches et industries animales	36
Tableau 14:	Secteur domaines et affaires foncières	37
Tableau 15:	Secteur développement urbain et habitat	37
Tableau 16:	Secteur environnement et protection de la nature	38
Tableau 17:	Secteur forêt et faune	38
Tableau 18:	Secteur administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	39
Tableau 19:	Secteur éducation de base	39
Tableau 20:	Secteur enseignement secondaire	39
Tableau 21:	Secteur enseignement supérieur	40
Tableau 22:	Secteur santé publique	40
Tableau 23:	Secteur eau et énergie	40
Tableau 24:	Secteur travaux publics	41
Tableau 25:	Secteur affaires sociales	41
Tableau 26:	Secteur promotion de la femme et de le famille	42
Tableau 27:	Secteur jeunesse	42
Tableau 28:	Secteur sport et éducation physique	42
Tableau 29:	Secteur transport	42
Tableau 30:	Secteur emploi et formation professionnelle	43
Tableau 31:	Secteur petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	43
Tableau 32:	Secteur recherche scientifique et innovations	44
Tableau 33:	Secteur tourisme	44
Tableau 34:	Secteur culture	44
Tableau 35:	Secteur mines et développement industriel	44
Tableau 36:	Secteur commerce	45
Tableau 37:	Secteur poste et télécommunications	45
Tableau 38:	Secteur communication	45
Tableau 39:	Secteur travail et sécurité sociale	46
Tableau 40:	Identification des problèmes des différentes couches défavorisées/vulnérables de l'espace urbain	46
Tableau 41:	Agriculture	49
Tableau 42:	Elevage, pêche et industries animales	50

Tableau 43: Domaines et affaires foncières.....	51
Tableau 44: Développement urbain et de l'habitat.....	52
Tableau 45: Environnement et protection de la nature.....	54
Tableau 46: Forêt et faune.....	57
Tableau 47: Education de base.....	59
Tableau 48: Enseignement secondaire.....	62
Tableau 49: Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	64
Tableau 50: Enseignement supérieur	66
Tableau 51: Santé publique	68
Tableau 52: Energie et eau potable.....	70
Tableau 53: Travaux publics.....	74
Tableau 54: Affaires sociales.....	78
Tableau 55: Promotion de la femme et de la famille.....	81
Tableau 56: Jeunesse.....	83
Tableau 57: Sport et éducation physique	84
Tableau 58: Transport.....	86
Tableau 59: Emploi et formation professionnelle	87
Tableau 60: Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat.....	88
Tableau 61: Recherche scientifique et innovation.....	92
Tableau 62: Tourisme	93
Tableau 63: Culture.....	94
Tableau 64: Mines et développement industriel	96
Tableau 65: Commerce	97
Tableau 66: Postes et télécommunications.....	100
Tableau 67: Travail et sécurité sociale.....	101
Tableau 68: Communication	103
Tableau 69: Récapitulatif des coûts estimatifs des activités par secteur.....	105
Tableau 70 : Plan d'utilisation et de gestion des terres	106
Tableau 71: Cadre des Dépenses à Moyen Terme	108
Tableau 72: Principaux impacts sociaux et environnementaux	111
Tableau 73: mesures d'atténuation et d'optimisation.....	117
Tableau 74: Plan sommaire de gestion de l'environnement.....	125
Tableau 75: Ressources mobilisables par la commune	131
Tableau 76: Plan d'investissement annuel	132
Tableau 77: Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables	134
Tableau 78 : Plan de passation des marchés	135
Tableau 79: Composition du comité de suivi-évaluation	137
Tableau 80: Fiche de suivi des projets.....	138
Tableau 81: Fiche de suivi des rencontres du comité de suivi-évaluation	139
Tableau 82 : Dispositif, outils et fréquence du reporting.....	139
Tableau 83: Communication interne au sein de la commune en tant qu'institution	144
Tableau 84: Communication avec les autorités et les sectoriels	144
Tableau 85: Communication entre et avec les bénéficiaires	145
Tableau 86: Communication avec la société civile et le secteur privé	146
Tableau 87: Communication avec les partenaires techniques et financiers	147

Tableau 88: Communication avec les élites extérieures et la diaspora.....	148
Tableau 89: Communication de masse.....	149
Tableau 90: Actions de plaidoyer.....	150

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Carte de localisation de la commune d'Ambam.....	18
Figure 2 : carte de zonage de l'espace communal.....	22
Figure 3 : Caractéristiques démographiques de la population rurale.....	26
Figure 4 : organigramme de la commune d'Ambam.....	32

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

La mise en œuvre de la stratégie pour la croissance et l'emploi et de la décentralisation interpellent fortement les communes camerounaises désormais chargées d'assurer la promotion du développement socio-économique à l'échelle locale.

Ces nouvelles prérogatives transférées aux communes demandent des compétences supplémentaires qui ne sont pas toujours disponibles à leur niveau, notamment en matière de planification du développement. C'est pourquoi le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a été mis en place par le gouvernement camerounais avec l'appui des partenaires internationaux afin de permettre aux communes d'acquérir les moyens d'une participation efficace au processus de développement.

Le présent document présente l'élaboration du Plan Communal de Développement (PCD) qui vise à harmoniser et coordonner les stratégies et initiatives de développement au niveau local.

1.2. Objectifs du PCD

L'objectif général du PCD est de présenter la situation de référence de la Commune. Spécifiquement, il s'agit de :

- ✓ Collecter les données de base de la commune ;
- ✓ Relever les forces et opportunités pouvant soutenir le processus de développement de la Commune ;
- ✓ Identifier les obstacles et menaces à ce processus de développement ;
- ✓ Définir les actions prioritaires par secteur ;
- ✓ Mettre en place un dispositif communal de gestion du développement ;
- ✓ Renforcer les capacités de la Commune en matière de planification participative du processus de développement.

1.3. Structure du document

Le présent document comporte quatre (07) parties principales, à savoir :

- une introduction ;
- la description de la méthodologie utilisée ;
- la présentation du plan sommaire de la commune ;
- la synthèse des résultats du diagnostic ;
- la planification stratégique ;
- le mécanisme de suivi-évaluation ;
- le plan de communication ;
- La conclusion.

2. METHODOLOGIE

Conformément aux recommandations du Programme National de Développement Participatif (PNDP), l'approche participative a été utilisée pour la réalisation de la mission. Cette méthode permet aux différentes parties prenantes du processus de s'approprier la démarche, les outils et les résultats obtenus. La réalisation du diagnostic de la Commune d'Ambam s'est faite en trois (03) étapes :

- la préparation du processus ;
- la collecte des informations et traitement ;
- la consolidation des données du diagnostic.

2.1. Préparation de l'ensemble du processus

La préparation du processus s'est faite en plusieurs étapes, à savoir :

- **La préparation à l'interne de Planet Survey :**
 - ✓ Organisation des équipes de facilitateurs et enquêteurs
 - ✓ Répartition des tâches ;
 - ✓ Elaboration du programme de travail ;
 - ✓ Analyse des données de base.
- **La prise de contact avec l'exécutif municipal (en collaboration avec le PNDP) :**
 - ✓ Présentation de l'équipe complète d'intervention de Planet Survey et vérification de la conformité du personnel proposé avec les CV présentés dans l'offre de service ;
 - ✓ Examen du cahier des charges de la mission ;
 - ✓ Harmonisation de la compréhension de l'approche méthodologique ;
 - ✓ Présentation du projet de chronogramme détaillé préalablement élaboré par Planet Survey ;
 - ✓ Sensibilisation de l'Exécutif municipal en vue de la mise en place du comité de pilotage du processus.
- **L'information et la sensibilisation des autorités administratives locales :**
 - ✓ Introduction et présentation de Planet Survey au Sous-préfet d'Ambam ;
 - ✓ Compte rendu verbal de la réunion de prise de contact avec le Sous-préfet au Maire de la Commune d'Ambam ;
 - ✓ Négociation de la date (28 février 2011) de l'atelier de lancement et de son organisation. Cet atelier n'a pas eu lieu, en raison des contraintes budgétaires de la commune d'Ambam.
- **L'information et la sensibilisation des autres parties prenantes**

- ✓ Préparation des correspondances informant les différentes parties de l'importance du processus, de sa durée, de leur implication et les invitant à l'atelier de lancement ;
 - ✓ Signature desdites correspondances par le Sous-préfet et distribution aux Chefs de villages.
- **Mise en place et opérationnalisation du dispositif institutionnel**
- ✓ Présentation des critères du choix des membres du Comité de pilotage au Maire.
- L'Arrêté municipal portant mise en place du Comité de Pilotage du PCD de la Commune d'Ambam a été signé le 28 avril 2011, soit trois (03) semaines après la fin de la collecte de données sur le terrain.
- Le comité est composé de :
- **Président** : M. MVE ABESSOLO SIMON, 2^{ème} Adjoint au Maire
 - **Secrétaire** : M. ABOUI ABENG Michel, Secrétaire général de la mairie d'Ambam
 - **Membres** : M. EBOUMA Bruno, Conseiller municipal
Mme ABA'A Claudine, conseillère municipale
M. MINTO'O OBIANG Jean Pierre, Responsable d'ONG
M. NKO'O ABESSOLO Etienne, Pasteur
M. MBA AZEME Salomon, Chef de village
- **La collecte des données de base y compris cartographiques**
- ✓ Identification des sources de données, y compris les corps de métiers,
 - ✓ Programmation de la collecte auprès de sources identifiées,
 - ✓ Mise à disposition des supports de collecte aux responsables des sources identifiées, y compris la matrice diagnostic des ressources naturelles.

2.2. Collecte et traitement des informations

Cette étape a été marquée par l'organisation et l'animation des ateliers de diagnostic participatif au niveau des villages et de l'espace urbain communal. Au niveau rural, toutes les populations de chaque village étaient concernées par les réunions. En ville par contre, les corps de métiers (pour le diagnostic urbain) et les responsables communaux (pour la réalisation du Diagnostic Institutionnel Communal) ont été des cibles principales de la mission. Ainsi, la collecte et le traitement des informations se sont faits en trois (03) principales phases :

- **Diagnostic Institutionnel Communal**
 - ✓ Collecte des données du DIC :
 - 🚦 Données sur les ressources humaines,
 - 🚦 Données socioéconomiques,

- ✚ Données sur les ressources financières,
- ✚ Données sur le patrimoine communal,
- ✚ Données sur la gestion des relations,
- ✚ Restitution et validation des données collectées.
- ✓ Analyse des données collectées
 - ✚ Identification des forces et faiblesses de la commune,
 - ✚ Analyse des données sur la gestion des relations,
 - ✚ Identification des principaux axes et activités de renforcement de la commune.
- ✓ Présentation et validation du DIC
 - ✚ Restitution du diagnostic à l'équipe communale,
 - ✚ Echanges et validation des résultats.
- **Diagnostic participatif de l'espace urbain communal**
 - ✓ Identification des potentialités, problèmes et contraintes par secteur
 - ✚ Inventaire à travers une enquête socio économique et environnementale sommaire des activités, des opportunités, des contraintes de la ville et des parties prenantes.
 - ✓ Analyse des problèmes
 - ✚ Identification des causes et effets,
 - ✚ Identification des solutions.
- **Diagnostic participatif au niveau des villages**
 - ✓ Préparation sur le terrain
 - ✚ Visite de courtoisie aux Chefs de villages et leaders villageois,
 - ✚ Négociation du calendrier de travail,
 - ✚ Identification des facilitateurs endogènes,
 - ✚ Arrangements logistiques,
 - ✚ Collecte des données de base par les enquêteurs de Planet Survey appuyés par les facilitateurs endogènes et restitutions en assemblée villageoise pendant le diagnostic participatif.
 - ✓ Introduction
 - ✚ Assemblée villageoise d'introduction.
- **Identification des problèmes et potentialités par secteur**
 - ✚ Cartographie avec unités de paysages,
 - ✚ Collecte des données géo-référencées,
 - ✚ Mise en commun et choix des axes du transect,
 - ✚ Introduction sur l'ISS,

- ✚ ISS proprement dit,
- ✚ Restitution de l'ISS,
- ✚ Introduction sur le transect et constitution des groupes mixtes.
- **Diagnostic**
 - ✚ Transect,
 - ✚ Mise en commun,
 - ✚ Formulation des problèmes/potentialités par secteur,
 - ✚ Priorisation des problèmes par secteur,
 - ✚ Mise en commun et introduction sur l'Analyse,
 - ✚ Analyse des problèmes et tableau des solutions,
 - ✚ Elaboration du tableau des solutions endogènes.
- **Planification des solutions endogènes**
 - ✚ Elaboration du tableau de planification des solutions endogènes,
 - ✚ Identification des besoins en ressources (humaines, financières et matérielles)
 - ✚ Restitution,
 - ✚ Identification et/ou mise en place de la structure de pilotage (diagramme de Venn).

2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

La consolidation des données s'est faite à l'aide des outils proposés par le PNDP en deux séquences :

- **Synthèse par secteur, des données du diagnostic réalisé dans les villages**
 - ✓ Situation de référence par secteur (éducation, santé, agriculture, environnement...),
 - ✓ Consolidation des données par secteur,
 - ✓ Formulation des problèmes transversaux par secteur et identification des solutions.
- **Mise en commun de tous les produits du diagnostic**
 - ✓ DIC,
 - ✓ Diagnostic de l'espace Urbain,
 - ✓ Diagnostic des villages.

2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

L'atelier de planification s'est tenu du 11 au 12 août 2011. Pendant cet atelier, il a été question de:

- Amender les différents cadres logiques
- Budgétiser les cadres logiques

- Choisir les secteurs prioritaires
- Elaborer le CDMT
- Elaborer le plan annuel d'investissement
- Choisir le secteur financé par le PNDP la première année

Durant cet atelier, les cadres logiques ont été amendés et budgétisés lors des travaux de groupes. Ces groupes étaient constitués des sectoriels et des conseillers municipaux.

Puis, il était de la responsabilité des conseillers municipaux de choisir les secteurs prioritaires. Ainsi, les dix secteurs suivants ont été choisis : eau et énergie, agriculture, élevage, travaux publics, santé, éducation de base, affaires sociales, enseignement secondaire, emploi et formation professionnelle, commerce.

L'élaboration du CDMT a permis de planifier les activités sur une durée de trois ans. Quant au PIA, il a permis de faire une programmation des activités principales dont la mise en œuvre est prévue pour la première année. Enfin, les conseillers ont choisi de façon unanime de construire les forages avec l'allocation PNDP pour la première année.

2.5. Mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif

La mise en place du mécanisme de suivi-évaluation est un moyen d'associer les différentes parties constituantes (l'exécutif municipal, élus locaux, élites, sectoriels, autorités traditionnelles, représentants des communautés de base) à prendre activement part à la réalisation des projets élaborés dans le PCD. Ceci est possible à travers des réunions de suivi, des comptes rendus, etc.

3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

3.1. Localisation de la Commune

La Commune d'Ambam fait partie du Département de la Vallée du Ntem, Région du Sud-Cameroun. La Commune Mixte Rurale d'Ambam a été créée par arrêté N° 523 du 21 août 1952. Elle devient Commune Rurale d'Ambam à la faveur de la loi N° 74/23 du 05 décembre 1974 et puis Commune d'Ambam avec la loi N° 2004/018 du 22 juillet 2004.

La Commune d'Ambam partage l'espace territorial de l'Arrondissement du même nom qui a été créé comme subdivision en 1921. Elle est composée de 77 villages et sa superficie est de 2 798 Km².

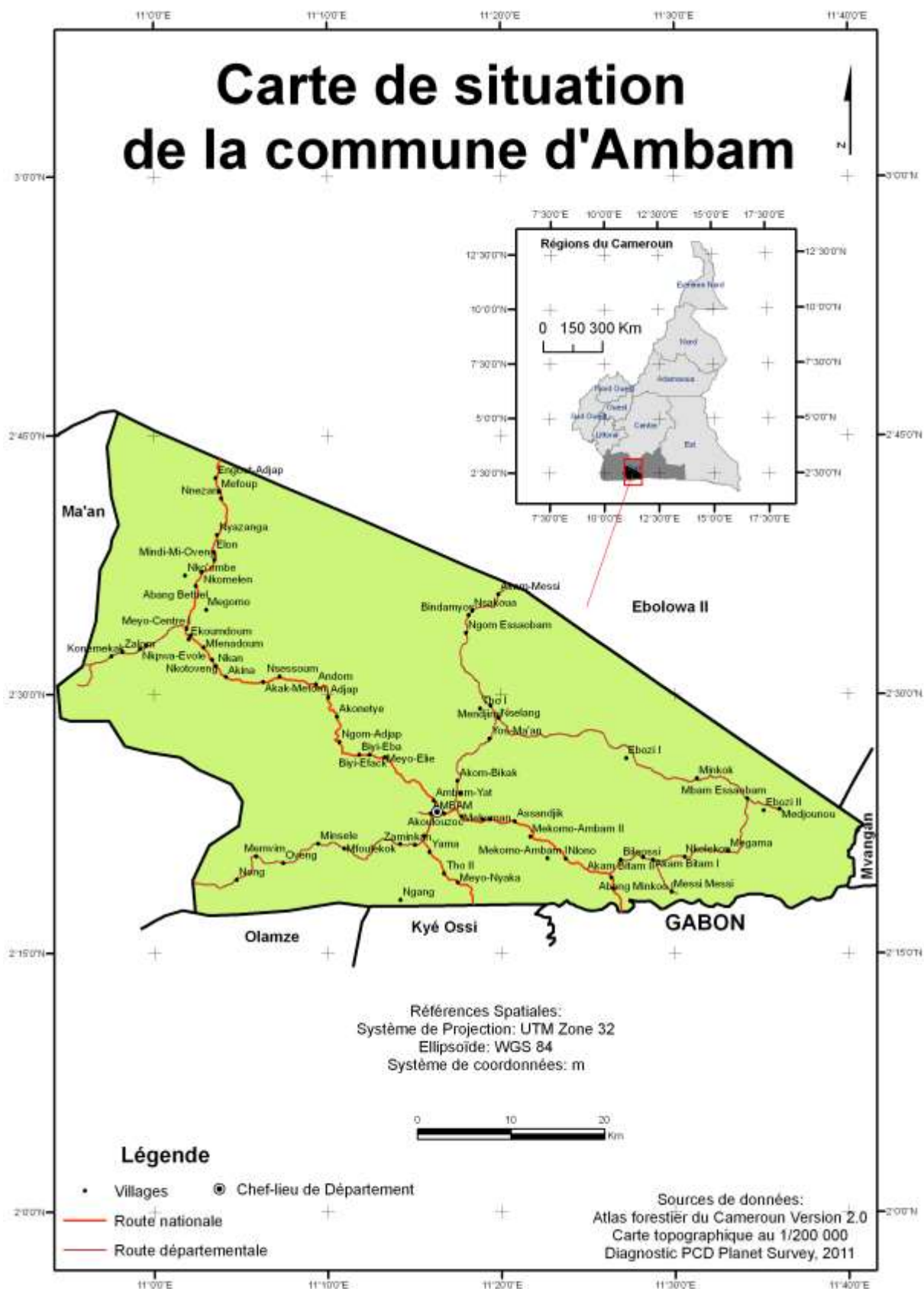


Figure 1 : Carte de localisation de la commune d'Ambam

3.2. Milieu biophysique

3.2.1. Climat

La Commune d'Ambam est soumise à un climat équatorial de type guinéen caractérisé par quatre (04) saisons, à savoir :

- Une grande saison des pluies (septembre – novembre) ;
- Une grande saison sèche (décembre – février) ;
- Une petite saison de pluies (mars – mai) ;
- Une petite saison sèche (juin – août).

Les précipitations annuelles varient entre 1600 mm et 1800 mm. La température moyenne annuelle quant à elle est de 25,6°C.

3.2.2. Sols

Comme dans la Région du Sud-Cameroun, les sols de l'Arrondissement d'Ambam appartiennent au groupe des sols ferrallitiques : il s'agit des sols argileux tropicaux de couleur brun-jaunâtre à brun vif. Leur PH est généralement acide. On rencontre aussi des sols hydromorphes très mal drainés dans les zones de bas-fonds. De manière globale, il s'agit de sols qui, dans de bonnes conditions, supportent les cultures arbustives peu exigeantes comme le palmier à huile, l'hévéa. Ils sont également propices à la culture des tubercules.

Les sols de la localité d'Ambam sont le siège de plusieurs types d'activités anthropiques :

- l'agriculture itinérante sur brulis ;
- la collecte du bois de chauffage ;
- la pêche simple et la pêche avec des produits chimiques ;
- la coupe frauduleuse et anarchique du bois ;
- l'exploitation de deux unités forestières d'aménagement, comme : l'UFA 09 – 022 et l'UFA 09-019.
- l'exploitation des produits forestiers non ligneux, qui est une activité génératrice de petits revenus.

On note une dégradation progressive du sol, ce qui entraîne la baisse des rendements agricoles, à cause de la faible fertilité dont il fait l'objet. Le nombre d'agriculteurs qui exploitent les terres cultivables n'est pas forcément la cause de ladite dégradation. Mais, c'est plutôt des pratiques agricoles inappropriées telles que l'agriculture itinérante sur brulis et l'abattage excessif des arbres qui occasionnent la dégradation des sols. Les sols de la région sont fertiles. Pourtant, ils sont aussi fragiles, parce que, la perte du couvert végétal, facilite le lessivage, l'érosion et la perte des matériaux.

3.2.3. Relief

La Commune d'Ambam fait partie du vaste plateau sud-camerounais constitué de plaines avec de grandes collines et dont l'altitude moyenne est de 650 m.

3.2.4. Hydrographie

Le réseau hydrographique de la Commune d'Ambam fait partie du bassin de l'atlantique. Il comprend deux (02) fleuves : le Ntem et la Mvila. En plus de ces fleuves, on note de nombreuses rivières comme Aliba, Mboro, Ebongomo, Mardorné.

3.2.5. Flore et Végétation

La formation végétale est constituée de forêt équatoriale dense humide sempervirente de basse et moyenne altitude. Elle comporte de vieilles forêts secondaires, de jachères forestières et de jachères à *Chomolaena odorata*. Le tableau présente quelques espèces forestières rencontrées dans la Commune d'Ambam.

Tableau 1: Quelques espèces forestières présentes dans les forêts de la Commune et leur usage

Nom scientifique	Nom commercial	Usage
<i>Entandrophragma cylindricum</i>	Sappeli	Œuvre
<i>Entandrophragma utile</i>	Sipo	Œuvre
<i>Milicia excelsa</i>	Iroko	Bois d'œuvre
<i>Terminalia superba</i>	Fraké	Bois coffrage
<i>Triplocliton scleroxylon</i>	Ayous	Bois coffrage
<i>Irvingia gabonensis</i>	Mangue de brousse	PFNL (fruit et culinaire)
<i>Coula edulis</i>	Arbre à noisette	PFNL (fruit)
<i>Ricinodendron heudelotii</i>		PFNL (culinaire)
<i>Garcinia cola</i>	Bitter cola	PFNL (aphrodisiaque)
<i>Enantia chlorantha</i>	Enantia, moambe jaune	Médicinale (écorce)
<i>Baillonella toxisperma</i>	Moabi	Médicinale / œuvre
<i>Guirbourtia tesmannii</i>	Bubinga	Médicinale / œuvre
<i>Nauclea diderrichi</i>	Bilinga	Médicinale / œuvre
<i>Pterocarpus soyauxii</i>	Padouk	Médicinale / œuvre

3.2.6. Faune

La faune est constituée d'animaux tels que les lièvres, les chats-tigres, les porcs-épics, les hérissons, les singes, les biches, les vipères, les rats palmistes, les varans... La pêche qui se fait dans les différents cours d'eau qui arrosent l'Arrondissement permet de capturer une gamme assez variée de poissons, des crevettes et des crabes. Le tableau 2 présente quelques animaux de la faune sauvage rencontrés dans la Commune d'Ambam et le tableau 3 quelques espèces de poissons.

Tableau 2 : Quelques animaux de la faune sauvage couramment rencontrés

Noms communs	Noms scientifiques
Buffle	<i>Cyncercus caffer nanus</i>
Panthère	<i>Panthera pardus</i>
Nandinie	<i>Nadinia binotata</i>
Civette	<i>Vivera civetta</i>
Lièvre	<i>Cephalophus monticola</i>
Céphalophe à bande dorsale noire	<i>Cephalophus dorsalis</i>
Porc-épic Athèrure	<i>Atherurus africanus</i>
Céphalophe de Peter	<i>Cephalophus gallipygus</i>
Sitatunga	<i>Tragelapus spekei</i>
Singe (cercocèbe)	<i>Cercocebus Sp</i>
Pangolin	<i>Manis tricuspis</i>
Chimpanzé	<i>Pan troglodytes</i>
Potamochère	<i>Potamocheirus porcus</i>
Hérisson (Aulacode)	<i>Tryonomis swinderianus</i>
Vipère	<i>Bitis gabonica</i>
Rat de Gambi	<i>Crycetomys enunii</i>

Tableau 3 : Quelques espèces de poissons rencontrés

Noms communs	Noms scientifiques
Silure	<i>Clarias gariepinus</i> <i>Clarias gabonensis</i> <i>Clarias buthupogon</i>
Goujon	<i>Gobio gobio</i> <i>Epinephelus fasciatus</i>
Poisson vipère	<i>Chauliodus barbatus</i>
Machoirion	<i>Chrysichthys nigrodigitatus</i> <i>Chrysichthys walkeri</i> <i>Chrysichthys thysi</i> <i>Arius heudoletii</i> <i>Plotosus lineatus</i>
Tacheté (famille du machoirion)	<i>Arius maculatus</i>
Carpe à queue rouge	

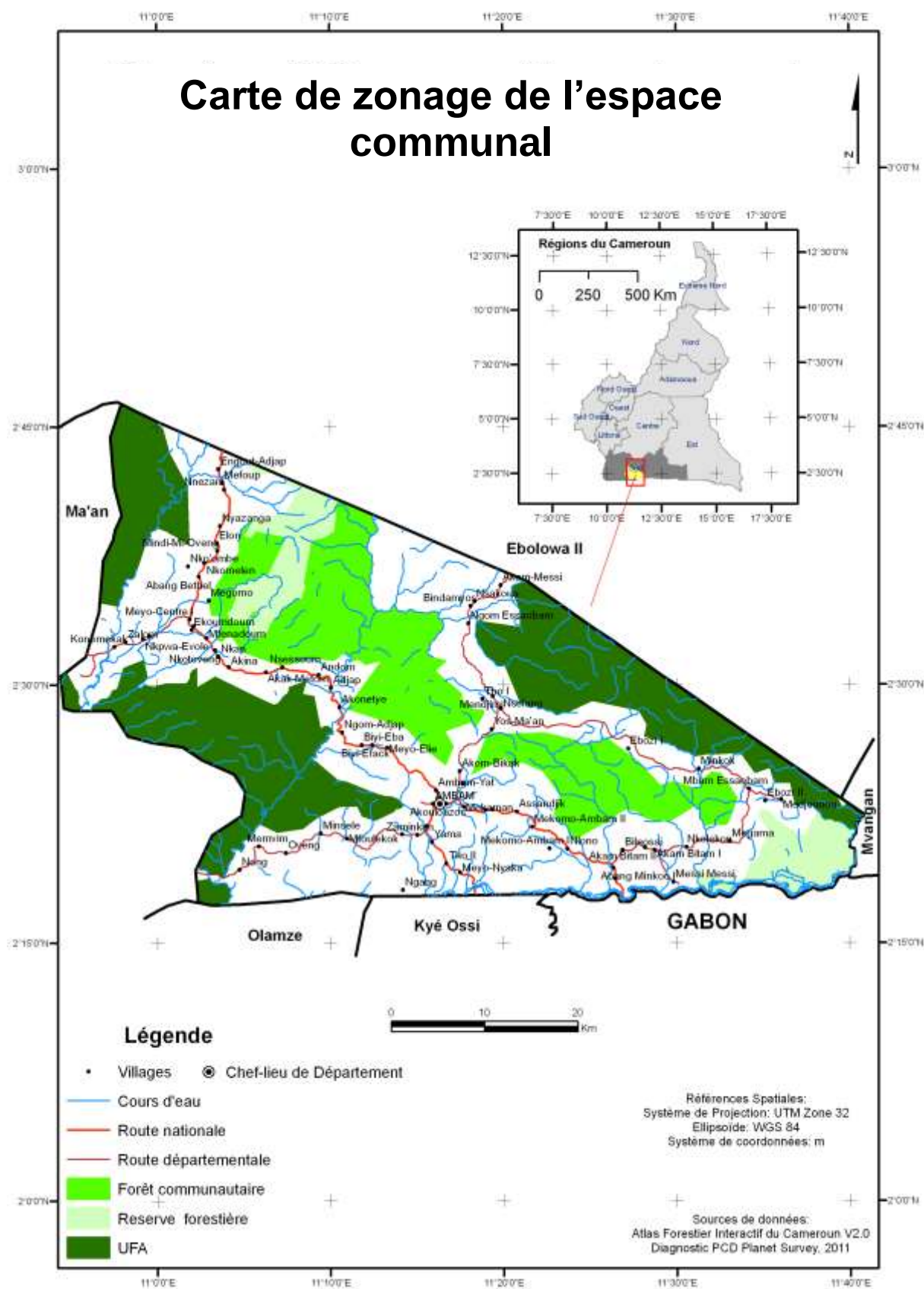


Figure 2 : carte de zonage de l'espace communal

3.3. Milieu Humain

3.3.1. Histoire de la commune

La commune Mixte Rurale d'Ambam a été créée par arrêté N° 523 du 21 août 1952. Elle devient Commune Rurale d'Ambam à la faveur de la loi N° 74/23 du 05 décembre 1974 et puis Commune d'Ambam avec la loi N° 2004/018 du 22 juillet 2004.

La commune d'Ambam partage l'espace territorial de l'Arrondissement du même nom qui a été créé comme subdivision en 1921 et dont la superficie est de 2 798 Km².

Chef-lieu du Département de la Vallée du Ntem (créé le 1^{er} septembre 1992), la ville d'Ambam tire son nom d'un campement allemand installé à Yem, site actuel de la mission protestante de Nkolambam. En langue Ntounou, campement se dit « Mbama ». Ne pouvant prononcer le mot « Mbama », les colons allemands ont préféré ramener le « a » final au début du mot et « Mbama » est devenu « Ambam ». La ville d'Ambam a été créée par le Lieutenant ZIMMERMAN, commandant du campement sus évoqué et connu sous le nom de SIMA EMAN par les populations locales.

La Commune compte de nos jours soixante quinze (75) villages et dix (10) quartiers urbains.

3.3.2. Démographie

3.3.2.1. Taille et structure de la population

Selon les statistiques du 3^e Recensement Général de la Population et de l'Habitat effectué en 2005, la population de la Commune d'Ambam est estimée 41 089 âmes dont 21 410 hommes et 19 679 femmes. Cette population est répartie entre les zones urbaine (16 060 habitants) et rurale (25 029 habitants) de la commune.

La densité moyenne de population est de 14,7 hab. /Km², contre 13,4 hab. /Km² pour la Région du Sud et 37,5 hab. /Km² pour l'ensemble du Cameroun.

Le tableau suivant présente les caractéristiques démographiques de la Commune.

Tableau 4 : Caractéristiques démographiques de la Commune

Village	Population				
	Homme	Femme	Jeunes (moins de 16 ans)	Enfants (moins de 5 ans)	Total
AKONETYE	385	350	136	94	735
ADJAP	45	36	43	33	81
NSESSOUM	367	234	192	164	601
ZALOM	88	48	42	17	136
AKAK-METOM	182	231	85	30	413
KONEMEKAK	103	65	45	30	168
ANDOM	61	34	32	22	95
BINDAMEYOS	251	257	80	25	508
NNEZAM	319	280	77	19	599
ENGOUT-ADJAP	48	25	15	7	73
AKAM-MESSI	240	232	66	21	472
NLONO	123	93	80	41	216

Village	Population				
	Homme	Femme	Jeunes (moins de 16 ans)	Enfants (moins de 5 ans)	Total
MEKOMO-AMBAM I	98	107	70	39	205
NGOM-ADJAP	443	399	111	44	842
MEKOMO-AMBAM II	181	279	72	64	460
ASSANDJIK	80	62	92	65	142
NSAKOUA	263	255	102	33	518
MEFOUP	156	150	100	27	306
MEMVIM	63	22	30	10	85
MEKAMAN	173	77	77	34	250
MINYIN I	73	61	57	16	134
MINYIN II	68	44	38	8	112
NGOMESSAOBAM	133	156	52	17	289
YOS-MA'AN	105	130	47	11	235
NKOLEFOULAN	418	451	105	40	869
YAMA	58	100	40	6	158
NKOUM-EKEKE	519	500	205	102	1 019
AKOULOZOK	239	250	150	42	489
AKOM-BIKAK	130	123	70	18	253
MENDJIMI	165	183	63	21	348
ZAMINKAN	208	215	120	50	423
NGANG	78	25	25	2	103
BILIK-BI-YAMA	74	80	50	15	154
MFOULEKOK	118	80	45	9	198
MINSELE	41	20	19	5	61
OVENG	137	155	90	30	292
NONG	108	129	42	24	237
THO II	121	142	61	20	263
THO I	141	188	88	16	329
NYAZANGA	559	562	167	80	1 121
NKAN	303	115	105	55	418
MEYO CENTRE II	254	61	84	37	315
NKOTOVENG	121	86	54	23	207
AKINA	130	123	68	23	253
MFENADOUM	299	360	84	45	659
BIYI-EFACK	59	43	23	9	102
MEYO-ELIE	310	284	116	70	594
BIYI-EBA	107	128	82	33	235

Village	Population				
	Homme	Femme	Jeunes (moins de 16 ans)	Enfants (moins de 5 ans)	Total
AMBAM-YAT	128	100	77	35	228
ABANG BETHEL	218	300	121	53	518
MINDI-MI-OVENG	175	221	133	69	396
NKOMELÉN	216	239	98	44	455
ELON	219	100	78	22	319
MEYO-CENTRE I	200	207	114	27	407
OVENG-ESSAKORAN	245	110	120	25	355
NKO'OMBE	350	365	196	60	715
MEKOE	147	199	161	38	346
EKOUMDOUM	133	201	99	47	334
MENGOMO	107	137	72	27	244
ABANG MINKOO II	187	202	49	11	389
MESSI MESSI	165	198	98	31	363
ABANG MINKOO I	396	411	203	79	807
AKAM BITAM I	266	305	178	87	571
NKOLEKON	94	114	47	11	208
MEYO-NYAKA	300	240	100	60	540
AKAM BITAM II	118	136	85	19	254
BILEOSSI	194	231	133	41	425
MEDJOUNOU	98	128	62	13	226
MBAM ESSAOBAM	253	277	198	46	530
MINKOK	149	181	101	29	330
EBOZI II	101	123	67	21	224
EBOZI I	45	52	30	7	97
MENGAMA	238	244	201	56	482
NSELANG	400	450	315	78	850
NKPWA-EVOLE	240	280	150	73	520
TOTAL VILLAGE	14127	13781	6983	2 755	27 908
CENTRE URBAIN					17700
TOTALGENERAL					45 608

La figure présente les caractéristiques démographiques de la population rurale de la commune d'Ambam.

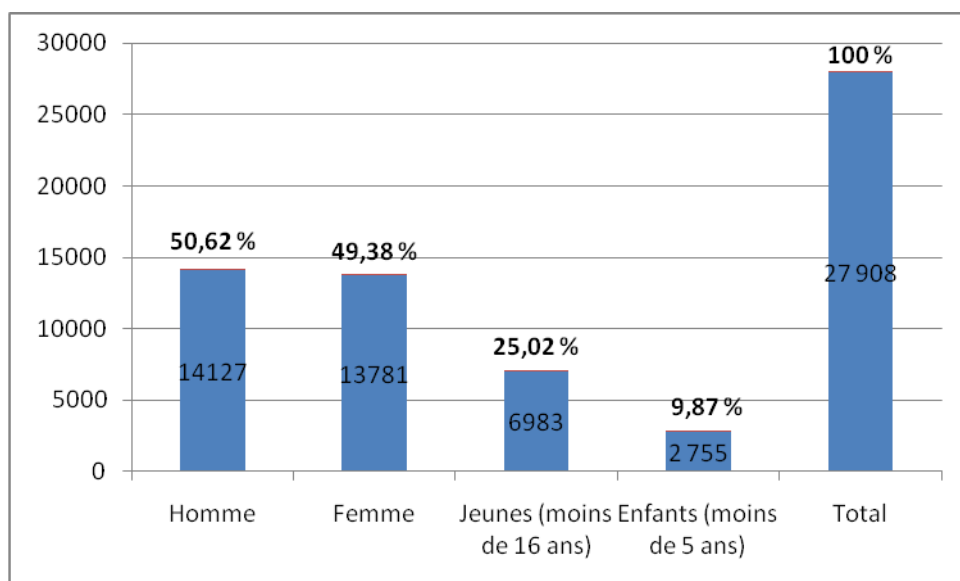


Figure 3 : Caractéristiques démographiques de la population rurale

Ce diagramme montre que les jeunes de moins de 16 ans constituent environ 25 % de la population rurale. Ce résultat qui est en deçà de la moyenne nationale (la moitié de la population du Cameroun a moins de 17,7 ans d'âge) pourrait être la conséquence de l'exode rural des jeunes.

3.3.2.2. Groupes ethniques et relations inter-ethniques

Plusieurs groupes ethniques peuplent la commune d'Ambam. Ethnies autochtones, les Ntoumous et les Mvaés sont issues des peuples Fang Bétis. A côté de celles-ci, on note la présence des Bamilékés, Bamoun, Bulus, Ewondo, Eton, etc. Ces différents groupes coexistent en harmonie et entretiennent des relations fraternelles et pacifiques.

3.3.2.3. Religion

La religion dominante est le christianisme. Ce courant religieux est représenté par :

- l'Eglise Presbytérienne Camerounaise (EPC),
- l'Eglise Presbytérienne Camerounaise Orthodoxe (EPCO),
- l'Eglise Evangélique du Cameroun (EEC),
- l'Eglise Catholique.

En plus du christianisme, l'islam est également pratiqué dans la commune d'Ambam, mais à une échelle beaucoup plus réduite.

3.3.3. Activités économiques

3.3.3.1. Agriculture

L'agriculture est l'activité principale dans l'ensemble des villages de la commune. C'est une agriculture traditionnelle qui s'est très peu ouverte aux évolutions techniques : pas de mécanisation, travail manuel, agriculture itinérante sur brûlis, matériel végétal douteux, faible application des techniques de lutte phytosanitaire, quasi absence de fertilisation des sols... D'où des rendements relativement faibles.

La population agricole est estimée à 9 982 individus. On dénombre aussi de nombreuses organisations paysannes dont les principales sont :

- GIC Union fait la force localisé dans le village Ekoumedoum,
- GIC AFAM à Akam-Messi
- GIC Nku Nnam à Meyo-Elie
- GIC Amical à Nong
- GIC Femmes dynamiques à Akoulezock
- UNION DES GIC LES VOLONTAIRES à Meyo-Elie
- GIC CEFA à Akam-Messi.

Principale culture de rente, le cacao emploie 5 129 producteurs. Le manioc et le macabo quant à eux constituent les principales cultures vivrières qui emploient respectivement 4 532 et 1253 producteurs. La culture du bananier plantain et du palmier à huile gagnent progressivement du terrain, on dénombre ainsi 269 bananeraies et 86 palmeraies.

3.3.3.2. Sylviculture

La sylviculture est pratiquée à une très faible échelle. Elle se matérialise principalement par la plantation de variétés sélectionnées des arbres fruitiers (goyaviers, manguiers, papayer, orangers...).

3.3.3.3. Élevage et pêche

Le système d'élevage dominant est l'élevage traditionnel en divagation. Les chèvres, les moutons et les porcs sont les principaux animaux élevés. A ceux-ci s'ajoutent des chats, chiens, poules...

Dans ce système d'élevage extensif, très peu de soins sont apportés aux animaux, ce qui réduit leur rentabilité. Par conséquent, la production est très faible et essentiellement destinée à l'autoconsommation. A cause des dégâts causés sur les cultures, surtout par les chèvres et les porcs en divagation, ce système est aussi source de nombreux conflits dans les villages.

Par ailleurs, la Commune d'Ambam constitue un important couloir par lequel des cheptels bovins transitent vers le Gabon et la Guinée Equatoriale.

La pêche se pratique sur les différents cours d'eau qui arrosent la commune à l'aide des techniques artisanales (ligne, nasse, filet, barrage).

La pisciculture quant à elle est très peu développée. On dénombre moins d'une dizaine d'étangs piscicoles dans l'Arrondissement.

3.3.3.4. Chasse

La chasse est pratiquée dans les forêts qui couvrent la commune. C'est une activité secondaire dont le produit est destiné soit à l'autoconsommation, soit à la vente. Les techniques utilisées à cet effet sont essentiellement traditionnelles (pièges, chasse à courre...).

3.3.3.5. Exploitation forestière

La commune d'Ambam compte deux (02) unités forestières d'Aménagement : l'UFA 09 022 et l'UFA 09 019. Par ailleurs une forêt communale est en cours de création.

Les deux (02) UFA font l'objet d'une exploitation industrielle de bois. A côté de cette exploitation contrôlée, il existe une forte activité de coupe sauvage de bois.

Les conséquences de l'exploitation forestière sont nombreuses :

- changement climatique,
- érosion,
- pollution.

Les forêts stockent le dioxyde de carbone. Ce phénomène, joue un rôle essentiel, dans la réduction des gaz à effet de Serre. Lorsqu'elles sont détruites, le climat peut se transformer, de manière négative, avec une étonnante vitesse.

3.3.3.6. Collecte des produits forestiers non ligneux

Les Produits Forestiers Non Ligneux (PNFL) locaux sont constitués de chenilles, fruits, amandes de mangues sauvages, condiments, champignons, miel, écorces, racines, produits médicinaux, rotins, lianes etc. Ces produits font l'objet d'une exploitation assez inorganisée et non durable au regard des techniques de collecte utilisées (abattage des arbres, ...), d'où leur raréfaction de plus en plus prononcée.

3.3.3.7. Artisanat (l'artisanat de transformation de bois est une activité très développée à Ambam : il faut bien décrire avec des chiffres cette activité. Se faire aider par le Délégué MINPMEESA)

Malgré d'énormes potentialités locales, l'artisanat est très faiblement développé. Cette activité concerne principalement la vannerie, la fabrication des pirogues, balafons, tam-tams. Elle intègre également la transformation de certains produits agricoles à l'instar de la fabrication des bâtons de manioc, de l'huile de palme...

3.3.3.8. Commerce

Le commerce est très développé dans l'arrondissement et concerne les produits très variés. L'arrondissement exporte des produits vivriers. Tandis que de nombreux produits manufacturés sont importés des pays riverains. Ces produits manufacturés sont les produits de conserves, les produits brassicoles, la mode, l'habillement, l'ameublement, l'électroménager, la quincaillerie... La proximité du Gabon et de la Guinée Equatoriale ainsi que l'existence des axes routiers bitumés Ambam-Kyé-Ossi, Ambam-Ekin et Ambam-Ebolowa sont autant de facteurs ayant contribué au développement de l'activité commerciale dans la commune d'Ambam. Ainsi la plupart des produits de consommation provient principalement de la Guinée Equatoriale. La ville d'Ambam est une plaque tournante des échanges économiques entre le Cameroun et ses voisins gabonais et Equato-guinéen. Notamment à cause du marché international d'Abang Minko'o et des principaux acteurs économiques de cette région qui résident dans la ville d'Ambam.

3.3.3.9. Industrie

Le tissu industriel est faible. La principale industrie se réfère à l'exploitation du bois à travers la présence de deux (02) UFA et d'une menuiserie moderne.

3.3.3.10. Services

En guise de services, on note :

- Une (01) station service
- Trois (03) établissements de microfinance
- Deux (02) établissements d'assurance
- Un (01) établissement de transfert d'argent
- Quatre (04) agences de voyages
- Trois (03) hôtels
- Quatre (04) auberges
- Plusieurs établissements de bureautique
- Un (01) cyber café.

3.3.3.11. Autres activités économiques

Les autres activités économiques regroupent les call boxeurs, les moto taximens, les cordonniers, les coiffeurs, les tailleurs, les pousseurs, les menuisiers, les mécaniciens.

3.4. Principales infrastructures par secteur

Tableau 5 : principales infrastructures d'Ambam

Secteur	Infrastructures
Agriculture	- une délégation d'arrondissement (1 bâtiment) - 07 postes agricoles
Forêt et faune	02 postes forestiers
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	- 01 sous-préfecture (01 bâtiment) - 01 commissariat spécial (01 bâtiment) - 01 gendarmerie (01 bâtiment)
Education de base	49 écoles primaires 11 écoles maternelles 220 salles de classe 9 logements d'astreintes 10 points d'eau 34 latrines 4 clôtures
Enseignement secondaire	04 lycées d'enseignement général (lycée bilingue d'Ambam, Lycée d'Assandjik, Lycée de Meyo-Centre, Lycée d'Abang-Minkoo) 01 lycée technique, 01 CETIC, 02 CES, 01 ENIEG, 02 Collèges Privés d'enseignement général, 128 salles de classe 09 latrines 06 points d'eau 04 logements d'astreintes
Santé publique	01 hôpital de district, 11 Centres de Santé Intégrés (CSI), 01 clinique, 02 centres de santé confessionnels 16 bâtiments 7 points d'eau 12 latrines 1 clôture 2 logements d'astreinte
Eau	41 forages 74 puits 07 adductions d'eau potable (09 châteaux, 21 bornes fontaines, 359 branchements, 6km de conduit)
Energie	8 Transformateurs 195 Poteaux 1617 Branchements 13 km de câble basse tension

Travaux publics	90km de route bitumée 102 buses 39 ponts
Promotion de la femme et de la famille	Un centre de promotion de la femme (1 point d'eau, 1 latrine, 1 clôture, 1 aire de jeux)
Commerce	04 marchés 01 Magasin 01 abattoir
Poste et télécommunication	01 télécentre communautaire

3.5. Principales potentialités et ressources de la commune

Au nombre des atouts et potentialités du milieu biophysique de la commune d'Ambam, on note :

- ✓ La présence de 02 UFA en exploitation,
- ✓ Un climat favorable aux activités agropastorales,
- ✓ L'abondance des matières facilitant le développement de l'artisanat (rotin, bois, ...),
- ✓ La possibilité de développer les activités de foresterie communautaire et communale,
- ✓ Un relief peu accidenté favorable à une gamme variée d'activités économiques,
- ✓ L'abondance du sable,
- ✓ La possibilité du développement de la pêche avec la présence des fleuves Ntem et Mvila.

En ce qui concerne les contraintes, il s'agit principalement de :

- ✓ La prédominance de l'agriculture de subsistance,
- ✓ L'exploitation non durable de l'environnement et des produits forestiers,
- ✓ L'absence de site touristique officiellement répertorié,
- ✓ La faible diversité des ressources minières.

Sur le plan socio-économique, la Commune d'Ambam regorge de quelques atouts et potentialités à même de soutenir son processus de développement local :

- La proximité du Gabon et de la Guinée Equatoriale qui sont de grands centres de consommation,
- La présence de plusieurs services techniques gouvernementaux qui peuvent apporter des appuis multiformes à des projets productifs,
- Le bon niveau de désenclavement du centre urbain et de certains villages, susceptible de faciliter la circulation des personnes et des biens,
- La couverture du centre urbain en énergie électrique.

En ce qui concerne les menaces, on note :

- ✓ La faible intégration des outils de production modernes,
- ✓ Le faible engouement en faveur de la valorisation des potentialités naturelles locales,
- ✓ L'enclavement prononcé de la majorité des villages,
- ✓ La qualité approximative des services sociaux,
- ✓ L'exode rural,
- ✓ La quasi inexistence de tissu industriel,
- ✓ L'indisponibilité de main d'œuvre qualifiée,

- ✓ La quasi inexistence de corps professionnels organisés,
- ✓ La forte tendance à l'informel.

4 SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1. Synthèse du DIC

4.1.1. Gestion des ressources humaines

Le personnel communal est constitué de trente cinq (35) individus assumant des responsabilités complémentaires. A ceux-ci, on joint les 24 conseillers municipaux qui siègent pendant les sessions du conseil municipal. Si le recrutement relève de la responsabilité du Maire, la gestion quotidienne de ce personnel incombe au Secrétaire Général qui assure la coordination des services communaux.

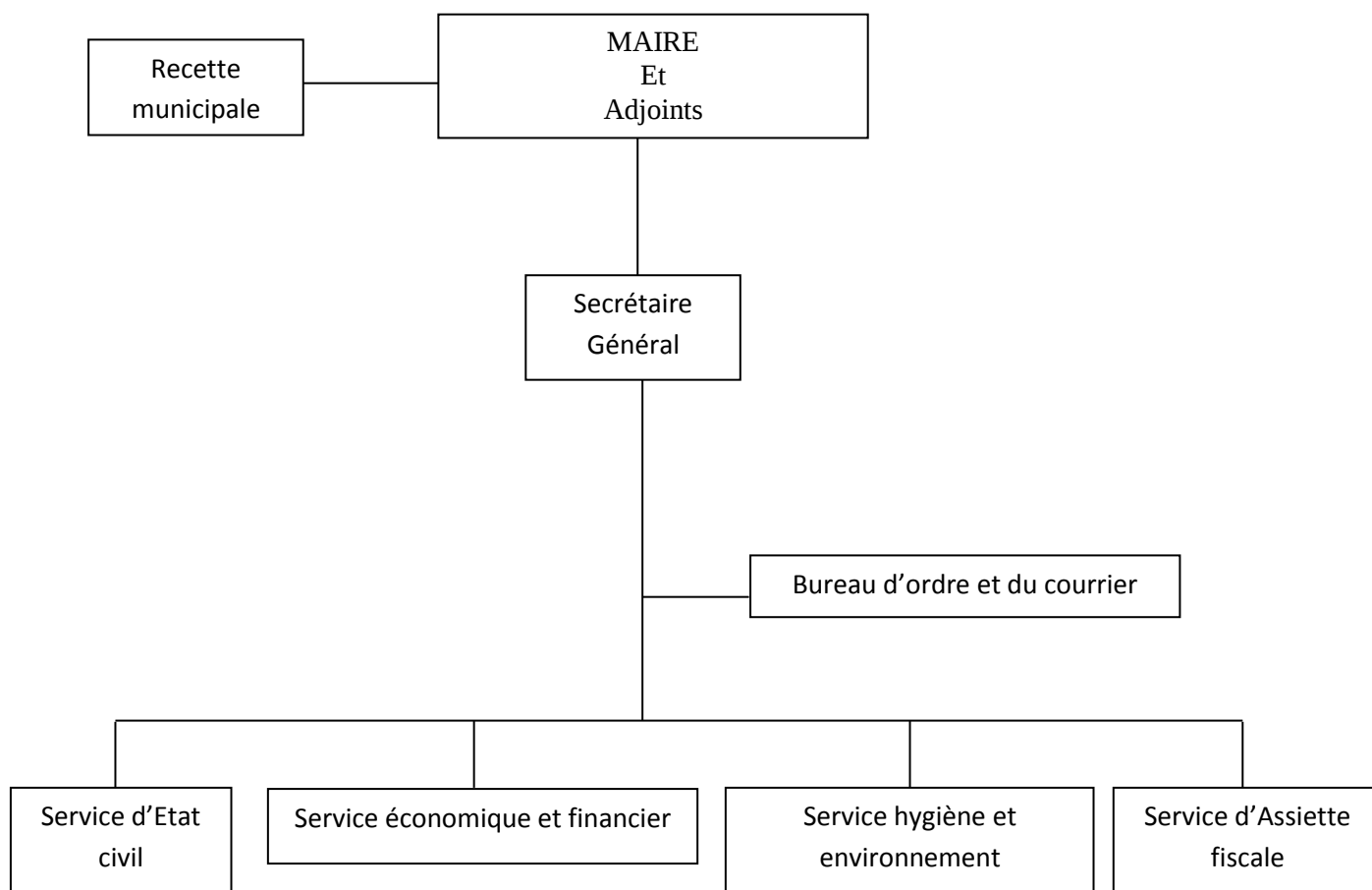


Figure 4 : organigramme de la commune d'Ambam

Tableau 6: Forces et faiblesses de la gestion des ressources humaines

Forces	Faiblesses
- Quelques cadres formés au CEFAM - Participation des 24 conseillers aux sessions du conseil municipal	- l'absence d'un organigramme formel, - l'inexistence de cahier de charges pour les emplois communaux, - l'inadéquation entre les profils des personnels et les besoins réels de la commune (alors qu'elle n'a pas de véhicule, la Commune a par exemple 05 chauffeurs), - l'inexistence de réunions de coordination périodiques... - La faible mobilisation des conseillers municipaux autour de la gestion des affaires communales - Les profils du personnel peu adapté aux missions de la Commune - La mauvaise coordination des services communaux - L'inexistence de politique de gestion du personnel - Les luttes de leadership au sein du conseil municipal.

4.1.2. Gestion des ressources financières

4.1.2.1. Structure des comptes administratifs des trois derniers exercices

Les données sur les comptes administratifs 2009 et 2010 n'ont pas pu être obtenues. Par conséquent le tableau suivant présente la structure des comptes administratifs pour les exercices budgétaires 2005, 2006, 2007 et 2008. Les données contenues dans ce tableau permettent d'étudier l'état des recettes, l'état des dépenses, le taux de recouvrement des taxes communales, le taux d'investissement...

Tableau 7 : Etat des recettes de la commune d'Ambam

N°	Situation générale	2005	2006	2007	2008
1.	Total prévision (A)	188 878 865	24 8974 732	299 460 805	379 869 766
2.	Total Recettes (B)	138 900 610	218 636 177	261 120 493	209 231 171
3.	Balance budgétaire (B-A))	- 49 978 255	- 30 338 555	- 38 340 312	- 170 638 595
4.	Taux de réalisation du budget (B/A)	73,53 %	87,81 %	87,19 %	55,07 %
5.	Recettes propres (P)	61 297 263	128 066 787	185 750 225	149 985 392
6.	Recettes extérieures (E= B-P)	77 603 347	90 569 390	75 370 268	59 245 779
7.	Taux de recettes propres (P/B)	44,13 %	58,57 %	71,13 %	71,68 %
8.	Taux de recettes extérieures (E/B)	55,86 %	41,42 %	28,86 %	28,31 %
9.	Recettes totales/habitant (B/population)	3380	5321	6354	5092
10.	Recettes propres/habitant (P/population)	1491	3116	4520	3650
11.	Population	41 089			

Tableau 8: Forces et faiblesses de la gestion des ressources financières

Forces	Faiblesses
- Existence de deux comptes bancaires (BICEC, SGBC) - Revenus internes (impôt libératoire, location (des meubles, salles de fête, matériel roulant), taxe de stationnement, taxe sur la publicité, droits de timbre) - Revenus externes (Centimes Additionnels Communaux (CAC), redevance Forestière Annuelle (RFA), subventions diverses.	- Mauvaise planification et exécution du budget - Inexistence du fichier du contribuable - Arriérés de salaires - Versement tardif des cotisations à la CNPS - Dépenses d'investissement très faibles

4.1.3. Gestion du patrimoine communal

La commune a un patrimoine constitué des immeubles, du mobilier, des appareils et du matériel roulant

Tableau 9: forces et faiblesses de la gestion du patrimoine communal

Forces	Faiblesses
- Bâtiments administratifs - Résidences - Marchés - Fourrières municipales - Ecoles - 01 pick-up Toyota Hilux - 01 camion Toyota Da 110 - Recensement du patrimoine immobilier sur un fichier - Gestion du matériel roulant à travers les fiches des détenteurs - Mise en place d'un système de suivi du matériel roulant	- Matériel roulant défectueux - Mauvais entretien de certains bâtiments

4.1.4. Gestion des relations

Tableau 10: Forces et faiblesses de la gestion des relations

Forces	Faiblesses
- Echanges réguliers entre la préfecture et la commune sur les problèmes locaux - Existence d'une coopération décentralisée (PNDP) - Bonnes relations entre la commune et les chefs traditionnels (Informations de la commune relayées aux populations par les chefs de villages) - Existence de 169 associations (GIC, tontines, associations de solidarité)	- Inexistence d'une collaboration formelle entre la commune et les services déconcentrés de l'Etat - Manque de synergie entre le centre des impôts et la commune - Aucun partenariat formel entre la commune et les congrégations religieuses - Faible relation entre la commune et le secteur privé - Désintérêt des populations pour l'institution communale

4.1.5. Axes de renforcement de l'institution communale

Au regard des faiblesses sus identifiées, il est utile d'envisager le renforcement des capacités de l'institution communale compte tenu du rôle qu'elle est appelée à jouer dans ce processus. Le tableau 6 présente ainsi les thèmes prioritaires retenus à cet effet.

Tableau 11 : Axes de renforcement des capacités de la Commune d'Ambam

N°	Domaine	Thème	Cibles principales (non exhaustif)
1.	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources humaines	Exécutif, Secrétaire Général
		Leadership participatif	Conseillers municipaux
2.	Gestion des ressources financières	Elaboration et gestion du budget	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Conseil Municipal
		Techniques de mobilisation des ressources	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Chefs de service, Agent Technique, Conseil Municipal
3.	Gestion du patrimoine communal	Techniques d'archivage	Secrétaire Général, Comptable Matière, Agent Technique
		Gestion du patrimoine	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Comptable Matière, Agent Technique, Conseil Municipal
4.	Gestion des relations	Techniques de négociation et de gestion des partenariats	Exécutif, Secrétaire Général

4.2. Principaux problèmes, besoins identifiés et consolidés par secteur

Cette partie traite des principaux problèmes identifiés lors du diagnostic.

Tableau 12: Secteur agriculture

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faibles rendements	• Insuffisance d'encadrement des producteurs • Outils de production archaïque • Intrants de qualité douteuse • Non maîtrise des techniques de lutte phytosanitaire • Indisponibilité et coût élevé des intrants • Mauvaise organisation des producteurs • Difficultés d'accès au crédit • Interférence du politique dans l'encadrement de l'agriculture	• Faibles revenus	• Mettre en place un programme d'encadrement des producteurs • Appuyer le développement des circuits d'approvisionnement en intrants et matériel agricoles • Mettre sur pied un système de coordination des différents programmes • Création d'un pôle d'engins agricoles (CUMU) • Ouverture d'une "maison de planteurs" • Construire et pourvoir les CEAC • Construire et pourvoir les postes agricoles
2	Pertes post-récoltes élevées	• Enclavement • Ignorance des techniques de conservation • Faible accès à l'énergie électrique • Absence des structures de conservation		• Réhabiliter les routes • Vulgariser les techniques de transformation et de conservation des produits agricoles • Promouvoir l'énergie solaire

Tableau 13: Secteur élevage, pêches et industries animales

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faible production pastorale et halieutique	• Insuffisance d'encadrement • Techniques traditionnelles (élevage en divagation...) • Insécurité • Indifférence à l'amélioration des races locales • Circuit d'approvisionnement en produits vétérinaires mal organisé • Absence totale de pharmacies vétérinaires • Indisponibilité des souches améliorées • Absence de provenderie • Maladies récurrents • Manque d'entretien des étangs • Mauvaise organisation des producteurs • Difficulté d'accès au crédit • Absence de pâturage naturel	• Faibles revenus • Consommation des produits congelés • Inflation des produits d'élevage	• Mettre en place un programme d'encadrement des producteurs • Appuyer l'organisation des circuits d'approvisionnement en intrants et matériel d'élevage et de pêche • Susciter la création de comités de vigilance • Mettre en place un programme d'amélioration des pâturages

		Indisponibilité des alevins		
2	Pertes post récoltes	Manque de structures de conservation (chambre froide)	- Implantation des produits halieutiques - braconnage	construction d'une structure de conservation

Tableau 14: Secteur domaines et affaires foncières

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Précarité des occupations domaniales	- Ignorance de la loi foncière et domaniale - Accaparement des terres par certaines élites	- Litiges fonciers - Eclatement des familles	- Sensibiliser les populations sur la loi foncière et domaniale - Renforcer les mécanismes traditionnels de gestion des conflits

Tableau 15: Secteur développement urbain et habitat

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Développement anarchique des quartiers urbains	Inexistence de plan d'urbanisation	Enlaidissement de la ville d'Ambam	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'urbanisation
2	Prolifération des habitations en matériaux provisoires	- Faible rentabilité des activités économiques - Faible intégration de l'importance d'une habitation de qualité sur le bien être humain	Insalubrité	- Faciliter l'accès aux matériaux de construction - Sensibiliser les populations sur l'hygiène et la salubrité

Tableau 16: Secteur environnement et protection de la nature

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Pollution des cours d'eau, des sols et de l'air	• Insalubrité • Mauvaise gestion des ordures et déchets • Mauvaises pratiques de pêche (substances chimiques) • Utilisation des latrines non aménagées	• Rareté des poissons • Maladies hydriques	• Sensibiliser les populations sur l'hygiène et la salubrité • Appuyer la mise en place des comités locaux d'hygiène et salubrité
2	Défécation à l'air libre	• Inexistence des infrastructures d'assainissement dans certains lieux publics (marchés, écoles...)	• Environnement peu convivial	• Construire des latrines publiques
3	Diminution du couvert forestier	• Non respect des normes d'exploitation forestière • Pratiques agricoles inappropriées	• Erosion • Dérèglement climatique • Perte de la population faunique et floristique	• Promouvoir l'agriculture durable • Mettre en place un programme d'éducation environnementale • Promouvoir l'agroforesterie

Tableau 17: Secteur forêt et faune

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Exploitation illicite du bois	• Faible dispositif local de contrôle et de régulation • Manque de synergie d'action entre les différentes parties prenantes • Faible sensibilisation par les services des Eaux et Forêts	Rareté ou disparition de certaines espèces animales et végétales	• Mettre en place un cadre multi-acteurs pour le suivi des opérations forestières et fauniques • Promouvoir l'élevage
2	Exploitation abusive du gibier	• Faible dispositif local de contrôle et de régulation • Manque de synergie d'action entre les différentes parties prenantes • Faible sensibilisation par les services des Eaux et Forêts • Demande en viande brousse forte et permanente		

Tableau 18: Secteur administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faible accès aux services administratifs	- Eloignement des services administratifs - Insuffisance du personnel - Absentéisme du personnel en poste	- Corruption - Existence des individus sans pièces d'état-civil ni Pièces d'identification	- Créer des services d'état-civil dans les villages - Mettre en place une batterie de mesures pour le renforcement de l'éthique et la conscience professionnelles

Tableau 19: Secteur éducation de base

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faible qualité de l'éducation de base	- Insuffisance qualitative et quantitative des infrastructures - Insuffisance d'enseignants - Insuffisance d'équipements et d'aménagements - Absentéisme des enseignants	- Délinquance juvénile - Sous-scolarisation - Analphabétisme	- Réhabiliter 113 salles de classe - Renforcer le personnel en 22 enseignants qualifiés - Construire 157 salles de classe - Construire 50 points d'eau dans les écoles - Construire 25 latrines dans les écoles - Construire 49 logements d'astreintes - Mettre en place 57 clôtures - Distribuer 2404 table-bancs

Tableau 20: Secteur enseignement secondaire

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faible accès à l'enseignement secondaire	- Insuffisance qualitative et quantitative des infrastructures - Insuffisance d'enseignants - Insuffisance d'équipements et d'aménagements - Absentéisme des enseignants	- Délinquance juvénile - Sous-scolarisation - Analphabétisme - Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes - Exode rural - Prostitution - Prolifération des activités informelles	- Réhabiliter 113 salles de classe - Renforcer le personnel enseignant sur les plans qualitatif et quantitatif - Construire 46 salles de classe - Construire 07 points d'eau - Construire 04 toilettes - Distribuer 4965 table-bancs - Mettre en place 13 clôtures - Construire 9 logements d'astreintes

Tableau 21: Secteur enseignement supérieur

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faible accès aux études supérieures	- Absence d'établissements d'enseignement supérieur - Faibles revenus des parents d'élèves	- Exode rural - Délinquance juvénile - Difficulté d'insertion socioprofessionnelle - Prostitution - Prolifération des activités informelles	Octroyer des bourses d'études d'excellence aux meilleurs bacheliers

Tableau 22: Secteur santé publique

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faible fonctionnalité des établissements sanitaires locaux	- Insuffisance de personnel - Insuffisance d'équipement - Insuffisance d'aménagement	Coûts de santé élevés	- Réhabiliter 12 établissements sanitaires existants - Affecter 115 personnels qualifiés - Construire 04 nouveaux bâtiments - Fournir 101 lits aux hôpitaux - Ouvrir 2 pharmacies - Fournir 05 réfrigérateurs - Construire 9 points d'eau - Construire 04 latrines - Construire 13 clôtures - Construire 12 logements - Mettre en place 04 dispositifs de traitement de déchets

Tableau 23: Secteur eau et énergie

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faible couverture en électricité	- Faible puissance des générateurs locaux - Faible intérêt des acteurs de la filière énergétique par rapport à la Commune - Réseaux locaux non fonctionnels	Coûts d'énergie élevés	- Promouvoir l'énergie solaire - Réhabiliter les réseaux locaux - Installer 06 transformateurs, 02 groupes électrogènes, 380 poteaux et 14 km de basse tension à installer - Effectuer 501 branchements nouveaux
2	Insuffisance d'eau potable	- Points d'eau existant en panne - Inexistence de points d'eau potable dans certains villages	Prolifération des maladies hydriques	- Réhabiliter les points d'eau existants - Construire 23 forages et 15 puits - Extension du réseau SCAN WATER

Tableau 24: Secteur travaux publics

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Enclavement prononcé de certains villages (36)	• Entretien irrégulier du réseau routier de la Commune • Mauvais état des ponts et des buses	• Impraticabilité des routes en saison de pluies • Coûts de transport élevés • Ecoulement difficile des produits • Accès difficile aux soins • Accidents	• Réhabilitation de 119 km de route (reprofilage et dégagement) • Réhabilitation 13 buses et 03 ponts

Tableau 25: Secteur affaires sociales

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faible encadrement des populations vulnérables (handicapés, personnes âgées, enfants en détresse)	• Absence de structure et de programme d'encadrement	• Inexistence d'un fichier des populations vulnérables • Stigmatisation des nécessiteux	• Mettre en place un programme d'accompagnement des personnes vulnérables • Appareillages pour 200 handicapés
	Irresponsabilité parentale Faible organisation des cibles	• Alcoolisme	• Augmentation de la délinquance juvénile	• Mettre en place des centres d'accompagnement des personnes alcooliques
	Accès difficiles des handicapés aux édifices publics	• Non prise en compte de l'approche handicap dans la réalisation des infrastructures publiques et privées	• Marginalisation des personnes handicapées dans les services publics et privés	• Prise en compte de l'approche handicap dans la réalisation des infrastructures • Acheter les appareillages
	Maladies liées à la vieillesse Désœuvrement Stigmatisation, isolement	• Absence de suivi des personnes âgées • Pauvreté • Persistance des préjugés sur les personnes âgées	• Abandon des personnes âgées	• Créer des unités de prise en charge des maladies liées à la vieillesse • Créer des AGR • Créer un fichier communal des compétences des personnes âgées

Tableau 26: Secteur promotion de la femme et de le famille

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Marginalisation de la femme	• Coutumes • Faible niveau scolaire des femmes • Exclusion des activités économiques	• Faibles pouvoir d'achat femmes • Difficultés d'accès à la propriété foncière • Fragilisation des familles	• Sensibiliser à la prise en compte du Genre • Promouvoir l'entrepreneuriat féminin

Tableau 27: Secteur jeunesse

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Chômage des jeunes	• Formations et profils inadaptés • Méconnaissance des mécanismes et programmes d'insertion professionnelle • Faible culture de l'entrepreneuriat	• Exode rural • Délinquance • Prostitution • Prolifération des activités informelles • Insécurité	• Vulgariser les mécanismes et programmes d'insertion professionnelle des jeunes (FNE, PIASI, PAJER-U...) • Encourager l'entrepreneuriat des jeunes

Tableau 28: Secteur sport et éducation physique

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faible développement des activités sportives	• Insuffisance d'infrastructures sportives • Mauvaise qualité des infrastructures existantes • Absence de mécènes	• Oisiveté • Développement des loisirs malsains	• Réhabiliter les infrastructures existantes • Organiser des tournois sportifs

Tableau 29: Secteur transport

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Insécurité routière	• Excès de vitesse • Ignorance du code de la route par les usagers • Mauvais état des véhicules • Surcharge	• Accidents de circulation	• Multiplier les actions de prévention routière

2	Coût élevé du transport	Mauvais état de la route	Coût élevés des produits de première nécessité dans les villages	Réhabiliter les routes
---	-------------------------	--	--	--

Tableau 30: Secteur emploi et formation professionnelle

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faible insertion professionnelle des jeunes	- Encadrement insuffisant - Faible développement de l'esprit d'entrepreneuriat	- Exode rural - Délinquance	Développer un programme d'accompagnement à l'insertion professionnelle des jeunes

Tableau 31: Secteur petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Climat local peu incitatif au développement des PME	- Circuits d'approvisionnement peu fiables et irréguliers - Conditions d'accès au crédit très rigides - Faible rendement ou absence d'énergie - Enclavement	- Faible rentabilité des PME locales - Faible exploitation des ressources locales	Développer un programme d'accompagnement des promoteurs de PME locales
2	Résistance des petits entrepreneurs locaux au paiement des taxes	Faible sensibilisation des acteurs locaux sur le fonctionnement de la Commune	Faibles recettes de la Commune	Initier un cadre de dialogue/concertation avec les corps de métiers
3	Occupation anarchique des espaces urbains par les membres des différents corps de métiers	Absence de sites dédiés à l'activité des différents corps de métiers communaux	- Encombrement des voies de circulation, - Enlaidissement du centre urbain	Créer et aménager des sites pour les activités des différents corps de métiers
4	Faible organisation des corps de métiers	Faible intégration des avantages de la dynamique de groupe	Communication difficile entre la mairie et les corps de métiers	Susciter la mise en place des organisations de corps de métiers

Tableau 32: Secteur recherche scientifique et innovations

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faible accès aux innovations scientifiques	- Absence d'un programme de vulgarisation - Faible revenu des populations locales	- Techniques de production archaïques (agriculture itinérante, ...) - Faibles rendements et rentabilités des activités économiques	Mettre en place un programme de vulgarisation des innovations scientifiques pertinentes

Tableau 33: Secteur tourisme

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Inexistence d'activités touristiques	Ignorance et non valorisation des potentialités touristiques de la Commune	Faible développement du secteur touristique	Mettre en place un programme d'identification et de valorisation des sites touristiques de la Commune

Tableau 34: Secteur culture

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Perte des us et coutumes	- Affaiblissement du pouvoir traditionnel - Adhésion aux modèles véhiculés par des médias	- Perte d'identité culturelle - Disparition des animations folkloriques et rites coutumiers - Non respect des interdits coutumiers - Perte de l'intérêt touristique	- Réhabiliter le pouvoir traditionnel - Promouvoir des foires culturelles périodiques

Tableau 35: Secteur mines et développement industriel

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Faible exploitation du potentiel local de mines	- Enclavement des sites - Manque de matériel d'extraction - Inorganisation des parties prenantes	- Faibles recettes de la Commune issues du secteur - Faible développement des grappes d'activités	- Réhabiliter les voies d'accès aux gisements de mines - Appuyer l'organisation des parties prenantes de la filière

Tableau 36: Secteur commerce

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Accès difficile aux marchés	• Absence de marché et/ou d'infrastructures commerciales dans la plupart des villages • Eloignement des marchés communaux par rapport à la plupart des villages • Enclavement de la plupart des villages • Absence d'information sur les marchés • Pénuries artificielles • Persistance des produits de contrebande • Empiètement des pouvoirs de l'autorité administrative sur les pouvoirs de l'autorité technique	• Coût élevés des denrées de première nécessité • Faible valorisation de la production locale • Vente illégale de cacao	• Réhabiliter les routes d'accès aux villages • Organiser des marchés périodiques dans les villages • Mettre en place un système d'information sur les marchés • Mettre en place 105 comptoirs, 65 boutiques, 5 hangars, 3 boucheries, 5 chambres froides, 6 points d'eau et 3 latrines dans les marchés • Respecter les attributions de l'autorité technique

Tableau 37: Secteur poste et télécommunications

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Accès difficile aux TIC	• Instabilité des réseaux de radio et télévision dans les villages (mauvais rayonnement) • Absence des signaux des chaînes de télévision et de radio nationales • Faible couverture énergétique • Faible pouvoir d'achat des populations • Absence de formation sur les TIC • Villages non connectés au réseau de fibre optique	• Faible pouvoir de négociation des acteurs locaux • Faible accès aux innovations scientifiques pertinentes • Coûts élevés d'accès à Internet • Analphabétisme (TIC)	• Promouvoir l'installation des antennes relais • Raccorder toutes les localités à la fibre optique • Promouvoir la construction des cybers • Former les populations à l'utilisation de l'outil informatique

Tableau 38: Secteur communication

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Accès difficile à l'information	• Faible couverture en réseaux téléphoniques • Instabilité des réseaux téléphoniques (mauvais rayonnement) dans les rares villages connectés • Eloignement des centres de diffusion • Emetteurs régionaux de faible puissance	• Instabilité des réseaux de radio et de télévision dans le département • Absence de signaux des chaînes de télévision et de radio nationales	• Promouvoir l'installation des antennes relais

Tableau 39: Secteur travail et sécurité sociale

N°	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Prolifération des emplois informels Chômage des jeunes	- Faibles capacités de négociation des demandeurs d'emploi - Insuffisance de contrôle social après des entreprises - Corruption	- Non couverture sociale des travailleurs - Licenciements abusifs	- Sensibiliser les entrepreneurs sur leurs responsabilités sociales - Sensibiliser les travailleurs sur leurs droits - Trouver des formations à l'auto emploi - Appuyer l'insertion et la réinsertion socioprofessionnelle - Organiser le secteur informel - Créer un comité permanent de gestion de crise employé-employeur

Tableau 40: Identification des problèmes des différentes couches défavorisées/vulnérables de l'espace urbain

Couches vulnérables	Effectif de personnes de la couche vulnérable	Nombre de participants à l'entretien avec l'OAL	Niveau d'organisation	Accessibilité aux infrastructures	Lister les types d'activités pratiquées dans l'espace urbain communal par la couche vulnérable	Rentabilité des activités pratiquées	Relation avec la mairie (Conflictuelle, bonne collaboration)	Difficultés rencontrées en rapport avec leur situation de vulnérabilité	Opportunités liées à leur vulnérabilité	Attentes exprimées par la couche vulnérable
Réseau des veuves de la Vallée du Ntem	500	17	Existence d'association, GIC et GIE	Sanitaire : Taux de décès élevés Infection par les MST et VIH Sida Scolaires : taux d'analphabétisation très élevé Elevage : faible production et manque de formation	Commerce Agriculture	Moyenne				
Handicapés	25	02		-Manque des		Moyenne	Bonne relation	Financeme		Facilité

				infrastructures d'encadrement				nt des AGR		d'appui par les services déconcentré s Gratuité de certains services
								Mise en place des infrastructur es adaptées		

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. Vision et objectifs du PDC

Dans un contexte de décentralisation, les communes doivent s'autogérer et rechercher également des ressources nécessaires à leur développement. C'est ainsi que le PCD est un outil incontournable pour l'arrimage des communes à la décentralisation. Dès lors, le PCD est la feuille de route qui traduit les besoins et les aspirations des populations mais aussi des élus locaux. Pour cela, les besoins exprimés par les bénéficiaires du programme de développement participatif ont été classés par secteur. Ces besoins seront réalisés à court, moyen et long termes selon les ressources financières, matérielles et humaines disponibles. Pour améliorer le cadre de vie des populations, certains secteurs sont classés prioritaires : hydraulique, éducation, électrification rurale, transports, économie locale, sports et loisirs, gestion des ressources naturelles et promotion de la femme. Il s'agit également de faire accéder les communautés les plus pauvres aux services sociaux et financiers de base.

5.2. Cadre logique par secteur

Tableau 41: Agriculture

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Promouvoir les activités agricoles dans la commune d'AMBAM	Augmentation de la contribution du secteur agricole à la croissance économique local	Rapports d'activités	Des outils de financement du secteur agropastoral sont mis en place	Au moins une structure de financement des producteurs mis en place	Rapports d'activités
Objectifs spécifiques	Améliorer les conditions de production, de transformation et de conservation des produits agricoles	Au moins 30% d'augmentation de la production en quantité et en qualité sur le marché	-Etat des lieux des différents marchés -Registres des comptes d'exploitation des GICS	Les postes agricoles existent et vivent dans l'institution communale d'Ambam	Au moins une descente terrain de l'encadreur par mois dans les différents groupes	Rapports d'activités des groupes et de l'encadreur
Résultats (axes stratégiques)	1. Les agriculteurs sont organisés et structurés	Au moins 80% des groupes sont bien organisés et enregistrés officiellement	Registre des groupes à la sous-préfecture	Une fédération d'agriculteurs est formée	80% d'agriculteurs appartiennent à une fédération	Acte de légalisation de la fédération
	2. Au moins un réseau d'OP existe et fonctionne	70% des groupes sont membre d'une OP	Cartes d'adhésion des associations et des Gics	Des organisations paysannes sont créées	Au moins 6 organisations paysannes sont fonctionnelles	Statut des OP L'acte de légalisation de la sous-préfecture
	3.La production agricole accroit	Au moins 60% des marchés sont toujours fournis	Nombre de sacs de vivres enregistrés	Les agriculteurs écoulent leurs productions dans les marchés frontaliers	La quantité des produits écoulés par chaque paysan	Rapports du délégué départemental du commerce
	4. Des financements sont disponibles et accessibles	80% des groupes ont bénéficié d'un appui	Equipement des groupes relatif aux activités agricoles	Les paysans bénéficient des subventions	Nombre d'agriculteurs ayant bénéficié des semences Améliorées	Rapports d'activités du délégué départemental du MINADER
	5. Une coopérative est mise en place	80% des agriculteurs sont membres de la	Les registres de la coopérative	La coopérative attribue des prêts aux paysans	50% des paysans ont aux crédits	Le fichier des paysans ayant contracté des prêts

		coopérative					
	6.Des foires et comices agricoles sont organisés	Au moins deux foires et deux comices sont organisés chaque année	Les rapports du comité d'organisation	Les communes voisines participent aux foires et aux comices	50% des paysans des communes voisines exposent leurs produits	Rapports du comité d'organisation	
	Activités					Cadre estimatif	
Pour R1 1-Formation de 60 GICS sur la dynamique de groupe (1 650 000 x 4) 6 600 000 FCFA	Pour R2 1-Recensement des associations et GICS par filière. (500 000 FCFA) 2- Accompagnement de la mise en place des réseaux d'agriculteurs (2 000 000 FCFA)	Pour R3 1-Formation des agriculteurs sur les nouvelles techniques agricoles (2 000 000x4) 8 000 000 FCFA	Pour R4 1-Mobilisation des sources de financement 2-Formation en petite comptabilité et gestion des projets (1 500 000 FCFA)	Pour R5 Mise en place d'une coopérative d'utilisation du matériel d'intrants agricoles (100 000 000 FCFA)	Pour R6 Organisation des comices et foires agricoles (10 000 000 FCFA)	Libellés	Montants
						Total investissement	128 600 000 FCFA
						Total Fonctionnement	18 000 000
						Imprévus 5%	6 430 000
						Total Estimatif	153 030 000 FCFA

Tableau 42: Elevage, pêche et industries animales

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources	hypothèses	Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Accroître la productivité de l'économie locale	Le taux de contribution de la production animale et halieutique est élevé	Rapport d'évaluation	Des outils de financement du secteur agropastoral sont mis en place	Au moins une structure de financement est mise en place	Rapports de la mairie
Objectif spécifique	Intensifier la production pastorale et piscicole	Augmentation de la production de 50%	Rapport d'activités des différents groupes et du MINEPIA	Un bureau de promotion de l'économie locale fonctionne à Ambam	Au moins une descente est effectuée par mois	Rapports d'activités

Résultats (axes stratégiques)	1. L'encadrement des éleveurs est amélioré	Le nombre des cadres techniques mis à disposition	Rapports d'activités du MINEPIA	Les éleveurs locaux assimilent et mettent en pratique les formations reçues	Nombre de producteurs à la hausse	
	2. La production pastorale et piscicole est améliorée	Nombre et type de formation pratiques réalisés	Rapports d'activités du MINEPIA et de la commune Les marchés	Les producteurs locaux adoptent les bonnes pratiques d'élevage ; les produits sont frais	Augmentation de la production	Rapports d'activités
	3. création d'un marché à bétail	Commercialisation facilitée	Rapports d'activités MINEPIA	Le marché à bétail est ravitaillé	Nombre d'enclos disponibles	Rapports de la délégation départementale du commerce Rapports du délégué départemental du MINEPIA
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1 1.1 Structuration des OP des éleveurs et pêcheurs (1 000 000 FCFA)	Pour R2 2.1. Construction et équipement d'un magasin d'intrants et de matériels d'élevage et de pêche (30 000 000 FCFA) 2.2. Approvisionnement d'un magasin en intrants, matériels d'élevage et de pêche (20 000 000 FCFA) 2.2. Mise en place de 1 éclosiers (14 000 000 FCFA)		Pour R3 3.1. Création et construction d'un marché de petit bétail (7 000 000 FCFA) 3.2. Construction et équipement d'une charcuterie (15 000 000 FCFA) 3.3. Aménagement d'un parc à bœufs (4 000 000 FCFA)		Libellés	Montants
					Total investissement	91 000 000 FCFA
					Total Fonctionnement	9 000 000 FCFA
					Imprévus 5%	4 550 000 FCFA
					Total Estimatif	104 550 000 FCFA

Tableau 43: Domaines et affaires foncières

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Stimuler la création des réserves foncières et l'accès à la propriété foncière	Au moins 60% des propriétaires terriens disposent des titres fonciers	Registres des domaines et livre foncier	Les coûts d'obtention des titres fonciers sont à la portée de la majorité	50% des propriétaires de terre ont un titre foncier	Registres de la délégation du MINDAF
Objectif spécifique	Garantir la propriété foncière dans la commune d'AMBAM	Au moins 50% des propriétaires terriens du territoire	Registre des domaines et livre foncier	La procédure d'acquisition est financièrement à la portée des populations		Registres de la délégation du MINDAF

		communal possèdent un titre foncier		d'Ambam		
Résultats (axes stratégiques)	1-Un plan d'occupation des sols de l'espace urbain et rural est réalisé	Superficie de l'espace urbain Nombre et type de zone	Archives de la commune et MINDUH et conservation foncière	La commune dispose des ressources financières	Un plan de lotissements de la commune est élaboré	Rapports de la commune
	2. L'accès à la propriété foncière est facilité	Nombre de titres fonciers délivrés	Archives et registres	Le processus d'acquisition des titres fonciers est facilité aux résidents de la commune d'Ambam	90% des propriétaires ont un avis de bornage	Journal officiel
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1		Pour R2		Libellés	Montants	
1.1 Délimitation du périmètre urbain (3 000 000)		2.1 Mise en place d'une structure locale d'allégement du processus (20 000 000 FCFA)		Total investissement	30 000 000 FCFA	
				Total Fonctionnement	3 350 000 FCFA	
1.2 Réunions de concertation avec les populations (2 000 000)						
1.3 Elaboration du plan technique (5 000 000 FCFA)				Imprévus 5%	1 500 000 FCFA	
1.4 Elaboration des documents réglementaires (2 000 000 FCFA)				Total Estimatif	34 850 000 FCFA	
1.5 Validation du plan d'occupation des sols (1 500 000 FCFA)						

Tableau 44: Développement urbain et de l'habitat

Stratégie	Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources	Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources

Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Mettre en œuvre des opérations d'urbanisme d'envergure à un coût acceptable	Au moins 50 % des villes de la Région du Sud ont une voirie urbaine de qualité	Rapports d'activités de la délégation du MINDUH Sud	Les allocations budgétaires de l'État sont suffisantes	Des logements à loyer modéré sont disponibles	Rapports de fin de travaux du maître d'œuvre
Objectif spécifique	Aménager la voirie urbaine de la Commune d'Ambam	Au moins 75 % de la superficie de l'espace urbain d'Ambam est aménagée	Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PDC	Les ressources financières sont disponibles	Les routes du centre ville d'Ambam sont bitumées et électrifiées	Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PDC Rapports du MINTP
	Elaborer un plan sommaire d'urbanisation	Le schéma d'urbanisation de la ville est disponible	Rapports du bureau d'étude Rapports de la commune	La commune recrute des urbanistes	Chaque quartier a un schéma directeur	Rapports de la commune
Résultats (Axes stratégiques)	1. La voirie urbaine est aménagée	Au moins 15 km linéaire de rue aménagée	Rapports d'activités	Les riverains sont dédommagés	Des sites de recasement sont aménagés	Rapports de la commune
	2. Un habitat de qualité est promu	Au moins 50 logements sociaux construits Une norme de construction identifiée	Rapport d'activités de la commission des grands travaux	Les habitants de la zone urbaine appliquent la norme de construction arrêtée	60% des maisons construites respectent les normes établies	Rapports de la commune Rapports de la délégation départementale du MINDUH
	3. La ville d'AMBAM est pourvue d'un Plan Sommaire d'Urbanisation (PSU)	l'affectation des sols et le périmètre de chacune des zones d'affectation est défini.	Rapports de la commune Rapports de la délégation départementale du MINDUH	les règles, restrictions et servitudes particulières d'utilisation du sol sont élaborées.	Des échelles comprises entre 1/5 000e et 1/10 000e sont élaborées	Rapports de la délégation départementale du MINDUH
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1		Pour R2		Pour R3	Libellés	Montants
1.1 Réalisation de l'étude de faisabilité 5 000 000 FCFA		2.1. Détermination d'une norme de construction dans l'espace urbain		3.1Elaboration du plan d'urbanisation (15 000 000 FCFA)	Total investissement	560 000 000FCFA
1-.2 Mobilisation des ressources		2.2. réalisation d'une étude de faisabilité pour la réalisation de logements sociaux (5 000 000 FCFA)			Total Fonctionnement	20 000 000 FCFA

1.3 Réalisation des travaux d'aménagement (50 000 000 FCFA)	2.3. mobilisation des ressources		Imprévus 5%	28 000 000 FCFA
1.4 morcellement des lotissements domaniaux (10 000 000 FCFA)	2.4. Réalisation des travaux de construction des habitations à loyer modéré (500 000 000 FCFA)		Total estimatif	608 000 000 FCFA
1.5 création des quartiers				

Tableau 45:Environnement et protection de la nature

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer la gestion des déchets solides dans les villes	Au moins 75 % des villes disposent d'un service de traitement des déchets solides	Rapport d'activités de la délégation du MINEP sud	Les déchets solides sont collectés et traités dans les villes de la Région du Sud	Le nombre de centres de traitement des ordures	Enquêtes auprès du service d'hygiène et de salubrité de la mairie
Objectif spécifique	Assainir l'environnement dans la Commune	Au moins 70 % du territoire communal à un environnement sain	Rapport d'activités du service d'hygiène communal	Les habitants de la Commune appliquent les règles d'hygiène	Les maladies liées à la mauvaise hygiène baissent	Rapports des formations sanitaires
Résultats (Axes stratégiques) ¹	1.Un service d'hygiène est créé au sein de la commune	01 agent d'hygiène recruté Au moins 02 autres agents recrutées	Archives de la commune	Le personnel recruté est compétent et motivé	Les salaires sont décents	La grille de salaires des employés

	2.Des espaces verts sont créés dans l'espace urbain communal d'AMBAM	Au moins 5 sites aménagés Types de plants mis en place	Rapport d'activités de l'agent de développement communal	Le plan d'occupation des sols est disponible Les ressources sont disponibles		Le plan de lotissements de la commune	Les rapports du service du cadastre
	3.création et aménagement d'une décharge municipale	Décharge aménagée et existante	Documents de marchés et réception	Pas de conflits liés aux choix du site		Facilité d'accès au site indiqué	Distance et état d'accès
	4.Provision pour les EIE et la vulgarisation des foyers améliorés assurée	Prise en compte des aspects sociaux environnementaux effective	Etudes et analyses socio-environnementales disponibles	Coûts élevés de la procédure administrative de validation des EIE		Taux des EIE soumis et validés	Nombre 'EIE validés
	5.Pépinière mise en place	Niveau de réalisation	Rapports Visite des sites	Les personnes indiquées sont disponibles		Taux de réussite	Rapports Visite des sites
	6.Aménagement du lac municipal	Lac aménagé d'ici 2014	Rapports du comité de suivi-évaluation du PCD	Le lac devient un parc d'attraction de la ville		Nombre de visiteurs	Rapports de la commune
Activités						Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Pour R6	Libellés	Montants
1.1. Elaboration du projet de création	2.1. Sensibilisation des populations et toutes les parties prenantes sur le microprojet (800 000 FCFA)	3.1. Choix du site de la décharge	4.1 Réalisation des EIE (2 000 000 FCFA)	5.1 Choix et caractérisation du site du micro projet	6.1 Circonscription du site du lac	Total investissement	181 700 000 FCFA
1.2. soumission du projet aux instances compétentes	2.2 Identification des espaces et sites à aménager (400 000 FCFA)	3.2 Evaluation sommaire des impacts du projet	4.2 Signature des accords de partenariat avec des partenaires pour la réalisation des	5.2 planification et	6.2 Réalisation de l'étude de faisabilité		

		5 000 000 FCFA	fours améliorés	préparation des opérations			
1.3. Recrutement / affectation et prise en charge du personnel (50 000 000 FCFA)	2.3 Désignation du matériel végétal (100 000 FCFA)	3.3 Montage des dossiers et appel d'offre 500 000 FCFA	4.3 Formation des populations en construction des foyers améliorés (500 000 x 15) 7 500 000 FCFA	5.3 Montage des dossiers et recruter un technicien (200 000 FCFA)	6.3 Montage des dossiers d'appel d'offre		
1.4. Contrôle du respect des règles d'hygiène dans l'espace communale	2.4 Montage des dossiers techniques (200 000 FCFA)	3.4 Achat d'un camion chargé de la collecte des ordures (80 000 000 FCFA)		5.4 Réalisation des travaux (2 000 000 FCFA)	6.4 recrutement du prestataire et réalisation de l'aménagement (35 000 000 FCFA)		
1.5. Organisation des débroussaillages permanents de l'espace urbain (5 000 000)	2.5. Acquisition des plants (1 500 000 x4) 6 000 000 FCFA	3.5 Exploitation de la décharge		5.5 Suivi des travaux			
	2.6. Mise en place des espaces verts (500 000 x4) 2 000 000 FCFA	3.6. Acquisition du matériel et des équipements de traitement des ordures (1 000 000 FCFA)				Total Fonctionnement	20 000 000
		3.7.Mise en place d'un système de collecte des ordures				Imprévus 5%	9 085 000 FCFA
	2.8.Entretien des sites (1 200 000 x4) 4 800 000f FCFA	3.8Fabrication du compost (1 200 000 FCFA)				Total estimatif	210 785 000 FCFA

Tableau 46: Forêt et faune

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Formulations	Indicateurs
Vision, but, Objectif Global	Développer les capacités de production des filières forestières et fauniques	Au moins 25 % des ressources financières de l'État viennent des produits forestiers et fauniques	Rapport d'évaluation	Les exploitations forestières et les aires protégées respectent la réglementation en vigueur	Missions d'évaluation	Rapports des missions d'évaluation
Objectif spécifique	Assurer une gestion durable des ressources forestières et fauniques dans la commune	60 % des exploitants forestiers, Forêts communales et communautaires respectent la loi en vigueur	Archives de la délégation MINFOF départementale de la vallée du ntem	Les exploitants forestiers et les responsables des forêts communales et communautaires respectent leur cahier de charge	De nouvelles infrastructures sont créées	Rapports de la commune Rapports du MINFOF
Résultats	1.Les zones normes d'exploitations sont respectées	Au moins 500 ha réalisé Au moins 20 000 essences précieuses plantés	Rapport d'activités	La loi forestière est appliquée sans complaisance	De nouvelles aires de reboisement sont créées	Rapports de la commune Rapports du MINFOF
	2- Certaines portions de la forêt existante sont durablement gérées par la Commune et les Communautés	Au moins 03 forêts communautaires attribuées 02 UFA attribuées et bien gérées	Rapport d'activités des entités de gestion	Les forêts sont attribuées et bien gérées	Nombre de forêt aménagé	Rapports de la commune Rapports du MINFOF

Activités			Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Libellés	Montants
1.1. Choix des sites d'implantation des plantations (200 000FCFA)	2.1. Appui au montage des dossiers de réservation des forêts communautaires (3 000 000 FCFA)	3.1. Appui au suivi du dossier du classement de la forêt communale (5 000 000FCFA)	Total investissement	58 700 000 FCFA
1.2. Réalisation des pépinières (5 000 000 FCFA)	2.2. Appui à la réalisation des Plans Simples de gestion (4 000 000 FCFA)	3.2.Elaboration du plan d'aménagement de la forêt communale (20 000 000FCFA)	Total Fonctionnement	6 300 000 FCFA
1.3. Mise en place des plantations (5 000 000 FCFA)	23. Accompagnement à la gestion des forêts attribuées (500 000 FCFA)	3.3. Réalisation d'étude d'impact environnemental et social (15 000 000FCFA)	Imprévus 5%	2 935 000 FCFA
	24.Accompagnement à la régénération des essences exploitées (1 000 000 FCFA)	.	Total estimatif	67 935 000 FCFA

Tableau 47: Education de base

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Augmenter l'offre et la qualité de la formation dans le système éducatif national	70 % des jeunes achèvent leur cycle primaire	Rapport d'évaluation Rapport d'activités de la Délégation Régionale du MINEDUB	L'État finance le secteur de l'éducation de base La commune et les ONG s'impliquent	Projets BIP-PPTE Subventions Dons et legs	Budget de l'Etat Budget commune Budgets ONG Dons et legs
Objectif spécifique	Améliorer la qualité de l'éducation de base dans l'espace communal	90 % des jeunes de la Commune d'Ambam achèvent leur cycle primaire	Rapport de l'inspection d'arrondissement	Les parents envoient tous leurs enfants à l'école Recours au service social pour récupérer les 10%	Effectif en augmentation chaque année	Rapport de la délégation départementale de l'éducation de base
Résultats	1.De nouvelles structures éducatives de base sont créées	05 écoles maternelles sont créées 01 école primaire est créée 30 bureaux administratifs des directeurs des EM et EP	Rapport de l'inspection d'arrondissement	Les parents envoient tous leurs enfants à l'école	L'élargissement de la carte scolaire à travers de nouvelles créations	Rapport de l'inspecteur d'arrondissement de l'éducation de base (IAEB)

	2. Des salles de classe sont construites, réhabilitées et équipés dans les cycles primaires et maternels	57 salles de classes de niveau maternel 100 salles de classe de niveau primaires construites 1404 tables bancs sont livrées au primaire 1000 tables bancs sont livrées au cycle maternel 62 tableaux noirs 113 salles de classe réhabilitées	Rapport d'activités de l'inspection d'arrondissement	Des dotations du budget d'investissement sont transférées à la Commune d'Ambam La Commune dispose d'autres financements Les ONG emboîtent le pas et s'impliquent	Nombre de salles construites selon les besoins réels	Ratio élèves/salles de classe
	3. Des logements pour enseignants de l'éducation de base sont construits	Au moins 20 logements pour le cycle maternel 29 logements pour le primaire	Rapports d'activités de la commune	Des dotations du budget d'investissement sont transférées à la Commune d'Ambam	Dotations pour la construction des logements	Rapport de l'inspecteur d'arrondissement de l'éducation de base (IAEB)
	4. Des aménagements indispensables dans les écoles sont mis en place	50 points d'eau potables 25 latrines construites 58 bacs à ordures 57 clôtures	Rapports du délégué départemental du MINEDUB	La Commune dispose d'autres financements	Des aires de jeux sont aménagées dans les écoles	Rapports du délégué départemental du MINSEP
	5. De nouveaux enseignants sont affectés dans les écoles	Au moins 10 enseignants d'écoles primaires 20 enseignants d'école maternelle	Décisions d'affectation du chef de département du MINEDUB	L'APEE recrute des enseignants vacataires	50% d'enseignants	Les contrats entre l'APEE et les enseignants vacataires

Activités					Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1.1. création de nouvelles écoles maternelles	2.1 construction des salles de classe dans le cycle maternel et primaire (8 000 000 x157) 1 256 000 000 FCFA	3.1. construction des logements d'astreinte des enseignants de l'école maternelle et du primaire (8 000 000 x49) 392 000 000 FCFA	4.1. Réalisation des divers aménagements nécessaire dans une école primaire et maternelle	5.1. De nouveaux enseignants sont affectés dans les écoles primaires et maternelles	Total investissement	1 937 360 000 FCFA
1.2.création d'au moins 2 écoles primaires	2.2 Equipement des salles de classe construites (tables bancs) (15 000 x 2404) 36 060 000 FCFA		Latrines 3 300 000 FCFA x 25= 82 500 000 Points d'eau 8 200 000 x4= 32 800 000		Total Fonctionnement	20 000 000 FCFA
	2.3. Réhabilitation, entretien et maintenance des infrastructures scolaires existantes (113 x 1 000 000) 113 000 000 FCFA				Imprévus 5%	96 868 000 FCFA
	2.4. Construction et équipement des bâtiments administratifs (25 000 000 FCFA)					
	2.5. Fourniture des paquets minima et matériels didactiques pour le fonctionnement des écoles à temps, en quantité et qualité suffisantes				Total estimatif	2 054 228 000 FCFA

Tableau 48: Enseignement secondaire

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer l'offre et la qualité de la formation	Le taux d'échec scolaire diminue	Rapports d'activités de la délégation départementale du MINESEC	Le budget alloué à l'enseignement secondaire est en augmentation	Les montants affectés à l'enseignement secondaire	Rapports d'activités de la délégation départementale du MINESEC
Objectif spécifique	Mettre un équilibre dynamique entre l'enseignement général et l'enseignement technique	Des établissements techniques sont créés	Arrêtés du ministre des enseignements secondaires	Les jeunes filles choisissent les filières de l'enseignement technique Les filières telles que l'IH et l'ESF sont créées	Nombre de filles inscrites dans les établissements techniques	Rapports d'activités de la délégation départementale du MINESEC Journal officiel Cameroon Tribune
Résultats	1.De nouveaux établissements sont créés	Nombre de CETIC, de CES et lycées créés et ouverts	Décret du Premier Ministre Décision du Ministre des enseignements secondaires	Les élèves de l'enseignement technique bénéficient des stages auprès des entreprises de la commune	Plusieurs élèves font des stages en entreprises	Accord de partenariat signé entre la commune et les chefs d'entreprise
	2.De nouveaux bâtiments sont construits	46 salles de classe neuves sont opérationnelles	Rapports de la délégation départementale du MINESEC Rapports des entreprises contractantes	Les élites équipent les salles de classe Les APEE créent les centres multimédia	Nombre de bancs, d'ordinateurs,	Rapports d'activités de la délégation départementale du MINESEC

	3. Les anciens bâtiments sont réhabilités par l'Etat et les APEE	36 bâtiments réhabilités par l'Etat et les APEE	Rapports de la délégation départementale du MINESEC Rapports des entreprises contractantes	Les bâtiments sont à nouveau fonctionnels	Nombre de bâtiments rénovés	Rapport du comité de suivi du PCD
	4. Des enseignants qualifiés sont affectés et sont effectivement présents à leurs postes	Les établissements ont un enseignant qualifié dans chaque matière	Les notes d'affectation, et de redéploiement du Gouverneur du Sud	Les enseignants en cours d'intégration sont pris en charge par l'APEE	La plupart des enseignants en cours d'intégration dispensent les cours	Fiches de suivi
	5. Des points d'eau des latrines, des clôtures sont construits Des bacs à ordures aménagés	7 points d'eau sont créés 4 latrines sont créées 13 clôtures sont construites 13 bacs à ordures sont fonctionnels	Rapports des chefs d'établissements Rapports de la délégation du MINESEC	Les ouvrages construits respectent les normes établis.	La quantité des points d'eau et de toilettes	Rapport du comité de suivi du PCD
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1.1 Choisir les villages susceptibles d'accueillir les nouveaux établissements	2.1 Tenir des réunions avec les populations	3.1. Recenser les bâtiments désuets	4.1. Evaluer les besoins en enseignants	5.1. Elaborer les TDR pour la passation des marchés	Total investissement	683 100 000 FCFA
1.2. Rédiger les demandes de création d'établissements	2.2 Choisir le site de l'établissement	3.2. Réaliser une évaluation des coûts	4.2. Informer la hiérarchie sur le déficit d'enseignants	5.2. Recruter les entreprises qualifiées	Total Fonctionnement	15 000 000 FCFA

1.3. Transmettre les demandes aux autorités compétentes	2.3 faire un budget estimatif	3.3. Monter un budget estimatif	4.3. Envoyer l'état des besoins en enseignants à la commission chargée des affectations	5.3. Construire les différents ouvrages (8200 000/ points d'eau x7) 57 400 000 FCFA	Imprévus 5%	34 155 000 FCFA
	2.4. Organiser les levées de fonds	3.4. Organiser les levées de fonds	4.4. Prendre en charge les enseignants en cours d'intégration (15 000f/mois x 100 enseignants x 9mois 13 500 000 FCFA	Latrines (3300 000 x 4) 13 200 000 FCFA	Total estimatif	732 255 000 FCFA
	2.5 Recruter les manœuvres	3.5. Recruter les manœuvres	4.5. Procéder au redéploiement des enseignants dans la Région			
	2.6 Lancer les travaux de construction (9 000 000x 46) 414 000 000 FCFA	3.6 Lancer les travaux de rénovation (5 000 000 x 37) 185 000 000 FCFA				

Tableau 49: Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	100 % des citoyens reconnaissent vivre dans un ETAT de droit	Rapport d'évaluation	Les droits des citoyens sont respectés	Une bonne exécution des lois et règlements du pays	

Objectif spécifique	Promouvoir l'accès à la citoyenneté des populations	Au moins 90 % des habitants d'Ambam dispose des pièces officiels	Archives des centres d'état civil et du sous poste d'identification d'Ambam	De nouveaux centres d'Etat civil sont créés	80 % des villages ont un centre d'Etat civil	Arrêté du MINATD
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les centres d'état civils sont fonctionnels	Noms des secrétaires et des officiers désignés Nombre de centre réorganisés Nombre d'actes d'état civils enregistrés	Archives de la Sous Préfecture d'Ambam Archives des centres d'état civils locaux	Les responsables des centres d'état civils sont désignés	80 % des villages ont un secrétaire d'Etat civil	Arrêté du MINATD
	2. Les CNI élaborés à Ambam sont disponibles dans les délais	Délai de disponibilité Nombre de cartes délivrés par an	Archives du poste d'identification Archives du sous poste d'identification	Les délais de délivrance sont respectés	Les populations retirent leurs CNI à la date indiquée	Fiches de décharge
	3. Les chefferies de village sont fonctionnelles	Nombre de chef désignés Nombre de case de chefferie construites et équipés Nombre de plaques placées Nombre de mâts installés	Rapport d'activités de l'association des Chefs traditionnelles d'Ambam	L'Association des chefs traditionnelles est fonctionnelle Les chefs traditionnels disposent des ressources financières et de la volonté	Plusieurs assemblées des chefs de villages sont tenues	Procès verbaux des réunions
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1		Pour R2		Pour R3	Libellés	Montants

1.1. Recensement des zones nécessiteuses	2.1. Amélioration du fonctionnement du service d'identification d'Ambam (5 000 000 FCFA)	3.1. Recensement des chefferies vacantes	Total investissement	28 000 000 FCFA
1.2. création de nouveaux centres d'état civils	2.2. Création des sous-centres d'identification (8 000 000 FCFA)	3.2. Organisation des consultations de désignation de nouveaux chefs	Total Fonctionnement	5 000 000
1.3. Remplacement des officiers d'état civils décédés	2.3. Amélioration du suivi de la délivrance des CNI (Respect des montants fixés par l'Etat)	3.3. Matérialisation des chefferies dans les villages (10 000 000 FCFA)	Imprévus 5%	1 400 000 FCFA
1.4. nomination de nouveaux officiers d'état civil		3.4. Encadrement des chefs traditionnels	Total estimatif	
1.5. suivi du fonctionnement des centres d'état civil existants		3.5. Mise en place d'un tribunal coutumier (5 000 000 FCFA)		
1.6. Sensibilisation des populations à l'élaboration des pièces d'officielles et d'état civil				34 400 000 FCFA

Tableau 50: Enseignement supérieur

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Démocratiser l'enseignement supérieur sur la base du principe de la méritocratie	Au moins 80% des jeunes bacheliers de la Région du Sud ont accès à l'enseignement supérieur	Rapport d'évaluation Rapport d'activités de la Délégation régionale du MINSEC Sud	Les bacheliers talentueux issus des familles démunis bénéficient des appuis	Nombre de bacheliers ayant reçu une bourse	Rapports du MINAS
Objectif spécifique	Faciliter l'accès des jeunes bacheliers de la commune à l'enseignement supérieur	Au moins 50 % des jeunes bacheliers issus des familles démunis D'Ambam ont accès à l'enseignement supérieur	Rapport d'activités de la commission des affaires de la commune	Les jeunes bacheliers issus des familles démunis bénéficient des appuis	25% des jeunes bacheliers reçoivent des aides du MINAS	Rapports du délégué départemental du MINAS

Résultats (Axes stratégiques)	1. Les étudiants talentueux sont assistés par la commune et les élites	Noms des établissements supérieurs fréquentés Statistiques des résultats obtenus Montants des appuis apportés	Rapport d'activités de la commission des affaires sociales	Les élites contribuent à la réalisation de l'action Le choix des bénéficiaires est objectif et transparent	Mode de sélection des bénéficiaires	Procès verbaux des réunions
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1					Libellés	Montants
1.1. Création d'une organisation de prise en charge des élèves doués					Total investissement	50 000 000FCFA
1.2. Recensement des bacheliers des familles démunies					Total Fonctionnement	1 000 000
1.3. Octroi des bourses aux meilleurs bacheliers locaux issus des familles démunies (100 000 x 500 bacheliers) 50 000 000					Imprévus 5%	2 500 000
					Total estimatif	53 500 000 FCFA

Tableau 51: Santé publique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer les conditions de vie des populations	45 % d'amélioration des conditions de vie des populations à travers la santé	Rapport d'évaluation	Le secteur de la santé bénéficie des investissements dans le sud	Le budget alloué à la santé est en hausse	Rapports de la délégation départementale de la santé
Objectif spécifique	Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité au service de santé de qualité	75 % des populations ont accès aux soins de santé	Rapport du district de santé	Les centres de santé intégrés sont créés	60 des CSI ont un personnel qualifié	Rapports de la délégation départementale de la santé
Résultats (Axes stratégiques) ²	1. De nouvelles structures sanitaires sont créées et construits	Au moins 4nouvelles structures sanitaires créées de bâtiments construits 04 latrines créées	Rapport du district de santé Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD	Des dotations du budget d'investissement sont transférées à la Commune d'Ambam La Commune dispose d'autres financements	Nombre d'accords de partenariat entre la commune et les PTF	Les conventions signées entre la commune et les PTF

	2. Les structures existantes sont réhabilitées	Au moins 12 bâtiments réhabilités	Rapport d'activités du comité de suivi Rapport d'activités du district de santé	Les populations des pays frontaliers reçoivent des soins à l'hôpital de référence de la commune	01 hôpital de référence construit et équipé	Rapport du district de santé Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD
	3. Les structures sanitaires sont fournies en équipement et médicaments	101 lits d'hospitalisation, 101 matelas, 02 pharmacies ouvertes Quantité et qualité des médicaments	Rapport d'activités du comité de suivi Rapport d'activités du district de santé	Chaque centre de santé dispose d'une pharmacie	Nombre de pharmacies ouvertes	Rapport du district de santé Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD
	4. Un personnel compétent et motivé est affecté en nombre suffisant	01 IDE, 01 technicien de laboratoire et 01 agent d'entretien disponibles Lieu d'affectation	Rapport d'activités du comité de suivi Rapport d'activités du district de santé	Les différents CSI ont un médecin	Pourcentage de médecins affectés	Rapport du district de santé Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Libellés	Montants	
1.1. Création de nouvelles structures sanitaires	2.1 Réhabilitation et maintenance des structures sanitaires existantes (10 000 000 x6)= 60 000 000CFA	3.1. Fourniture des structures en équipements, matériels et médicaments 98 000 000	4.1. Affectation du personnel dans les structures sanitaires	Total investissement	429 000 000 CFA	
1.2. Construction des bâtiments des structures créées (30 000 000 x5)150 000 000FCFA		3.2. Acquisition du matériel roulant adapté 25 000 000CFA		Total Fonctionnement	18 000 000	

1.3. Construction des logements d'astreinte du corps médical (8 000 000 x12) = 96 000 000CFA				Imprévus 5%	21 450 000 FCFA
				TOTAL ESTIMATIF	468 450 000 CFA

Tableau 52: Energie et eau potable

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Développer les infrastructures d'approvisionnement en énergie électrique et en eau	95 % des villages sont alimentés en électricité 80% ont accès à l'eau potable	Rapport d'activités de la délégation MINEE d'Ambam Enquêtes auprès des populations concernées	L'énergie solaire est utilisée dans la commune	50% des ménages s'éclairent à l'énergie solaire	Enquêtes auprès des bénéficiaires
Objectif spécifique	Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'énergie dans la commune d'Ambam	75 % de la population à accès l'eau potable 75 % de la population à accès à l'énergie électrique	Rapport d'activités du MINEE Départemental Rapport du comité de suivi de la mise en œuvre PCD d'Ambam Enquêtes auprès des ménages	Les financements sont disponibles	De nouveaux forages sont construits Le réseau électrique est étendu	Rapports d'activité de la commune

Résultats (Axes stratégiques)³	1. Les points d'eau potables existants sont réhabilités Les stations scanwater de Mekoe et Ekoumdoum sont réhabilités	Au moins 10 forages réhabilités Au moins 15 puits aménagés	Enquêtes auprès des bénéficiaires	Les populations sont formées à la maintenance des points d'eau	Nombre de formations organisées	Rapports d'activités de la commune
	2. Un mécanisme de maintenance et d'entretien des points d'eau potable est fonctionnel dans la commune	Au moins 25 comités de gestion sont mis en place Système de maintenance mis en place	Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD Enquête menée auprès des populations	Le service d'hydraulique communal fonctionne normalement	Le nombre d'abonnés	Fiche d'abonnements de la CDE
	3. De Nouveaux points d'eau potable sont construits et fonctionnels	01 adduction d'eau potable est construite 15 forages équipés de pompe à motricité humaines construits 15 puits équipés d'une pompe à motricité humaine construits Des sources sont aménagées		Les travaux de réhabilitations sont bien réalisés		

	4. Le réseau décentralisé communal est fonctionnel	470 poteaux installés 18 transformateurs installés 50 km de moyenne et basse tension installés 2245 branchements réalisés 2225 compteurs installés	Rapport d'activités de la délégation départementale du MINEE Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD		Le barrage hydro électrique de Memve'ele permet d'avoir un réseau viable	Les coupures d'électricité baissent de 80%	Rapports de la délégation départementale du MINEE Enquêtes auprès des consommateurs
	4. Tous les villages de la Commune sont électrifiés L'éclairage public est fonctionnel	Type d'électrification Nombre de transformateurs Nombre de ménages connectés	Rapport d'activités de la Délégation départementale du MINEE Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD		L'électrification rurale décentralisée est effective	Au moins 8 ménages sur 10 ont accès à l'électricité	Enquêtes auprès des consommateurs Rapports de la délégation départementale du MINEE
	6. Une station service communal est mise en place	Type de produits pétroliers distribués Quantités vendus	Rapport d'activités de la délégation départementale du MINEE Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD		Des points de vente des produits pétroliers sont créés	80% des populations achètent le pétrole à proximité du village	Enquêtes auprès des populations
Activités						Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Pour R6	Libellés	Montants
1.1. Réalisation des diagnostics des diverses pannes (1 000 000FCFA)	2.1. création d'un service de l'eau et de l'électricité au niveau communal (1 000 000FCFA)	3.1. Réalisation des études de faisabilité (1 500 000 FCFA)	4.1. Réalisation de l'étude de faisabilité (1 500 000 FCFA)	5.1. Réalisation de l'étude de faisabilité (1 500 000 FCFA)	6.1. Réalisation de l'étude de faisabilité (1 500 000 FCFA)	Total investissement	867 425 000 FCFA

1.2. Réparation des puits et forages (1 000 000 FCFA) Réhabilitation de 2 stations des stations scaanwater (400 000 000)	2.2. Mise en place des comités de gestion pour chaque point d'eau potable (200 000 FCFA par comité)	3.2. Recrutement de l'entreprise spécialisée (appel d'offre)	4.2. Recrutement de l'entreprise spécialisée	5.2. Recrutement des entreprises spécialisées	6.2. Choix d'une entreprise spécialisée	Total Fonctionnement	17 000 000
	2.3. Formation des membres des comités de gestion (200 000 FCFA par comité)	3.3. Réalisation des points d'eau potable (8 500 000 FCFA par point d'eau)	4.3. Réalisation des travaux d'extension (60 000 000 FCFA)	5.3. réalisation des travaux de construction des réseaux électriques (60 000 000 FCFA) Réalisation des travaux d'éclairage public (70 000 000)	6.3. Construction et équipement de la station (250 000 000 FCFA)	Imprévus 5%	43371250 FCFA
	2.4. Acquisition du matériel d'entretien et de maintenance (appel d'offre) 500 000FCFA	3.4. Mise en place des comités de gestion (25 000 FCFA par comité)	4.4. Réalisation des branchements et abonnements des usagers (10 000 000 FCFA)	5.4. Réalisation des branchements et abonnements des usagers	6.4. Elaboration des règles de gestion	Total estimatif	971 167 500 FCFA
	2.5. Réalisation des activités de maintenance		4.5. Organisation de la gestion du paiement des factures	5.5. Organisation de la gestion du paiement des factures	6.5. Recrutement des pompistes		
			4.6. Maintenance et entretien du réseau et du groupe électrogène	5.6. Maintenance et entretien des réseaux électriques	6.7. approvisionnement en produits pétroliers		

Tableau 53: Travaux publics

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Développer les infrastructures routières dans la commune d'Ambam	Au moins 50 % de construction et réhabilitations des routes	Rapport d'activités de la délégation régionale du MINTP État des lieux	Les financements sont disponibles	300 Km de routes bitumées	Rapports de la délégation départementale du MINTP Rapports de fin de travaux du maitre d'œuvre
Objectif spécifique	Améliorer l'état de l'infrastructure routière de la Commune d'Ambam	Linéaire de réhabilitation, construction / bitumage	Rapport d'activités de la délégation départementale du MINTP d'Ambam État des lieux		Plusieurs ponts sont construits	Rapports de la délégation départementale du MINTP Rapports de fin de travaux du maitre d'œuvre

Résultats (Axes stratégiques) ⁴	1. Le Réseau routier de la commune d'Ambam est réhabilité	20km sur le tronçon Abang Minkoo 1- Bileossi, Akam Bitam1 et 2,Nkolekon- Mengama- Mbam Essoabam, 7km sur le tronçon Ebozi II- Medjounou 10km sur le tronçon Akoulzok- Akombikak-Nkol Effoulan-Tho I- Yosman'an- Nselang 12km sur le tronçon Nselang- Ebozil-Minkok 35km sur le tronçon Zaminkan-Bilik Bi Yama- Mfoulekak- Minsele-Oveng- Menvim-Nong 14 km sur le tronçon Mendjimi- Ngomessoabam- Bindamyos- Nsakoua-Akam Messi	Rapport d'activités MINTP Rapport d'activités du comité de mise en œuvre du PCD État des lieux	Le réseau routier de la commune est bitumé	Le coût du transport est en baisse	Enquêtes auprès des usagers de la route
4		4 km sur le tronçon Akam Bitam-Messi Messi 3 km de tronçon Abang Bethel-				

	2. Des ouvrages d'art sont construits et réhabilités sur le réseau de la commune d'Ambam Le bitumage du tronçon AES Sonel-Melen-Si-douane-aviation est réalisé	13 buses réhabilitées et des ponts construits	Rapport d'activités MINTP Rapport d'activités du comité de mise en œuvre du PCD	Les cours d'eau sont traversés par des ponts en béton	Nombre de ponts construits	Rapports de la délégation départementale du MINTP Rapports de fin de travaux du maitre d'œuvre
	3. Le tronçon de route transfrontalier est bitumé	180 km de bitume construits	Rapport d'activités MINTP Rapport d'activités du comité de mise en œuvre du PCD	Le commerce frontalier s'intensifie	Augmentation de 60% du trafic transfrontalier	Rapports de la délégation départementale des transports
	4.Le bâtiment annexe de la mairie est construit et équipé					
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Libellés	Montants	
1.1. Réalisation de l'étude de faisabilité (100 000 000)	2.1 Réalisation des études de faisabilité (100 000 000)	3.1. réalisation de l'étude de faisabilité (100 000 000)	Construction et équipement d'un bâtiment annexe de la mairie (100 000 000)	Total investissement	2 209 000 000 FCFA	

1.2. Choix de l'entreprise (appel d'offre)	2.2 choix des entreprises (appel d'offre)	3.2. Choix de l'entreprise		Total Fonctionnement	50 000 000
1.3. Réalisation des travaux de réhabilitation (200 000 000)	2.3. réalisation des travaux de construction / et réhabilitation des ponts (500 000 000) Bitumage du tronçon AES Sonel-Melen-Sidouane-aviation (109 000 000)	3.3. réalisation des travaux de bitumage (1 000 000 000)		Imprévus 5%	100 000 000 FCFA
Total estimatif					2 369 450 000 FCFA

Tableau 54: Affaires sociales

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Permettre aux populations vulnérables de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	70 % des cas sociaux sont pris en charge	Rapport d'activités de la Délégation départementale du MINAS d'Ambam	Les financements sont disponibles	90% personnes vulnérables sont prises en charge	Rapport de la délégation départementale des affaires sociales
Objectif spécifique	Améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables	75 % des cas sociaux sont pris en chargés	Rapport d'activités de la Délégation départementale du MINAS d'Ambam	La construction des infrastructures politiques et privées prend en compte les handicapés	50% des bâtiments construits respectent les normes	Plans de construction des bâtiments Enquêtes auprès des personnes handicapées
Résultats (Axes stratégiques) ⁵	1. Un centre social est équipé dans la Commune	Le nombre d'usager enregistré dans le centre	Rapports de la commune Rapports du centre social	De nouveaux centres sont construits	1 centre à Abang Minkoo I 1 centre à Moyo Centre I	Rapports de fin de travaux des entreprises contractantes Rapports de la mairie de la délégation départementale des affaires sociales

	2. Des unités de prise en charge des maladies liées à la vieillesse sont créées	80% des formations hospitalières ont une unité de prise en charge des maladies de la vieillesse	Enquêtes auprès des personnes du troisième âge	Une dotation budgétaire est allouée à l'unité de prise en charge	70% des personnes âgées bénéficient des services de l'unité de prise en charge	Budget de la commune
	3. Un personnel qualifié est affecté	Nombre de cadres affectés Qualification des cadres	Rapport d'activités de la délégation départementale du MINAS	L'exécutif communal et les élites locales font du lobbying auprès des décideurs	Des personnes sont compétentes affectées	Les décisions d'affectation du ministre des affaires sociales
	4. Les personnes vulnérables sont prises en charge	Type de prise en charge	Rapport d'activité du centre social d'Ambam	Des appareillages sont fournis aux personnes handicapées	Nombre de personnes ayant bénéficié d'un appareillage	Rapports de la commune Rapports de la Délégation départementale du MINAS
	5. Un programme d'éducation à la parenté responsable est mis en place	80 % des familles sont sensibilisées sur la parenté responsable	Enquêtes auprès des familles Rapports de la délégation départementale du MINAS	La délinquance sénile et juvénile est réduite	Le taux d'alcoolisme et de tabagisme en baisse Le taux de vol en baisse Le taux de grossesse précoce en baisse	Rapports de la commune Rapports de la délégation départementale de la santé Rapports du commissariat d'Ambam
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants

1.1. Equipement du centre social (10 000 000 FCFA)	2.1 Création des unités de prise en charge dans les formations sanitaires	3.1. Evaluation les besoins en personnel	4.1. Recensement les personnes vulnérables (200 000)	5.1Elaboration des modules de formation	Total investissement	35 200 000 FCFA
		3.2 Information la hiérarchie sur le déficit d'enseignants	4.2 Elaboration d'un fichier informatique des personnes vulnérables de la commune (2 000 000)	5.2 Mobilisation des fonds pour les campagnes de sensibilisation	Total Fonctionnement	7 000 000
		3.3 Envoi de l'état des besoins au ministère des affaires sociales	4.3 Attribution des dotations aux personnes vulnérables selon leurs besoins (20 000 000 FCFA)	5.3 Organisation des séances de sensibilisation dans les différents villages (3 000 000 FCFA)	Imprévus 5%	1 760 000 FCFA
		3.4 Lobbying auprès des décideurs du MINAS		5.4 Tenue des sessions spéciales de sensibilisation pour les jeunes		
					Total estimatif	37 660 000 FCFA

Tableau 55: Promotion de la femme et de la famille

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Améliorer les conditions de vie des femmes et des familles	80% des femmes contrôlent les ressources et les bénéfices	Rapports du Centre de promotion de la femme et de la famille Enquêtes auprès des ménages	Les femmes rurales sont propriétaires des terres	80% d'hommes acceptent que les femmes gèrent la terre 80% des membres de la communauté maîtrisent la législation foncière	Rapports de la Délégation départementale de la promotion de la femme et de la famille - Rapports du Centre de promotion de la femme et de la famille
Objectif spécifique	Réduire la marginalisation à l'égard des femmes	Réduction des disparités entre les hommes et les femmes	Enquêtes auprès des ménages	Les coutumes reconnaissent les femmes comme des héritières	80% des femmes sont propriétaires des terres qu'elles exploitent	- Rapports du Centre de promotion de la femme et de la famille - Rapports du ministère des domaines et des affaires foncières
	Organiser les mariages collectifs dans les 6 secteurs de la commune	300 couples régularisent leurs unions	Registre d'Etat civil	La mairie organise des mariages dans chaque village	La plupart des couples vivant en union libre légalise leur union	Registre d'Etat civil de la mairie
Résultats (axes stratégiques)	1. Ateliers de sensibilisation sur la prise en compte du Genre	80% des hommes et des femmes de la commune sont imprégnés sur l'importance du Genre	Rapports des activités du Centre de promotion de la femme et de la famille, Procès verbaux des ateliers	Une meilleure connaissance de l'impact du Genre dans le développement	80% des hommes et des femmes adoptent des comportements sensibles au Genre -Grande Représentativité des femmes dans les associations	Compte rendu des réunions des GIC et autres associations Procès verbaux des assemblées électives

	2. La promotion de l'entrepreneuriat féminin	80% des femmes sont promotrices d'AGR	Statistiques de la Délégation départementale du Commerce, -Rapport du comité de mise en œuvre du PCD	L'augmentation des revenus familiaux	Plusieurs familles vivent dans des conditions décentes	Enquêtes auprès des ménages
	1. L'accès à la citoyenneté	600 enfants reçoivent les actes de naissance	Les registres d'Etat civil de la mairie et des centres d'Etat civil	La plupart des villages dispose d'un centre d'Etat civil	Nombre de centres d'Etat civil créé	Arrêtés du MINATD portant création des centres d'Etat civil
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1 1.1 Tenue des ateliers d'information et de sensibilisation sur le Genre par an (500 000 x6) x10= 30 000 000 FCFA	Pour R2 2.1 Recensement des activités génératrices de revenus porteuses (3 000 000 FCFA)	Pour R3 3.1 Recensement des enfants sans actes de naissance (5 000 000 FCFA)	Pour R4 4.1 Accompagnement des unions au mariage (20 000 000 FCFA)		Libellés	Montants
					Total investissement	332 500 000 FCFA
					Total Fonctionnement	25 000 000 FCFA
					Imprévus 5%	16 625 000 FCFA
1.2 Création des points focaux Genre dans chaque village (3 000 000 FCFA)	2.2 Formation des femmes aux petits métiers (5 000 000 x6)= 30 000 000 FCFA	3.2 Procédure d'enregistrement auprès des centres d'Etat civil et la mairie (20 000 000 FCFA)	4.2 Organisation des mariages collectifs (50 000 000 FCFA)			
1.3 Création d'un centre d'écoute et d'accompagnement des veuves (20 000 000 FCFA)	2.3 Organisation des femmes en GIC 1 500 000 FCFA				Total Estimatif	

1.4 Tenue des campagnes de sensibilisation sur la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes (500 000 x6) x10= 30 000 000 FCFA	2.4 Création d'un fonds de roulement (100 000 000 FCFA)			374 125 000 FCFA
	2.5 Acquisition et distribution des semences améliorées (20 000 000 FCFA)			

Tableau 56: Jeunesse

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Permettre aux jeunes de la commune de bénéficier des services et programmes mis en place par le Gouvernement	70 % des jeunes s'inscrivent au programme d'insertion professionnelle	Rapports de la Délégation de l'emploi et de la formation professionnelle Rapports du MINJEUN	70% des jeunes de la commune bénéficient des informations sur les programmes et services	70% des jeunes ont accès aux diverses informations	Rapports du MINJEUN Rapports de la Délégation de l'emploi et de la formation professionnelle
Objectif spécifique	Réduire le chômage des jeunes	Taux de chômage réduit	Rapports du FNE	De nombreux jeunes s'emploient	Plusieurs jeunes sont insérés dans le milieu professionnel	- Rapports du FNE - Rapport de la Délégation de l'emploi et de la formation professionnelle
Résultats (axes stratégiques)	1. L'augmentation de l'emploi des jeunes est effective	L'auto-emploi est vulgarisé	Rapports de la Délégation de l'emploi et de la	De nombreux jeunes ont accès à un emploi décent	70% les jeunes du village de la commune ont une	- Rapports du FNE - Rapport de la Délégation de l'emploi et de la

			formation professionnelle		activité professionnelle	formation professionnelle - Rapport de la Délégation départementale du MINJEUN
	2. La vulgarisation des différents programmes d'insertion professionnelle des jeunes (FNE, PIASI, PAJER-U...)	70% sont informés sur les différents programmes	Rapports de la Délégation des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat	Le MINJEUN, le FNE promeuvent les différents programmes	Des ateliers sont organisés	-Procès verbaux des ateliers
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1 1.1 Recensement des jeunes sans emploi en collaboration avec la délégation départementale de l'emploi 500 000 FCFA		Pour R2 2.1Tenue des réunions de sensibilisation avec les jeunes, 500 000 FCFA		Libellés	Montants	
				Total investissement	54 500 000 FCFA	
1.2 Détermination des métiers porteurs pour les jeunes		2.2 Détermination des profils des différents bénéficiaires des programmes		Total Fonctionnement	12 000 000	
1.3 Organisation des ateliers de formation sur les petits métiers (500 000 x6)= 3 000 000 FCFA		2.3Formation des jeunes aux techniques de montage de projets et de demande de financements 500 000 FCFA				
1.4 Mise en place d'un fonds de financement des micro-projets 50 000 000 FCFA				Imprévus 5%	2 725 000 FCFA	
Total Estimatif69 225 000 FCFA						

Tableau 57: Sport et éducation physique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Encourager la pratique du sport pour le bien être physique	Le nombre de pratiquants de sport est en hausse	Rapports de la délégation du MINSEP	Le nombre de maladies cardio-vasculaires est en baisse	Les enquêtes à l'hôpital et dans les centres de santé	Statistiques de la délégation départementale de la santé publique

Objectif spécifique	Promouvoir les différents sports	Le budget alloué au sport est en nette augmentation	Budget alloué au sport	Des clubs de sport sont créés	La population adhère aux clubs de sport	Sondages d'opinion
Résultats (axes stratégiques)	1. Les sports mineurs sont développés	La médiatisation	Les émissions de radio locale Nombre d'affiches et de banderoles publicitaires	Les différentes activités sportives sont relayées dans les radios communautaires	Le nombre d'émissions diffusé se rapportant aux sports mineurs	Plan de diffusion des programmes des radios communautaires ou la station régionale de la CRTV
	2. Les différentes aires de jeux sont fonctionnelles	La fréquence des compétitions organisée sur ces aires de jeux -la conformité des aires de jeux par rapport aux normes	Les rapports de fin de travaux -Le cahier de charges de la passation des marchés	Les partenaires techniques et financiers de la commune coordonnent la mise en place des aires de jeux	Les différents montants alloués à la réalisation des travaux	Différents rapports d'activités Correspondance entre la Commune et les PTF
	3. La pratique du sport dans les écoles (primaires, secondaires) est effective	Le nombre d'élèves pratiquant l'éducation physique est en hausse Les cours d'éducation physique sont obligatoires	Listes de présence au cours de sport Le temps accordé à la pratique du sport est en hausse	Chaque établissement de la commune dispose d'au moins un enseignant de sport	Le nombre d'enseignants de sport est en augmentation	Les listes d'affectation et de mutation
	4. De nombreux talents sont détectés	Les sportifs de la commune intègrent des clubs à l'échelle nationale	Recensement des sportifs provenant de la commune	Affiliation des clubs de la commune d'Ambam dans les championnats de la Région du Sud	Des équipes sont constituées.	Rapports des congrès des différents clubs
Activités					Cadre estimatif	

Pour R1 1.1 promotion des sports mineurs	Pour R2 2.1 Construction et réhabilitation des infrastructures sportives existantes 100 000 000FCFA	Pour R3 3.1 Affectation des enseignants de sport	Pour R4 4.1 Organisation des tournois 10 500 000 FCFA	Libellés	Montants
				Total investissement	126 000 000 FCFA
				Total Fonctionnement	14 000 000
				Imprévus 5%	6 300 000 FCFA
1.2 médiatisation des sports mineurs 500 000FCFA		3.2 Equipement des établissements du matériel sportif 15 000 000 FCFA		Total Estimatif	146 300 000 FCFA

Tableau 58:Transport

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Faciliter la circulation des biens et des personnes	Des pistes rurales sont aménagées	Rapports d'activités des ministères du transport et des travaux publics	Le bon état des véhicules favorise les déplacements	les fiches de visites techniques effectuées par les chauffeurs	Rapports du ministère des transports
Objectif spécifique	Sécuriser la circulation des biens et des personnes	80% des pistes sont carrossables	Rapports d'activités des ministères du transport et des travaux publics	Les ministères des transports et des travaux publics veillent à la construction et à l'entretien des routes	Des kilomètres de routes carrossables sont réhabilités Des routes bitumées sont construites	Cahiers de charges des entreprises contractantes Rapports des ministères des travaux publics et du transport
Résultats (axes stratégiques)	1. Les accidents de circulation sont réduits sur les différents axes routiers de la commune	De nombreux chauffeurs clandestins sont recyclés	Les fiches permis de conduire établis	Un comité conjoint de vigilance entre le ministère du transport, les gendarmes et l'association des transporteurs est créé	Nombre de campagnes organisées pour la prévention routière	Rapports d'activités du comité de vigilance

	2. Le coût du transport est en baisse	Les populations écoulent facilement le produit de leurs récoltes	Enquêtes auprès des agriculteurs	La commune signe des accords avec des opérateurs économiques pour l'établissement d'une compagnie de transport	Des véhicules neufs relient Ambam et les autres villages de la commune	Cahier de charges de la compagnie de transport
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1 1.1 Sensibilisation des chauffeurs sur les risques des excès de vitesses 1 000 000 FCFA		Pour R2 2.1 Aménagement des pistes carrossables et construction des routes bitumées 50 000 000FCFA			Libellés	Montants
					Total investissement	66 000 000 FCFA
1.2 Ouverture des autos écoles pour les mototaximen et chauffeurs de voitures 15 000 000					Total Fonctionnement	8 000 000
1.3 Sanction contre les chauffeurs clandestins					Imprévus 5%	3 300 000 FCFA
1.4 Mise à la fourrière des vieux véhicules					Total Estimatif	77 300 000 FCFA

Tableau 59: Emploi et formation professionnelle

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Améliorer la qualité de l'emploi et de la formation professionnelle	Le chômage est réduit	Rapports du ministère de l'emploi et de la formation professionnelle	Les centres d'apprentissage sont créés dans la commune	Les jeunes sont formés dans les domaines aussi variés que la menuiserie, la maçonnerie et l'industrie d'habillement	Les rapports du ministère de l'emploi et de la formation professionnelle Les enquêtes auprès des bénéficiaires

Objectif spécifique	Accroître le taux d'insertion professionnelle	Les jeunes actifs de la commune d'Ambam ont un emploi	Rapports du ministère de l'emploi et de la formation profession- nelle Rapport du FNE	Les demandes pour suivre une formation sont croissantes	Nombre de jeunes admis dans les centres d'apprentissage	Rapports du ministère de l'emploi et de la formation professionnelle	
Résultats (axes stratégiques)	1. Les jeunes suivent diverses formations	Nombre de jeunes formés	Rapports du ministère de l'emploi et de la formation professionnelle	L'entrepreneariat est développé	Les PME sont créées dans la commune	Rapports du ministère de l'emploi et de la formation professionnelle	
Activités					Cadre estimatif		
Pour R1					Libellés	Montants	
1.1 Construction d'une SAR/SM à MEKOMO AMBAM (23 000 000FCFA)					Total investissement	208 000 000 FCFA	
1.2. Equipement de la SAR/SM de MEKOMO AMBAM (175 000 000FCFA)						Total Fonctionnement	12 000 000 FCFA
1.3 Information des jeunes sur les offres de formation 2 000 000FCFA						Imprévus 5%	10 400 000 FCFA
1.4 Lancement des cycles de formation 8 000 000 FCFA					Total Estimatif		230 400 000 FCFA

Tableau 60: Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Promouvoir et développer les activités des PMEESA en vue de la création des richesses et la création des emplois décents	Le chômage est réduit dans la commune d'Ambam	Rapports du Ministère des petites et moyennes entreprises de l'économie	De nouveaux secteurs d'emploi sont explorés. Les textes réglementaires sont signés	Des emplois sont créés Arrêtés ministériels	Rapports du Ministère des petites et moyennes entreprises de l'économie sociale et de l'artisanat Media Journal officiel

			sociale et de l'artisanat			
Objectif spécifique	Créer des conditions favorables au développement des PMEESA Développer des infrastructures de soutien aux activités des PMEESA Amélioration du cadre institutionnel Apporter des appuis divers à la promotion des PMEESA Création des richesses Création des emplois	Un programme d'accompagnement des promoteurs PMEESA est mis en place Nombre d'infrastructures créées	Rapports du Ministère des petites et moyennes entreprises de l'économie sociale et de l'artisanat rapportés	La plupart des entreprises créées fonctionnent dans un cadre formel Disponibilité des terrains Création des dites structures par le Ministère	Une corporation du secteur des petites moyennes entreprises de l'économie sociale et de l'artisanat est fonctionnelle Arrêtés ministériels	Rapports du Ministère des petites et moyennes entreprises de l'économie sociale et de l'artisanat Les statuts de la corporation Média Journaux officiels
Résultats (axes stratégiques)	1. Des PMEESA formelles existent dans la commune d'Ambam	Les différents corps de métiers sont organisés	Rapports du Ministère des petites et moyennes entreprises de l'économie sociale et de l'artisanat	L'augmentation des recettes de la Commune	L'aménagement de nouveaux espaces alloués aux promoteurs des PMEESA	Rapports de la mairie d'Ambam
	2. Les PMEESA contribuent au développement de la commune	Les taxes reversées par les promoteurs de PMEESA	Les rapports de la Mairie d'Ambam	Un partenariat est noué entre la mairie et les différentes corporations	Des réunions trimestrielles se tiennent entre les partenaires	Procès verbaux des réunions
	3- Les infrastructures de transformation et de conservation existent	01 centre de transformation agro alimentaire construit à Ambam 01 maison artisanale construit à Abang minko'o	Les rapports de la Mairie d'Ambam	Les pays voisins achètent les produits transformés	50% des produits transformés sont vendus au Gabon et à la Guinée Equatoriale	Enquêtes auprès des chefs d'entreprises

	4- Les programmes d'appui aux PMEESA sont opérationnels	40 acteurs des PMEESA bénéficiaires par an Volume des appuis Nombre d'emplois créés	80% des artisans acceptent de s'inscrire	Un syndicat des artisans est crée	80% des artisans sont membres du syndicat	Rapports d'activités du syndicat
	5- Les actions promotionnelles en faveur des acteurs des PMEESA sont effectives	01salon communal par an Nombre d'artisans Volume des produits Montant des primes	Rapports de la commune Rapports de la délégation départementale des PMEESA	Un salon sous régional des PMEESA est organisé	Nombre de pays participants	Rapports du ministère des PMEESA
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1 1.1Tenue des réunions de concertation avec les promoteurs des PME	Pour R2 1.1 Facilitation de l'accès au crédit pour les promoteurs des PMEESA	Pour R3 3.1 construction et équipement du CTAA d'Ambam 100 000 000 FCFA	Pour R4 4.1 Recensement des artisans	Pour R5 5.1 organisation des foires annuelles de l'artisanat 5 000 000 FCFA	Libellés	Montants
					Total investissement	442 500 000 FCFA
					Total Fonctionnement	12 000 000
					Imprévus 5%	22 125 000FCFA
1.2 Sensibilisation des promoteurs des PMEESA sur la nécessité de légaliser leur PME 500 000FCFA	1.2 Amélioration de l'approvisionnement en énergie électrique de la commune	3.2 construire et équiper la maison artisanale d'Abang Minkoo 80 000 000FCFA	4.2 Mise à jour du fichier	5.2 Récom-pense aux meilleurs artisans 5 000 000FCFA	Total Estimatif	476 625 000 FCFA
1.3 Mise en place d'un comité de facilitation de création de PME	1.3 sensibilisation des artisans sur le fonctionnement de la commune	3.3Organisation des salons communaux 5 000 000 CFA	4.3 Identification des filières porteuses			

1.4 Organisation des opérations d'Inscription des artisans au fichier communal 3 000 000 FCFA	1.4 Viabilisation des espaces pour les activités des différents corps de métiers 5 000 000 FCFA	3.4Construction et équipement d'une briqueterie 99 000 000	4.4 Montage des projets			
		3.5Construction et équipement d'un centre de transformation du bois et du PFNL 90 000000	4.5 recherche des financements			
			4.6 Appui financier aux artisans 50 000 000FCFA			

Tableau 61: Recherche scientifique et innovation

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Améliorer les connaissances des populations sur les innovations scientifiques	La plupart des populations sont informées sur les différentes découvertes	Emissions diffusées dans les radios communautaires Les rapports du MINRESI	Les populations expérimentent les nouvelles techniques apprises	La production agricole augmente	Rapports des agents de vulgarisation Les rapports du MINRESI
Objectif spécifique	Permettre aux populations de la commune d'avoir facilement accès aux innovations scientifiques			De nouvelles semences sont introduites	Les variétés de culture utilisées	Enquêtes auprès des agriculteurs
Résultats (axes stratégiques)	1. Les paysans utilisent les techniques innovantes dans la pratique de l'agriculture	Les diverses semences améliorées sont utilisées	Rapports des agents de vulgarisation Les rapports du MINRESI	La mairie, le MINRESI et le MINADER mettent en place des mécanismes d'approvisionnement	De nombreux villages bénéficient des semences améliorées	Rapports de la mairie, du MINRESI et du MINADER Enquêtes auprès des bénéficiaires
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1					Libellés	Montants
1.1 Organisation des séminaires d'imprégnation sur les nouvelles techniques (500 000 x12) 6 000 000FCFA					Total investissement	16 000 000 FCFA
1.2 Sensibilisation des paysans sur les avantages de l'utilisation des techniques innovantes dans l'augmentation de la productivité 10 000 000FCFA					Total Fonctionnement	1 000 000 FCFA
					Imprévus 5%	800 000 FCFA
					Total Estimatif	17 800 000FCFA

Tableau 62: Tourisme

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Promouvoir le tourisme	Plus de 500 000 touristes visitent la commune chaque année	Rapports du MINTOUR Rapports de la mairie	Un site Web de la mairie est crée pour vendre l'image de la commune à l'étranger	Plusieurs internautes visitent le site et font des commentaires sur l'offre touristique de la mairie	Statistiques du nombre de visiteurs et appréciations des commentaires
Objectif spécifique	Transformer la commune d'Ambam en destination touristique					
Résultats (axes stratégiques)	1. La délégation départementale du tourisme est ouverte	Un bâtiment est aménagé pour abriter la délégation	Lettre du ministre portant ouverture de la délégation du tourisme d'Ambam	La délégation élabore des stratégies pour développer le tourisme dans la commune	Un plan de développement du tourisme est arrêté	Rapports de la délégation et de la mairie
	2. Les différents sites touristiques de la commune sont consignés dans un catalogue	Des catalogues sont déposés dans les grands centres hôteliers des différentes régions	Enquêtes auprès des grands centres hôteliers des différentes Régions	Les populations tirent leurs revenus du tourisme	La naissance des petits métiers liés à l'activité touristique	Rapports de la mairie Rapports de la délégation du tourisme
	3. Les infrastructures d'accueil sont mises en place	Nombre des infrastructures construites	Cahier de charges des maîtres d'oeuvre	Les partenaires techniques et financiers de la commune appuient le projet	Les montants alloués à la réalisation des investissements	Les accords signés entre la mairie et les PTF
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1		Pour R2		Pour R3		Libellés
1.1 Arrêté portant création de la délégation départementale		2.1 Identification des différents sites touristiques		3.1 Construction des infrastructures 100 000 000FCFA		Montants
						Total investissement
						131 000 000 FCFA

	1 000 000FCFA		Total Fonctionnement	10 000 000
1.2 Aménagement d'un site pour accueillir les bureaux de la délégation 20 000 000FCFA	2.2 sélection des plus beaux sites par un comité d'experts		Imprévus 5%	6 550 000 FCFA
1.3 Nomination d'un délégué départemental	2.3 Création d'une maquette des différents sites 5 000 000FCFA		Total Estimatif	147 550 000FCFA
1.4 Affectation le personnel	2.4 Passation de marchés entre la mairie et l'imprimerie 2.5 Elaboration d'un catalogue 5 000 000FCFA			

Tableau 63: Culture

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Promouvoir la culture	Les populations préservent les cultures ancestrales	Rapports du ministère de la culture	Les jeunes sont les nouveaux dépositaires des cultures ancestrales	Les jeunes sont imprégnés des différentes traditions existant dans la commune	Des ouvrages sont commis pour capitaliser les us et coutumes
Objectif spécifique	Restaurer les us et coutumes locaux					
Résultats (axes stratégiques)	1. La délégation départementale de la culture est ouverte	Un bâtiment est aménagé pour abriter la délégation	Lettre du ministre portant ouverture de la délégation de la culture d'Ambam	La délégation élabore des stratégies pour préserver les us et coutumes dans la commune	Un plan de valorisation des cultures ancestrales est arrêté	Rapports de la délégation et de la mairie

	2. Un inventaire des us et coutumes de la commune est réalisé, des mini festivals de la culture sont organisés	Existence d'un document élaboré Nombre de mini festivals organisé chaque année	Rapports de mission de la commission Rapports du comité d'organisation du festival Rapports de la délégation départementale de la culture	Les populations sont sensibilisées sur l'importance de la préservation des coutumes	Le nombre de campagnes organisé	Rapports du MINCULT Rapports du comité de suivi du PCD
	3. Un musée est créé	01 bâtiment aménagé pour abriter le musée	Rapport de la commission des marchés	Le musée est une source de revenus pour la marie	De nombreux touristes visitent le musée	Le protocole d'accès au musée pour les visiteurs
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1 1.1 Arrêté portant création de la délégation départementale	Pour R2 2.1 Collecte des informations auprès des patriarches et autres dépositaires des coutumes ancestrales 1 000 000 FCFA	Pour R3 3.1 construction d'un musée 25 000 000 FCFA		Libellés		Montants
				Total investissement		75 000 000 FCFA
				Total Fonctionnement		1 000 000 FCFA
				Imprévus 5%		3 750 000FCFA
1.2 Aménagement d'un site pour accueillir les bureaux de la délégation 20 000 000 FCFA	2.2 Elaboration d'un guide sur les us et coutumes 1 000 000 FCFA	3.2 Acquisition des œuvres d'art auprès des patriarches et des artistes de la commune 15 000 000 FCFA		Total Estimatif		79 750 000 FCFA
1.3 Nomination d'un délégué départemental	2.3 Organisation des festivals 10 000 000 FCFA	3.3 Equipement du musée 3 000 000 FCFA				
1.4 Affectation du personnel		3.4 Fixation d'un prix d'accès au musée				

Tableau 64: Mines et développement industriel

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Exploiter rationnellement les ressources minières disponibles	Des ressources minières sont sauvegardées pour les générations futures	Rapports des ONG en charge de la protection de l'environnement	Des ateliers sont organisés sur les thèmes portant sur le développement durable	Les nombres de participants aux ateliers	Procès verbaux des ateliers Rapports des réunions
Objectif spécifique	Rendre performant l'exploitation des carrières de sable	Les revenus liés à l'exploitation du sable sont croissants Les recettes de la mairie augmentent	Enquêtes auprès des exploitants Rapports de la mairie	Les travaux effectués par la mairie favorisent l'accès facile aux carrières de sable	Les communes voisines achètent le sable dans la commune d'Ambam	Rapports de la mairie
Résultats (axes stratégiques)	1. Une délégation départementale des mines et du développement industriel est ouverte	Un bâtiment est aménagé pour abriter la délégation	Lettre du ministre portant ouverture de la délégation des mines et du développement industriel d'Ambam	La délégation élabore des stratégies pour une exploitation rationnelle des ressources minières	Des permis d'exploitation sont mis à la disposition des exploitants	Rapports de la délégation et de la mairie
	2. Des carrières de sable sont créées	Le nombre de carrière exploité est en progression	Rapports du comité de suivi du PCD	Les exploitants de sable versent des taxes régulières à la commune	Augmentation des recettes de la mairie	Rapports de la mairie
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1		Pour R2			Libellés	Montants
1.1 Arrêté portant création de la délégation départementale		2.1 Identification des différentes carrières susceptibles d'être exploitées 1 000 000FCFA			Total investissement	42 000 000FCFA
1.2 Aménagement d'un site pour accueillir les bureaux		2.2 Aménagement des voies d'accès aux carrières				

de la délégation 20 000 000FCFA	20 000 000FCFA	Total Fonctionnement	700 000
1.3 Nomination d'un délégué départemental	2.3 Délivrance des permis de conduire aux différents exploitants	Imprévus 5%	2 100 000 FCFA
1.4 Affectation du personnel	2.4 Mise en place des comités de vigilance pour combattre le phénomène d'exploitants clandestins 1 000 000FCFA		
	2.5 Perception des taxes		
		Total Estimatif	44 800 000 FCFA

Tableau 65: Commerce

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Favoriser le développement économique Amélioration du cadre de départ des activités commerciales Promouvoir l'activité commerciale en organisant les ventes groupées des vivres frais et /ou ceux au niveau des villages (centres coopératifs d'ambam) ainsi que les produits manufacturés (poissons...)	La plupart des populations de la commune d'Ambam ont une activité économique. Nombre de marchés créés Marchés périodiques de Meyo-centre construit Nombre de ventes groupées organisées, Ambam, Mindimi, Abang minko'o,	Rapports du comité de suivi du PCD Rapports de la délégation départementale du commerce	Les conditions de vie des populations sont améliorées Création d'un marché par l'Etat. Réhabilitation des voies d'accès au village.	Les populations exposées à la pauvreté ont des activités génératrices de revenue	Rapports de la délégation départementale du commerce

		Meyo-centre, 192 marchés par an.				
Objectif spécifique	Permettre aux populations rurales d'accéder aux différents marchés de la commune expérience d'un cadre juridique favorable Organisation des acteurs (consommateurs directs et les revendeurs, commerçants.	Le nombre d'agriculteurs écoulant les produits sur les marchés de la commune augmente Niveau d'appropriation des textes pris en matière commerciale. Nombres d'associations créées (en plus de MUBASE et ASBY) Volume des échanges.	Enquêtes dans les différents marchés	Les axes routiers reliant la ville d'Ambam aux différents villages sont praticables Vulgarisation des textes ministériels	Plusieurs pistes carrossables sont aménagées	Rapports du comité de suivi du PCD
Résultats (axes stratégiques)	1. Les marchés sont accessibles à toutes les couches de la population	Des marchés périodiques sont organisés dans les villages Ambam 52 marchés/an Meyo-centre 52 marchés, Abang Minko'o 52 marchés, Mendimi 12 marchés, Mbelmam 12 marchés, Mfouloukok 12 marchés. Mindimi, Mfouloukok, Mbelemam,	Rapports de la mairie	Un protocole est signé entre les acheteurs équato-guinéens, gabonais et la mairie	Les différents acheteurs étrangers se ravitaillent dans les villages de la commune	L'acte de signature du protocole Rapports du comité de suivi du PCD

		Mbamessobam				
	2. Les hangars, magasins, boucheries sont construits dans les marchés et d'autres réhabilités	5 hangars sont construits 3 boucheries sont construites 6 chambres froides sont construites et équipées 01 marché réhabilité à Mendimi 02 marchés construits à Mfouloukok, et Ambam 01 marché construit à Mbamessobam 03 marchés équipés à Abang minko'o, Ambam, Meyo-centre	Rapports de la délégation départementale du commerce Rapports de la mairie	De boutiques sont construites	65 boutiques sont construites	Rapports de la commune
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1		Pour R2			Libellés	Montants
1.1. Organisation des marchés périodiques dans les villages (192 marchés périodiques par an) (100 000 x192)= 19 200 000		2.1. Création des infrastructures commerciales dans les villages (50 000 000 x4)= 200 000 000 FCFA			Total investissement	246 300 000FCFA
					Total Fonctionnement	10 000 000

	2.2. Mise en place d'un système d'informations sur les marchés 1 000 000FCFA		
	2.3. Aménagement des comptoirs sécurisés 22 500 000FCFA	Imprévus 5%	12 315 000 FCFA
	2.4. Sensibilisation des commerçants à s'y installer (300 000 x12)=3 600 000FCFA	Total Estimatif	268 615 000 FCFA

Tableau 66: Postes et télécommunications

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Rendre performant les infrastructures de postes et de télécommunication	Nombre de localités électrifiées et raccordées au réseau de la fibre optique	Rapports des employés des postes et télécommunication	Diverses infrastructures de télécommunication sont construites	Une bonne couverture du réseau est assurée Les signaux de la télévision et de la radio sont bons	Rapports des employés des postes et télécommunication Rapports e la mairie
Objectif spécifique	Améliorer l'accès aux TIC	Nombre d'antennes relais installées Nombre de cybers construits et fonctionnels		La commune bénéficie des installations technologiques de pointe	Le réseau téléphonique n'est pas perturbé Le réseau Internet est de bonne qualité	Rapports des employés des postes et télécommunication Rapports e la mairie
Résultats (axes stratégiques)	1. Les populations accèdent facilement aux TIC	Bonne couverture du réseau de télécommunication	Rapports techniques des agents de Camtel et des opérateurs de téléphonie	La couverture du réseau s'étend à d'autres villages.	La médiatisation de l'extension du réseau	L'augmentation du nombre d'abonnés
Activités					Cadre estimatif	

Pour R1 1.1 installation des antennes relais 25 000 000	Libellés	Montants
	Total investissement	60 000 000 FCFA
1.2 signature des accords avec les opérateurs de téléphonie pour ouvrir des télé centres communautaires	Fonctionnement Total	1 000 000 FCFA
1.3 Raccordement des villages au réseau de la fibre optique 25 000 000		
1.4 Construction des cybers		
1.6 Formation des populations sur les TIC 10 000 000 FCFA		
	Imprévus 5%	3 000 000 FCFA
	Total Estimatif	64 000 000 FCFA

Tableau 67: Travail et sécurité sociale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Améliorer les conditions de travail des employés	Les chefs d'entreprises sont sensibilisés sur l'importance de la couverture sociale	Rapports des réunions entre le délégué départemental et les chefs d'entreprises	Les employés bénéficient d'une couverture médicale	La plupart des employés sont suivis par des médecins qualifiés	Les prises en charge enregistrées dans les formations sanitaires
Objectif spécifique	Augmenter le nombre d'employés affiliés à la CNPS			Des conventions sont signées entre le MINTSS et les chefs d'entreprises	Les chefs d'entreprises affilient leurs employés	Registres de la CNPS

Résultats (axes stratégiques)	1. Les employés ont un salaire décent 2. Des employés sont affiliés à la CNPS	Les enquêtes auprès des employés	La grille salariale	Le climat des affaires permet aux employés de bénéficier d'une augmentation salariale	Le montant du chiffre d'affaire	Les rapports des entreprises
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1					Libellés	Montants
1.1 Réalisation des missions d'inspection dans les entreprises (5 000 000 FCFA)					Total investissement	
1.2 Sensibilisation des travailleurs sur leurs droits (5 000 000 FCFA)					Total Fonctionnement	10 000 000
					Imprévus 5%	500 000
					Total Estimatif	10 500 000FCFA

Tableau 68: Communication

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, objectif global	Développer des infrastructures de communication	Nombre d'antennes relais installées	Rapports des employés	Diverses infrastructures de communication sont construites	Une bonne couverture du réseau est assurée Les signaux de la télévision et de la radio sont bons	Rapports des employés communication Rapports e la mairie
Objectif spécifique	Améliorer l'accès à l'information			La commune bénéficie des installations technologiques de pointe	Les radios communautaires émettent	Rapports des employés des radios Rapports e la mairie
Résultats (axes stratégiques)	1. Une délégation départementale de la communication est Construite	Un bâtiment est aménagé pour abriter les bureaux	Rapports de fin de travaux	La délégation élabore des stratégies pour développer le secteur de la communication	Un plan de développement de la communication est arrêté	Rapports de la délégation et de la mairie
	2. Les populations accèdent facilement à l'information	Bonne couverture du réseau de communication	Rapports techniques des agents de Camtel	La couverture du réseau s'étend à d'autres villages.	De nouveaux villages suivent les informations diffusées par la télévision et la radio nationales	Les rapports sur l'audimat Rapports du comité de suivi du PCD
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1			Pour R2		Libellés	Montants
1.1 Acquisition et sécurisation du terrain par un titre foncier (2 000 000FCFA)			2.1 Installation des antennes relais 50 000 000 FCFA		Total investissement	112 000 000 FCFA

1.2 Construction et équipement des bureaux de la délégation (20 000 000FCFA)	2.2 Réhabilitation et mise en service du CD d'Ambam 20 000 000 FCFA		
		Total Fonctionnement	8 000 000
1.3 Affectation du personnel	2.3 Création d'une radio communautaire 20 000 000FCFA	Imprévus 5%	5 600 000 FCFA
		Total Estimatif	125 600 000 FCFA

5.3. Coût estimatif du PCD

Tableau 69: Récapitulatif des coûts estimatifs des activités par secteur

SECTEUR	BUDGET (FCFA)
Agriculture	153 030 000
Elevage, Pêches et Industries Animales	104 550 000
Domaines et Affaires Foncière	34 850 000
Développement Urbain et Habitat	608 000 000
Environnement et Protection de la Nature	210 785 000
Forêt et Faune	67 935 000
Education de Base	2 054 228 000
Enseignement Secondaire	732 255 000
Administration Territoriale et Décentralisation	34 400 000
Enseignement Supérieur	53 500 000
Santé Publique	468 450 000
Energie et Eau	971 167 500
Travaux Publics	2 369 450 000
Affaires Sociales	37 660 000
Promotion de la Femme et de la Famille	374 125 000
Jeunesse	69 225 000
Sport et Education Physique	146 300 000
Transport	77 300 000
Emploi et Formation Professionnelle	230 400 000
Petites et Moyennes Entreprise, Economie Sociale et Familiale	476 625 000
Recherche Scientifique et Innovations	17 800 000
Tourisme	147 550 000
Culture	79 750 000
Mines et Développement Technologique	44 800 000
Commerce	268 615 000
Poste et Télécommunication	64 000 000
Travail et Sécurité Sociale	10 500 000
Communication	125 600 000
TOTAL	10 032 850 500

5.4. Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Tableau 70 : Plan d'utilisation et de gestion des terres

Espace	Activités	Mesures de Gestion durable
UFA	Prélèvement des essences forestières autorisées Prélèvement des plantes médicinales et des PFNL	Respect des normes d'exploitations et d'aménagement Respect des règles de droit d'usage
Zones agricoles	Pratique de l'agriculture	Utilisation des engrais biologiques Utilisation des pesticides autorisés Destruction des emballages
Zones de pâturage	Elevage	Promotion de l'élevage dans les enclos Respect des limites des zones de pâturage
Zones minières	Exploitation des ressources naturelles (sables, pierres,	Respect des normes socio-environnementales
Zones d'habitations	Aménagement de la voirie urbaine	Mise en place d'un système d'évacuation des eaux usées et des eaux de ruissellement
	Implantation des usines	Création d'une zone industrielle aménagée Réalisation des études d'impact socio -environnementaux
	Construction des infrastructures urbaines et des maisons d'habitation	Respect du plan d'urbanisation Applications des mesures d'atténuation des risques socio - environnementaux

6. PROGRAMMATION

6.1. Cadre des Dépenses à Moyen terme (Planification triennale)

Tableau 71: Cadre des Dépenses à Moyen Terme

SECTEURS	ACTIVITES/ACTIONS RETENUES	QTE/REALISATIONS PHYSIQUES	ANNEE DE REALISATION			COUTS	ACTEURS	RESPONSABLES
			1	2	3			
Eau et Energie	Mise en place des comités de gestion pour chaque point d'eau potable	38				950 000	Commune, village, MINEE	commune
	Formation des comités de gestion	38				7 600 000	Commune, villageMINEE	Commune
	Réhabilitation station scanwater(Mekoe et Ekoumdoum)	2				400 000 000	Commune,MINEE	MINEE
	Réalisation des points d'eau potable	38				323 000 000	Commune, village,MINEE;entreprises contractantes	Commune
	Eclairage public	FF				70 000 000	Commune, MINDUH	MINDUH
Agriculture	Formation des GICS sur la dynamique de groupe	4				6 600 000	Commune, village MINADER	MINADER
	Formation des agriculteurs sur les nouvelles techniques agricoles	4				8 000 000	Commune, MINADER	MINADER
	Mobilisation des sources de financement	FF				100 000	Commune,village	commune
Elevage	Mise en place des programmes d'encadrement des pêcheurs et des éleveurs	FF				2 000 000	Commune,Ministere des peches et de l'elevage	Commune
	Distribution d'intrants, de matériels d'élevage et de pêche et mise en place d'un circuit d'approvisionnement et de commercialisation	FF				60 000 000	Commune,Ministere des peches et de l'elevage	commune
	Création d'abattoirs	2				100 000 000	Ministere des peches et de l'elevage, commune	commune
	Ouverture des centres d'approvisionnement en intrants, de matériel d'élevage et pêche	3				300 000 000	Commune	Commune
Travaux Publics	Réalisation de l'étude de faisabilité	FF				100 000 000	ministere des travaux publics	Commune

	Choix de l'entreprise (appel d'offre)	FF			500 000	Commune, commissio, de passation des marches	Commune
	Réalisation des travaux de réhabilitation des routes	FF			200 000 000	Commune, entreprises contractantes	entreprises contractantes
	Bitumage du tronçon AES Sonel-Melen-Si-douane-aviation	1 km800			109 000 000	Commune, entreprises contractantes	entreprises contractante
	Construction et équipement du batiment annexe de la mairie	1			100 000 000	Commune, entreprises contractantes	Entreprises contractantes
Santé	Construction de nouvelles structures sanitaires	5			150 000 000	Commune, entreprises contractantes	entreprises contractantes
	Fourniture des structures en équipements, matériels et médicaments	14			98 000 000	Commune, entreprises contractantes	entreprises contractantes
	Réhabilitation et maintenance des structures sanitaires existantes	12			120 000 000	Commune, entreprises contractantes	entreprises contractantes
Education de Base	Construction de nouvelles écoles maternelles	65			520 000 000	commune, MINEDUB	MINEDUB
	Construction des salles de classe dans le cycle maternel et primaire	157			1 256 000 000	Commune, entreprises contractantes, MINEDUB	entreprises contractantes
	Construction des points d'eau	4			32 800 000	commune, MINEDUB	entreprises contractantes
	Construction des latrines	25			82 500 000	commune, MINEDUB	entreprises contractantes
Affaires sociales	Prise en charge effective et efficience des personnes vulnérables	FF			20 000 000	Commune, MINAS	Commune
	Equipement du centre social	FF			10 000 000	Commune	Commune
Enseignement Secondaire	Lancer les travaux de construction de nouveaux bâtiments	46			414 000 000	Commune, MINESEC	entreprises contractantes
	Lancer les travaux de rénovation des bâtiments desuets	37			185 000 000	Commune, MINESEC	entreprises contractantes
	Construire des points d'eau	7			57 400 000	Commune, MINESEC	entreprises contractantes

	Construire des toilettes	4			13 200 000	Commune, MINESEC	entreprises contractantes
Emploi et formation professionnelle	Construire un centre d'apprentissage des métiers	1			30 000 000	Commune, MINEFOP	entreprises contractantes
	Equiper le centre d'apprentissage des metiers	FF			100 000 000	Commune, MINEFOP	MINEFOP
	Lancer les cycles de formation	FF			15 000 000	Commune, MINEFOP	MINEFOP
	Organiser des marchés périodiques dans les villages (192 marchés périodiques par an)	192			19 200 000	Commune	Commune
Commerce	Création des infrastructures commerciales dans les villages	FF			80 000 000	commune, MINCOMMERCE	Commune
	Mettre en place un système d'informations sur les marchés	FF			1 000 000	commune, MINCOMMERCE	commune
PMEESA	Mise à jour du fichier des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et des artisans	FF			3 000 000	PMEESA	PMEESA
	Organisation des salons communaux de l'artisanat	FF			5 000 000	commune, PMEESA	PMEESA
	Appui à la formulation des PMEESA	FF			3 000 000	PMEESA	PMEESA
	Appui financier aux artisans	FF			50 000 000	PMEESA	PMEESA
	Construction d'un centre de transformations agroalimentaires (CTAA)	1			100 000 000	PMEESA	entreprises contractantes
	Construction et équipement d'une briqueterie communale	1			99 000 000	commune, PMEESA	entreprises contractantes
	Construction et équipement d'un centre de transformation du bois et du PFNL	1			90 000 000	PMEESA	entreprises contractantes
COUT TOTAL					5 341 850 000		

6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT
6.2.1. Principaux impacts sociaux et environnementaux potentiels

Tableau 72: Principaux impacts sociaux et environnementaux

Secteur	Microprojets et localisation	Principaux impacts sociaux et environnementaux
Eau Potable	Construction de 38 points d'eau	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Augmentation des revenus dans la zone du microprojet - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses - Perturbation de la qualité de l'eau
Agriculture	Formation des GIC sur la dynamique de groupe	- Agrandissement et dynamisme élevé des GIC - Productivité élevée des GIC - Risque lié à la non restitution des formations
	Formation des Agriculteurs sur les nouvelles techniques agricoles	- Les techniques agricoles sont plus adaptées - Les rendements et la productivité sont élevés - Risque lié à la non restitution des formations

Elevage, pêche et industries Animales	Distribution d'intrants, de matériels d'élevage et de pêche et mise en place d'un circuit d'approvisionnement et de commercialisation	- Risque lié au non accès à toute la population - Risques liés à la mauvaise utilisation des produits - Risques liés à la pérennité des actions - Pollution des sources d'eaux
	Création d'abattoirs	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Impacts divers liés aux choix de site - Pollution odorante liée à l'exploitation de l'ouvrage - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Augmentation des revenus dans la zone du microprojet - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Risques de contamination du site pendant l'exploitation de l'ouvrage - Amélioration de l'accès aux services
	Ouverture des centres d'approvisionnement en intrants, de matériel d'élevage et pêche	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement des sites - Risques d'accident dus aux travaux - Augmentation des revenus dans la zone du microprojet - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour des ouvrages - Risques liés au non accès de toute la population à ces centres d'approvisionnement - Risques liés à la pérennité de l'ouvrage - Amélioration de l'accès aux services
Travaux publics	Réalisation des travaux de réhabilitation des routes	- Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges des engins - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux
Santé Publique	Fourniture des structures en équipements, matériels et médicaments	- Réduction des dépenses et des déplacements des familles - Risques liés à la qualification effective du personnel - Amélioration de l'accès aux services

	Création de nouvelles structures sanitaires	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage
	Réhabilitation et maintenance des structures sanitaires existantes	- Impacts divers liés aux choix de site - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges des engins - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Augmentation des revenus dans la zone du microprojet - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Amélioration de l'accès aux services de base
Education de base	Création de nouvelles écoles maternelles	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges des engins - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Amélioration de l'accès aux services de base - Augmentation des revenus dans la zone du microprojet
	Construction des salles de classe dans le cycle maternel et primaire	
	Construction des points d'eau	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Augmentation des revenus dans la zone du microprojet - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses

		- Perturbation de la qualité de l'eau
	Construction des latrines	- Risques de contamination des points d'eau - Risques de pollution odorante - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Réduction des absences
Affaires sociales	Prise en charge effective et efficiente des personnes vulnérables	- Toutes les personnes vulnérables ne sont pas prises en charge - Augmentation des revenus des personnes vulnérables
Enseignement Secondaire	Lancer les travaux de construction de nouveaux bâtiments	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges des engins - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Amélioration de l'accès aux services de base - Augmentation des revenus dans la zone du microprojet
	Lancer les travaux de rénovation des bâtiments désuets	
	Construire des points d'eau	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Augmentation des revenus dans la zone du microprojet - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage

		- Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses - Perturbation de la qualité de l'eau
	Construire des toilettes	- Risques de contamination des points d'eau - Risques de pollution odorante - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Réduction des absences
Emploi et formation professionnelle	Construire un centre d'apprentissage des métiers	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges des engins - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Amélioration de l'accès aux services de base - Augmentation des revenus dans la zone du microprojet
Commerce	Organiser des marchés périodiques dans les villages (192 marchés périodiques par an)	- Risques liés à l'utilisation, et à la non pérennisation des marchés - Amélioration de l'accès aux marchés
	Création des infrastructures commerciales dans les villages	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges des engins - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Amélioration de l'accès aux services de base - Augmentation des revenus dans les zones bénéficiaires

	Mettre en place un système d'informations sur les marchés	- Les populations sont informés des jours et lieux des marchés
--	---	--

6.2.2. Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

Tableau 73: mesures d'atténuation et d'optimisation

Secteur	Types de MP	Impacts socio environnementaux >0	Impacts socio environnementaux <0	Mesures d'optimisation des impacts positifs	Mesures d'atténuation des impacts négatifs
Eau Potable	Construction de 38 points d'eau	- Augmentation des revenus dans la zone du microprojet	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses - Perturbation de la qualité de l'eau	- Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ;	- Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - mettre en place un comité de gestion - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser - Mettre les panneaux de signalisation du chantier ; - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie - Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés

Agriculture	- Formation des GIC sur la dynamique de groupe - Formation des Agriculteurs sur les nouvelles techniques agricoles	- Risque lié à la non restitution des formations	- Agrandissement et dynamisme élevé des GIC - Productivité élevée des GIC - Les techniques agricoles sont plus adaptées - Les rendements et la productivité sont élevés	- L'échantillon des personnes formées doit être représentatif de toute la commune	- Les personnes choisies doivent savoir lire et écrire - Les GIC sélectionnés doivent être des plus dynamiques
Elevage, pêche et industries Animales	Distribution d'intrants, de matériels d'élevage et de pêche et mise en place d'un circuit d'approvisionnement et de commercialisation		- Risque lié au non accès à toute la population - Risques liés à la mauvaise utilisation des produits - Risques liés à la pérennité des actions - Pollution des sources d'eaux		- Les matériels doivent être remis à des groupes pour permettre l'accès la majorité - Information/sensibilisation sur le mode d'utilisation d'intrants
	Création d'abattoirs	- Augmentation des revenus dans la zone du microprojet - Amélioration de l'accès aux services	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Impacts divers liés aux choix de site - Pollution odorantes lié à l'exploitation de l'ouvrage - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Risques de contamination du site	- Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ;	- Obtenir un acte de donation foncière - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser - Mettre les panneaux de signalisation du chantier ; - Sécuriser l'ouvrage en le clôturant - Mettre en place un système de canalisation des

			pendant l'exploitation de l'ouvrage		déchets issus de l'exploitation de l'ouvrage - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie -
	Ouverture des centres d'approvisionnement en intrants, de matériel d'élevage et pêche	- Amélioration de l'accès aux matériels et intrants	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement des sites - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour des ouvrages	- Les centres doivent couvrir toute la commune - Les produits doivent être vendus pour assurer pérennité et subventionnés pour en assurer l'accès aux plus démunis	- Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser - Mettre les panneaux de signalisation du chantier ; - Sécuriser l'ouvrage en le clôturant
Travaux publics	Réalisation des travaux de réhabilitation des routes		- Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges des engins - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux		- Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité pendant la réalisation - Mettre les panneaux de signalisation du chantier
Santé Publique	Fourniture des structures en équipements, matériels et médicaments	- Réduction des dépenses et des déplacements des familles - Amélioration de l'accès aux services	- Risques liés à la qualification effective du personnel		- Le personnel qualifié est disponible
	Création de nouvelles structures sanitaires	- Augmentation des revenus dans la zone du microprojet - Amélioration de l'accès aux services de base	- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Impacts divers liés aux choix de site - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges des engins	- Affecter le personnel - Construire des points d'eau	- Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises
	Fourniture des structures en	- Réduction des dépenses et des	- Impacts liés aux déchets générés		

	équipements, matériels et médicaments	déplacements des	pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Risques d'accident dus aux travaux - Risques liés à la qualification effective du personnel		spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes.) - Arroser le site des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser - Mettre les panneaux de signalisation du chantier - Sécuriser l'ouvrage en le clôturant
Educatio n de base	Création de nouvelles écoles maternelles	- Amélioration de l'accès aux services de base - Réduction des déplacements	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges des engins - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	- Construire des points d'eau - Construire une clôture	- Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes.) - Arroser le site des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser - Mettre les panneaux de signalisation du chantier - Sécuriser l'ouvrage en le clôturant
	Construction des salles de classe dans le cycle maternel et primaire				

	Construction des points d'eau	- Augmentation des revenus dans la zone du microprojet -	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses - Perturbation de la qualité de l'eau	- Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ;	- Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - mettre en place un comité de gestion - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser - Mettre les panneaux de signalisation du chantier ; - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie - Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés
	Construction des latrines	- Réduction des absences	- Risques de contamination des points d'eau - Risques de pollution odorante - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage		- Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Nettoyer régulièrement l'ouvrage
Affaires sociales	Prise en charge effective et efficiente des personnes vulnérables	- Augmentation des revenus des personnes vulnérables	- Toutes les personnes vulnérables ne sont pas prises en charge		- Etablir un fichier des personnes vulnérables de la commune - Former sur les AGR pour leur autonomie
Enseignement Secondaire	Lancer les travaux de construction de	- Amélioration de l'accès aux services de base	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	- Construire des points d'eau	- Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR

re	nouveaux bâtiments	- Augmentation des revenus dans la zone du microprojet	- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges des engins - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	- Construire une clôture	- Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser le site des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser - Mettre les panneaux de signalisation du chantier Sécuriser l'ouvrage en le clôturant
	Lancer les travaux de rénovation des bâtiments désuets				
	Construire des points d'eau	- Augmentation des revenus dans la zone du microprojet -	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux	- Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ;	- Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - mettre en place un comité de gestion - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent

			- Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses Perturbation de la qualité de l'eau		- Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser - Mettre les panneaux de signalisation du chantier ; - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie - Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés
	Construire des toilettes	- Réduction des absences	- Risques de contamination des points d'eau - Risques de pollution odorante - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage		- Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Nettoyer régulièrement l'ouvrage
Emploi et formation professionnelle	Construire un centre d'apprentissage des métiers	- Augmentation des revenus dans la zone du microprojet	- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Impacts divers liés aux choix de site - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges des engins - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	- Evaluer les métiers porteurs - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser	- Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes.) - Arroser le site des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser - Mettre les panneaux de signalisation du chantier - Sécuriser l'ouvrage en le clôturant
Commerce	Organiser des marchés périodiques dans les villages (192 marchés périodiques par an)	- Amélioration de l'accès aux marchés	- Risques liés à l'utilisation, et à la non pérennisation des marchés	- Prévoir des rampes d'accès pour handicapés	- Créer des comités de gestion des marchés

	Création des infrastructures commerciales dans les villages	- Amélioration de l'accès aux services de base - Augmentation des revenus dans les zones bénéficiaires	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges des engins - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	- Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente	- Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser le site des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser - Mettre les panneaux de signalisation du chantier - Sécuriser l'ouvrage en le clôturant
--	---	---	---	--	---

6.2.3. Plan sommaire de gestion de l'environnement

Tableau 74: Plan sommaire de gestion de l'environnement

	Mesures environnementales/tâches	Acteurs de mise en œuvre	Période	Acteurs de suivi	coûts
Activités diverses	- Formation de l'AD aux questions socio environnementales	PNDP	2012 - 2013	DD MINEP PNDP mairie	100 000
	- Formation du COMES aux ASE	PNDP	2012 - 2013	DD MINEP PNDP Mairie	500 000
	- Réalisation des EIE pour les MP assujettis	Consultant	2012 - 2013	DD MINEP Mairie	A évaluer
	- Suivi du PGES et des entrepreneurs ainsi que des mesures environnementales des Microprojets	Agent de Développement	2012 - 2015	DD MINEP PNDP mairie	A évaluer
Construction des points d'eau	- Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site	Mairie	2012 - 2015	MINDAF Mairie	A évaluer
	- Compenser les personnes affectées touchées	Mairie	2012 - 2015	MINDAF Mairie	A évaluer
	- Mettre en place un comité de gestion	MINEE	2012 - 2015	MINEE Mairie	25 000 par comité
	- Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	Entreprise	2012 - 2015	Entrepreneur Mairie	Coût intégré dans la conception du MP
	- Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser	Agent de Développement	2012 - 2015	AD	A évaluer
	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier ;	Entreprise	2012 - 2015	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie	Entrepreneur	2012 - 2015	Agent de Développement	A évaluer
	- Sécuriser le point d'eau en le clôturant	Entreprise	2012 - 2015	Mairie	Coût intégré dans la conception du MP

- Formation des GIC sur la dynamique de groupe - Formation des Agriculteurs sur les nouvelles techniques agricoles	- Descente sur le terrain pour établir une liste de GIC et de personnes pouvant bénéficier de la formation et capables de le restituer	Agent de Développement	2013	AD	Coût intégré dans la conception du MP
Distribution d'intrants, de matériels d'élevage et de pêche et mise en place d'un circuit d'approvisionnement et de commercialisation	Information/sensibilisation sur le mode d'utilisation d'intrants	MINADER MINEPIA	2012 - 2015	AD	Coût intégré dans la conception du MP
Création d'abattoirs	- Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser	Entreprise	2013	AD	-
	- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ;	Entreprise	2013	AD	-
	- Obtenir un acte de donation foncière	Mairie	2013	MINDAF Mairie	50 000
	- Compenser les personnes affectées touchées	Mairie	2013	MINDAF Mairie	A évaluer
	- Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	Entreprise	2013	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	Entreprise	2013	AD	-
	- Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser	Agent de Développement, MINFOF	2013	Mairie	A évaluer
	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier ;	Entreprise	2013	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Sécuriser l'ouvrage en le clôturant	Entrepreneur	2013	Mairie	Coût intégré dans la conception du MP
	- Mettre en place un système de canalisation des déchets issus de l'exploitation de l'ouvrage	Mairie Entrepreneur	2013	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie	Mairie Entrepreneur	2013	AD	A évaluer

Ouverture des centres d'approvisionnement en intrants, de matériel d'élevage et pêche	- Compenser les personnes affectées touchées	Mairie	2014	MINDAF Mairie	Coût intégré dans la conception du MP
	- Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	Entreprise	2014	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser	Agent de Développement, MINFOF	2014	AD	A évaluer
	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier ;	Entreprise	2014	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Sécuriser l'ouvrage en le clôturant	Mairie Entrepreneur	2014	Mairie	Coût intégré dans la conception du MP
Réalisation des travaux de réhabilitation des routes	- Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres	Entreprise	2012-2014	Mairie	Coût intégré dans la conception du MP
	- Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	Entreprise	2012-2014	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Respecter les règles de sécurité pendant la réalisation	Entreprise	2012-2014	AD	-
	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier	Entreprise	2012-2014	AD	Coût intégré dans la conception du MP
Création de nouvelles structures sanitaires	- Compenser les personnes affectées touchées	Agent de Développement	2013 - 2014	MINDAF Mairie	A évaluer
	- Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	Entreprise	2012-2014	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Arroser le site des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	Entreprise	2012-2014	AD	-
	- Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser	Agent de Développement, MINFOF	2014	Mairie	A évaluer
	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier	Entreprise	2012-2014	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Sécuriser l'ouvrage en le clôturant	Entreprise	2014	Mairie	Coût intégré dans la conception du MP
Création de nouvelles écoles	- Construire une clôture	Entreprise	2012-2014	Mairie	Coût intégré dans la conception du MP

Construction des salles de classe	- Compenser les personnes affectées touchées	Mairie	2012-2014	MINDAF Mairie	A évaluer
	- Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles	Agent de développement	2012-2014	AD	-
	- Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres	Entreprise	2012-2014	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	Entreprise	2012-2014	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)	Entreprise	2012-2014	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Arroser le site des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	Entreprise	2012-2014	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser	Agent de développement, MINFOF	2012-2014	Mairie	A évaluer
	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier	Entreprise	2012-2014	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Sécuriser l'ouvrage en le clôturant	Entreprise	2012-2014	Mairie	Coût intégré dans la conception du MP
Construction des points d'eau dans les écoles	- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ;	Entreprise	2012-2014	AD	-
	- Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site	Mairie	2012-2014	MINDAF Mairie	50 000
	- Compenser les personnes affectées touchées	Mairie	2012-2014	MINDAF Mairie	A évaluer
	- Mettre en place un comité de gestion	MINEE	2012-2014	Mairie	25 000 par comité
	- Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	Entreprise	2012-2014	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	Entreprise	2012-2014	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser	Agent de développement, MINFOF	2012-2014	Mairie	A évaluer
	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier ;	Entreprise	2012-2014	AD	-

	- Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie	Mairie Entrepreneur	2012-2014	Mairie	Coût intégré dans la conception du MP
	- Sécuriser le point d'eau en le clôturant :	entreprise	2012-2014	Mairie	Coût intégré dans la conception du MP
Construction des latrines dans les écoles	- Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau	Agent de développement	2012-2014	AD	-
	- Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles	Agent de développement	2012-2014	AD	-
	- Nettoyer régulièrement l'ouvrage	Direction d'école	2012-2014	Direction d'école	-
Prise en charge effective et efficiente des personnes vulnérables	- Etablir un fichier des personnes vulnérables de la commune	Mairie, MINAS	2012	Mairie	Coût intégré dans la conception du MP
	- Former sur les AGR pour leur autonomie	MINAS MAIRIE MINPEMESA	2012	Mairie	Coût intégré dans la conception du MP
Construire un centre d'apprentissage des métiers	- Evaluer les métiers porteurs	Agent de développement, MINPEMESA	2012	Mairie	100 000
	- Compenser les personnes affectées touchées	Agent de développement	2012	MINDAF Mairie	A évaluer
	- Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	Entreprise	2012	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Arroser le site des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	Entreprise	2012	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser	Agent de développement, MINFOF	2012	Mairie	A évaluer
	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier	Entreprise	2012	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Sécuriser l'ouvrage en le clôturant	Entreprise	2012	Mairie	Coût intégré dans la conception du MP
Organiser des marchés périodiques dans les villages (192 marchés périodiques par an)	- Prévoir des rampes d'accès pour handicapés	Entreprise	2013	Mairie MINAS	Coût intégré dans la conception du MP
	- Créer des comités de gestion des marchés	Mairie	2013	Mairie	30 000 par comité

Création des infrastructures commerciales dans les villages	- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente	Entreprise	2012-2014	AD	-
	- Compenser les personnes affectées touchées	Mairie	2012-2014	MINDAF Mairie	A évaluer
	- Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	Entreprise	2012-2014	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Arroser le site des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	Entreprise	2012-2014	Mairie	-
	- Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser	Agent de développement, MINFOF	2012-2014	Mairie	A évaluer
	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier	Entreprise	2012-2014	AD	Coût intégré dans la conception du MP
	- Sécuriser l'ouvrage en le clôturant	Entreprise	2012-2014	Mairie	Coût intégré dans la conception du MP

6.3. Plan d'Investissement Annuel

6.3.1. Ressources mobilisables et échéances

Tableau 75: Ressources mobilisables par la commune

Libellé	Montant
Centimes Additionnels Communaux (CAC)	45 000 000
Redevance Forestière Annuelle (RFA)	30 000 000
Budget d'Investissement Public (BIP)	594 505 000
PNDP	89 678 092
FEICOM	70 000 000
Recettes Fiscales	121 599 099
Contribution des bénéficiaires (PNDP)	8 967 809
Autres partenaires	620 205 000
TOTAL	1 579 955 000
Fonctionnement Commune	200 000 000
Disponible pour financement du PIA	1 379 955 000

6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires

Tableau 76: Plan d'investissement annuel

SECTEUR	ACTIVITES	RESPONSABLES	COUT UNITAIRE	QUANTITE	COUT TOTAL	SOURCES DE FINANCEMENT		
						PNDP	COMMUNE/POPULATIONS	AUTRES (BIP, FEICOM, PROJETS ET PROGRAMMES)
Eau et Energie	Mise en place des comités de gestion pour chaque point d'eau potable		25 000	10	250 000		250 000	
	Formation des comités de gestion		200 000	10	2 000 000		2 000 000	
	Réhabilitation station scanwater(Mekoe et Ekoumdoum)		200 000 000	2	400 000 000			400 000 000
	Réalisation de forages		8 500 000	12	102 000 000	89 678 092	12 321 908	
	Eclairage public		FF		70 000 000			70 000 000
Agriculture	Formation des GICS sur la dynamique de groupe		1 650 000	4	6 600 000		6 600 000	
	Mobilisation des sources de financement		FF		100 000		100 000	
Elevage	Mise en place des programmes d'encadrement des pêcheurs et des éleveurs		FF		2 000 000		2 000 000	
	Distribution d'intrants, de matériels d'élevage et de pêche et mise en place d'un circuit d'approvisionnement et de commercialisation		FF		11 205 000		11 205 000	
Travaux Publics	Réalisation de l'étude de faisabilité		FF		100 000 000			100 000 000
	Choix de l'entreprise (appel d'offre)		FF		500 000		500 000	

	Réalisation des travaux de réhabilitation des routes		FF		50 000 000			50 000 000
	Bitumage du tronçon AES Sonel-Melen-Si-douane-aviation		FF		109 000 000			109 000 000
Santé	Fourniture des structures en équipements, matériels et médicaments		7 000 000	4	28 000 000			28 000 000
Education de Base	Construction des salles de classe dans le cycle maternel et primaire		8 000 000	17	136 000 000			136 000 000
	Construction des points d'eau		8 200 000	4	32 800 000			32 800 000
	Construction des latrines		3 300 000	5	16 500 000			16 500 000
Affaires sociales	Prise en charge effective et efficiente des personnes vulnérables		FF		20 000 000		20 000 000	
Enseignement Secondaire	Lancer les travaux de construction de nouveaux bâtiments		9 000 000	16	144 000 000			144 000 000
	Construire des points d'eau		8 200 000	4	32 800 000			32 800 000
Emploi et formation professionnelle	Construire un centre d'apprentissage des métiers		30 000 000	1	30 000 000			30 000 000
Commerce	Création des infrastructures commerciales dans les villages		20 000 000	1	20 000 000			20 000 000
PMEESA	Mise à jour du fichier des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et des artisans		FF		3 000 000		3 000 000	
	Appui financier aux artisans		FF		50 000 000		8 795 000	41 205 000
COUTS TOTAUX					1 379 955 000	89 678 092	66 771 908	1 223 505 000
					1 379 955 000			

6.3.3. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Tableau 77: Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Désignation	Période			CU	QTE	CT (FCFA)
	A1	A2	A 3			
Elaboration d'un fichier informatique des personnes vulnérables				FF		2 000 000
Attribution des dotations aux personnes vulnérables				FF		20 000 000
Création des unités de prise en charge des personnes âgées dans les formations sanitaires						
Prise en charge des appareillages de 200 handicapés				2 000 000	200	400 000 000
TOTAL						422 000 000

6.4. Plan de Passation des marchés

Tableau 78 : Plan de passation des marchés

Désignation	Responsable	Méthode de sélection	Montant	Préparation (Termes de Référence, DAO, DP)	Consultation, Avis d'Appel d'Offres	Evaluation technique et financière	Attribution et signature du contrat	Exécution	Réception provisoire
construction de 12 forages à Adjap, Minsele, Bilik-Bi-Yama, Nselang, Nkol-Efoulan, ebozi II, Akoulouzok, Zalom Nkolekon, Mengama, Messi, Zalom Ambam,	CCPM	Appel d'offres restreint	102 000 000	3au 17 jan. 2012	18jan. au 14fev.2012	15 au 21 fev. 2012	23 au 29 fev. 2012	5 mars au 30 juil. 2012	2 au 7 août 2012
Réhabilitation station scanwater(Mekoe et Ekoumdoum)	CCPM	Appel d'offres restreint	400 000 000	3au 17 jan. 2012	18jan. au 14fev.2012	15 au 21 fev. 2012	23 au 29 fev. 2012	5 mars au 30 juil. 2012	2 au 7 août 2012
Distribution d'intrants, de matériels d'élevage et de pêche et mise en place d'un circuit d'approvisionnement et de commercialisation	CCPM	Appel d'offres restreint	20 000 000	3au 17 jan. 2012	18jan. au 14fev.2012	15 au 21 fev. 2012	23 au 29 fev. 2012	5 mars au 30 juil. 2012	2 au 7 août 2012
Réalisation de l'étude de faisabilité pour la réhabilitation de 119 km de route	CCPM	Appel d'offres restreint	100 000 000	3au 17 jan. 2012	18jan. au 14fev.2012	15 au 21 fev. 2012	23 au 29 fev. 2012	5 mars au 30 juil. 2012	2 au 7 août 2012
Bitumage du tronçon AES Sonel-Melen-Si-douane-aviation	CCPM	Appel d'offres restreint	109 000 000	3au 17 jan. 2012	18jan. au 14fev.2012	15 au 21 fev. 2012	23 au 29 fev. 2012	5 mars au 30 juil. 2012	2 au 7 août 2012
Réalisation des travaux de réhabilitation des routes	CCPM	Appel d'offres restreint	50 000 000	3au 17 jan. 2012	18jan. au 14fev.2012	15 au 21 fev. 2012	23 au 29 fev. 2012	5 mars au 30 juil. 2012	2 au 7 août 2012
Eclairage public	CCPM	Appel d'offres ouvert	70 000 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	26 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 22 dec 2012	janv-13
Fourniture de 4 structures en équipements, matériels et médicaments	CCPM	Appel d'offres ouvert	28 000 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	26 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 22dec 2012	janv-13
Construction de 17 salles de classe dans le cycle maternel et primaire	CCPM	Appel d'offres ouvert	136 000 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	6 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 25 fev 2013	mars 2013

Construction de 4 points d'eau	CCPM	Appel d'offres ouvert	32 800 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	6 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 22 nov 2012	janv-13
Construction de 5 latrines	CCPM	Appel d'offres ouvert	16 500 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	6 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 22dec2012	janv-13
construction de 16 nouveaux bâtiments (enseignement secondaire)	CCPM	Appel d'offres ouvert	144 000 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	6 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 25 fev 2013	mars-13
Construction de 4 points d'eau(enseignement secondaire)	CCPM	Appel d'offres ouvert	32 800 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	6 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 22 dec 2012	janv-13
Construire de 4 latrines	CCPM	Appel d'offres ouvert	13 200 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	16 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 22 dec 2012	janv-13
Construire un centre d'apprentissage des métiers	CCPM	Appel d'offres ouvert	30 000 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	16 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 25 fev 2013	mars 2013
Création des infrastructures commerciales dans les villages	CCPM	Appel d'offres ouvert	20 000 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	16 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 25 fev 2013	mars2013

7 Mécanisme de suivi-évaluation

Le mécanisme de suivi-évaluation du PCD consiste à faire un examen périodique et continu à chaque niveau de sa mise en œuvre afin de s'assurer que les extrants, les intrants, les calendriers des travaux évoluent pour avoir les résultats escomptés.

7.1. Compositions et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

Tableau 79: Composition du comité de suivi-évaluation

Postes	Noms et prénoms	
Président	M. TINA OKONO ANDRE	
Vice-président	M. MVE ABESSOLO Simon	
Secrétaire général du comité	M. ABUI ABENG Michel	
Membres		
Représentants des communautés de base	M. MINTO'O OBIANG Jean Pierre	
	M. SIMO Maurice	
Représentant des chefs traditionnels	M. MEZUI MINKO René	
Représentants du conseil municipal	1- Ntoumou Nord	M. NDONG NGUEMA Samuel
	2- Ntoumou Sud	M. ZE ESSI Sylvain
	3- Mvae Est	M. ZOLO ZANGA Bruné
	4-Ntoumou Est	M. ABA'A ABA'A Alfred
Représentants des services déconcentrés de l'Etat (Sectoriels)	MINEPAT	Délégué départemental de la Vallée du Ntem
	MINSANTE	Chef du District de Santé
	MINEE	Délégué départemental de la Vallée du Ntem
	MINTP	Délégué départemental de la Vallée du Ntem
	MINDUH	Délégué départemental de la Vallée du Ntem
	MINADER	Délégué départemental de la Vallée du Ntem
	MINESEC	Délégué départemental de la Vallée du Ntem
	MINEDUB	Inspecteur d'arrondissement
	MINAS	Délégué départemental de la Vallée du Ntem
Personnes ressources	M. MBIAM Emmanuel M. NDONG NDO Fabien	

Attributions du comité de suivi-évaluation

Les acteurs du comité de suivi-évaluation doivent s'assurer que le plan s'exécute selon la programmation prévue. Ainsi, chaque partie prenante a un rôle à jouer.

Les attributions du maire de la commune sont les suivantes :

- Convoquer et présider les réunions du comité et les assemblées générales de la commune ;
- Signer conjointement avec les partenaires au développement identifiés les contrats de prestations de services ;

- Signer les documents administratifs tels que les convocations et invitations aux réunions, les correspondances de toute nature adressées à des tiers, les PV des réunions ;

Cosigner pour le compte de la commune auprès des établissements financiers.

Les attributions du 2^e Adjoint au Maire sont les suivantes :

- S'assurer que les résultats des projets financés sont en train de se réaliser comme décrit dans le cadre logique en termes qualitatifs et quantitatifs ;
- Vérifier que les informations financières collectées sont traitées dans le système comptable
- Pour ce qui est du Secrétaire général il doit :
- Préparer les convocations, invitations et toutes correspondances et les soumettre à la signature du Président du comité
- Rédiger les procès-verbaux et les comptes rendus des réunions et assemblées générales de la communauté ;
- Conserver les archives

Quant aux représentants des communautés de base, des chefs traditionnels, du conseil municipal leur mission se décline ainsi :

- Suivre les réactions des populations pour tous les biens, les services ou les infrastructures réalisés ;
- Détecter si ces produits offerts sont en lien avec les souhaits et besoins des populations.

En ce qui concerne les représentants des services déconcentrés de l'Etat (Sectoriels), leur rôle est de:

- Apporter leur expertise dans la conduite des projets en ce qui concerne les budgets, les ressources humaines nécessaires etc.
- Définir le contexte de la mise en œuvre d'un projet

Enfin, les personnes ressources sont les détenteurs de l'influence morale du comité de suivi, ils peuvent donner des conseils aux décideurs du comité de suivi.

7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

Le suivi

Le suivi s'effectuera par le biais des réunions mensuelles ou trimestrielles, par les rapports d'activités. Ainsi, l'information continue relayée par le cadre technique de la commune permettra de relever les progrès ou les retards accusés pendant la mise en œuvre du PIA. Le cahier de suivi du PIA regroupera toutes les synthèses sur l'avancée des projets.

Tableau 80: Fiche de suivi des projets

Projet	Activités	Prévues	Réalisées	Justifications des retards	Observations

Tableau 81: Fiche de suivi des rencontres du comité de suivi-évaluation

Date de la réunion	Lieu	Objet de la réunion	Participants	Recommandations

L'évaluation

Pendant la réalisation du PIA, il y aura une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale. L'évaluation permettra de réajuster la mise en œuvre du PIA. Quant à l'évaluation finale, elle permettra de vérifier les résultats, d'apprécier l'efficacité, l'efficacité et la pertinence des interventions. Cette évaluation permettra de dégager des constats, des conclusions et des recommandations.

7.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting

Tableau 82 : Dispositif, outils et fréquence du reporting

Diagrammes (bar charts)	Ces diagrammes faciliteront l'évaluation de l'avancement des activités par rapport à la planification originelle.
Comptes rendus et réunions (mensuelles ou trimestrielles)	Ils serviront à informer sur l'avancement des activités et la présence des problèmes ou contraintes.
Rapports techniques (mensuels)	Ces rapports seront rédigés à des moments spécifiques entre autres, quand une activité est terminée. Ces rapports techniques permettront en particulier de décrire les aspects quantitatifs et qualitatifs du travail fait.
Comptes rendus de mission	Les rapports faits après une mission sur le terrain permettront de faire connaître aux membres du comité de suivi ce qui a été trouvé/constaté pendant la mission.

7.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

A la fin de l'année budgétaire, le maire doit convoquer les sectoriels et les conseillers municipaux pour élaborer le nouveau PIA en tenant compte des problèmes prioritaires de la population. Pour ce qui est de la révision du PCD, le maire doit lancer un appel d'offre pour recruter un OAL responsable de réaliser un diagnostic sur les problèmes et les nouveaux besoins des populations. Après ce diagnostic, l'OAL doit réajuster les cadres logiques existants en y intégrant les nouvelles aspirations des populations. Ensuite les ateliers de planification, puis d'approbation du PCD réajusté se tiendront.

8 PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

8.1. Objectifs du plan

- Informer et sensibiliser les différents acteurs au niveau communal sur la mise en œuvre du PCD
- Susciter une prise de conscience auprès des bénéficiaires de leur situation et surtout de la possibilité du changement ;
- Impliquer les acteurs au niveau local dans les actions de développement mises en œuvre au sein de la commune ;
- Mobiliser les acteurs et les bénéficiaires pour l'action en vue de leur participation effective aux différentes étapes du processus de planification ;
- appuyer les actions de gouvernance locale au sein de la commune, notamment la vulgarisation du budget participatif en vue du contrôle citoyen par les bénéficiaires ;
- Assurer la collaboration entre les partenaires intervenant au niveau local ;
- Capitaliser les actions de développement menées dans la commune et les bonnes pratiques en vue de leur diffusion ;
- Favoriser l'exercice du dialogue social entre les communautés et les communes à travers la production et la diffusion des informations en rapport les activités de la commune, notamment la mise en œuvre du PCD;
- Accompagner les populations à s'approprier et à participer à leur développement ;
- appuyer le maire dans la recherche des financements pour la commune ;
- assurer la bonne circulation de l'information au sein de la commune ;
- promouvoir l'image de marque de la commune à l'extérieur ;

8.2. Etapes d'élaboration et de mise en œuvre du plan

- état des lieux du système de communication (par l'agent de développement)
- élaboration du plan (agent communal)
- finalisation du plan au cours d'un atelier
- validation du plan (conseil municipal)
- restitution aux communautés (maire)
- diffusion du plan auprès des différents acteurs (maire)
- mise en œuvre (maire)
- suivi évaluation (agent de développement)

8.3. Stratégie

- finalisation du plan par l'agent de développement lors d'un atelier
- production des outils de communication propres à la commune et aux communautés (compte tenu des réalités sociologiques différentes et des dynamiques locales de développement qui varient d'un milieu à un autre) ;

-Spécialisation de l'agent de développement dans la conduite du plan de communication en attendant la mise à disposition du maire d'un expert en la matière ;

- Mise en place des relais de communication (point focaux) au niveau des communautés pour assurer la collecte et la remontée des informations au niveau local.

- Renforcement préalable des capacités du maire, de l'agent développement et des relais communautaires en matière de communication (séminaire sur la production des supports de communication adaptés à la commune, séminaire sur la gestion de la communication au niveau communal, etc)

8.4. Cibles de la commune Ambam

Cibles principales

- Les acteurs institutionnels (Gouverneur, Préfets, Sous-préfets et assimilés) ;
- Les partenaires techniques et financiers ;
- Les projets et programmes de développement
- Les bénéficiaires (communautés rurales,) ;
- La société civile (ONG, élus locaux, prestataires de service...) ;
- Les services déconcentrés de l'Etat
- Les élites extérieures et la diaspora
- Les entreprises locales
- Les ONG et les Fondations occidentales

Cibles indirectes

- Les relais locaux (Conseillers municipaux, Députés, AGC, CC, Chefs traditionnels, Griots, leaders d'opinion, Imams/Pasteurs, toutes les forces endogènes ayant une certaine emprise sur les populations) ;
- Les médias publics ou privés (Radios communautaires, etc) ;
- Les élites urbaines ;
- Les associations locales ;
-

8.5. Les attentes par cibles

- **Gouvernement et bailleurs de fonds**

Leur attente est de voir la commune jouer efficacement son rôle de maître d'ouvrage (adhésion des populations et de la commune, implication dans la mise en œuvre des actions développement, mobilisation de leur contribution, promotion du plan communal de développement, gestion durable des ouvrages réalisés, gestion transparente des ressources

- **Partenaires techniques régionaux (ONG, projets de développement, prestataires de services)**

-voir la commune s'impliquer dans leurs interventions et être associés aux actions mises en œuvre par la commune.

- **Les élites et la diaspora**

Celles-ci souhaiteront être régulièrement informées des actions menées par la commune afin d'envisager comment elles pourront apporter leur contribution.

- **Les femmes et les jeunes**

Leurs attentes seraient de voir la commune prendre en compte les aspects Genre dans son approche de développement.

8.6. Actions de communication au sein de la commune

1. La communication interne au sein de la commune ;
2. La communication institutionnelle qui comprend :
 - la communication avec le Gouvernement (Sectoriels régionaux) ;
 - la communication avec et entre les bénéficiaires (Communes et leurs communautés rurales) ;
 - La communication avec la société civile et le secteur privé ;
 - La communication avec les partenaires ;
 - La communication avec d'autres communes dans le cadre de l'intercommunalité ;
 - La communication avec les élites extérieures et la diaspora ;
 - La communication avec les médias ;
3. la communication de masse (destinée au grand public)
4. La communication pour le développement à travers les actions d'information, éducation et communication (IEC) qui porte sur la mobilisation sociale :
 - causeries éducatives dans les villages ;
 - boîtes à images
 - émissions en langues locales sur les radios communautaires
 - utilisation des relais tels que les pasteurs, les chefs traditionnels les imams, les griots, les tam tams pour faire passer des messages ou des occasions telles que les réunions du comité de développement, les deuils, les réunions de famille,
5. La communication interpersonnelle (porte à porte à travers des pairs éducateur
6. Le plaidoyer et communication à vocation promotionnelle (activités des relations publiques et de représentation) pour mobiliser les financements au profit de la commune.

8.7. Dispositif de communication au niveau communal

Le dispositif de communication de la Commune repose sur le maire qui en est le principal animateur appuyé dans cette mission par son chargé de la communication.

Ce dispositif comprend :

1. **Le Conseil municipal qui :**
 - valide le programme de communication de la commune;
 - définit les grandes lignes et les orientations;
2. **Le Maire qui :**
 - met en œuvre les actions de communication au niveau communal
 - conduit les actions de plaidoyer avec l'appui du chargé de la communication
3. **le Chargé de la communication qui :**

- conseille le maire en matière de communication
- veille à la bonne circulation de l'information
- produit les supports et les outils de communication
- gère la communication interne et externe
- appuie le maire dans les activités de plaidoyer et de promotion pour capter les financements

4. Les Opérateurs contractuels et les médias (radios communautaires, télé centres communautaires,

- Apportent un appui technique et logistique à la production des supports et messages
- Diffuse les messages

5. Les relais communautaires ont pour rôle de :

- Faire passer les informations à la base à travers leurs canaux spécifiques
- Recevoir et transmettre les réactions de la base au niveau de la commune

8.8. Dispositif de communication au niveau communal

8.8.1. Communication interne au sein de la commune en tant qu'institution

Tableau 83: Communication interne au sein de la commune en tant qu'institution

objectif	activité	émetteur	récepteur	Supports/outils	période	indicateurs
Assurer une bonne circulation de l'information en interne	-Créer des adresses email pour chaque personnel	chargé de communication	Conseiller municipaux	internet	Janvier 2012	
	-créer un carnet d'adresses	Chargé de la communication	Conseillers municipaux			
	-créer une fiche de circulation interne des documents	Chargé de communication	Maire et ses adjoints			
	-créer une boîte postale	Chargé de communication				Clé boîte postale et fiche d'ouverture

La communication institutionnelle

Tableau 84: Communication avec les autorités et les sectoriels

objectif	activités	émetteur	récepteur	Support/outil	période	indicateur
Informen régulièrement les autorités nationales, régionales et locales des activités de la commune les autorités	Produire et diffuser un rapport trimestriel d'activités	-Chargé de la communication -agent de développement	-membres du gouvernement -gouverneur -sectoriels -préfet	Rapport trimestriel	trimestriel	Cahier de transmission

Tableau 85: Communication entre et avec les bénéficiaires

objectif	activités	émetteur	récepteur	Support/outil	période	indicateur
Sensibiliser les populations sur l'importance des activités de développement	-organiser des causeries éducatives avec les populations	-maires -conseillers municipaux	-communautés	Plan communal de développement		Enquêtes participative
Expliquer le DSCE aux populations	Organiser des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation sur le DSCE au niveau des communautés	-Délégués départementaux MINEPAT	-communes -communautés	DSCE	Janvier-Octobre 2012	Liste de présence
Restituer le plan communal de développement aux populations pour les engager dans la mise en œuvre des actions convenues	Séance de restitution des PCD au niveau des communautés	-Maire -Conseillers municipaux	communautés	Plans communaux de développement	Janvier-Octobre 2012	40 séances de travail organisées
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	maire	communautés	-Médias locaux -Site internet communal -concertation avec les communautés -babillard de la commune	Janvier-Octobre 2012	Procès verbaux de réunions avec les parties prenantes

Tableau 86: Communication avec la société civile et le secteur privé

objectif	activité	émetteur	récepteur	Supports/outils	période	indicateurs
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser des rencontres avec la société civile et le secteur privé	Le maire	Société civile/secteur privé	correspondances	Janvier-Octobre 2012	Au moins une réunion mensuelle
Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mettre en place un répertoire	Chargé de la communication	maire	Fichiers numériques	Janvier-Octobre 2012	Répertoire disponible
Informer régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Concevoir et diffuser un rapport d'activités trimestriel	Chargé de la communication	Société civile, secteur privé	-Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel -site internet -mailing	Janvier-Octobre 2012	Liste de diffusion du rapport

Tableau 87: Communication avec les partenaires techniques et financiers

objectif	activités	émetteur	récepteur	Support/outil	période	indicateur
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des partenaires	Chargé de la communication	maires	Plan communal de développement	Janvier-Octobre 2012	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les partenaires dans le processus de développement de la commune	Organiser des séances de travail et créer des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	Chargé de la communication	maires	Séances de travail	Janvier 2012-Décembre 2020	Compte rendu disponible
Informier régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Projets et programmes Bailleurs de fonds ONG	Rapport d'activités	Janvier 2012-Décembre 2020	Rapport diffusé

Tableau 88: Communication avec les élites extérieures et la diaspora

objectif	activités	émetteur	récepteur	Support/outil	période	indicateur
Identifier les élites extérieures et acteurs de la diaspora	Constituer un répertoire des	Chargé de la communication	maires	Réseaux sociaux	Janvier- Octobre 2012	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	maires	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support	Janvier 2012- Décembre 2020	Compte rendu disponible
Informers régulièrement les élites extérieures et les acteurs de la diaspora sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Elites extérieures diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet de la commune	Janvier 2012- Décembre 2020	Rapport diffusé

8.8.2. La communication de masse

Tableau 89: Communication de masse

objectif	activité	émetteur	récepteur	Support/outil	période	indicateur
Informé le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organiser des émissions sur les radios communautaires ou régionales	Chargé de la communication	Grand public	Médias de masse	Janvier 2012-Décembre 2020	Nombre d'émissions diffusées
	Concevoir, mettre en ligne et actualiser régulièrement le site web de la commune	Chargé de la communication	Public national et international	Site internet	Janvier 2012-Décembre 2020	Site en ligne
	Organiser des points de presse	Chargé de la communication	journalistes	dossiers de presse	Janvier 2012-Décembre 2020	Au moins 6 points de presse organisés chaque année
	Réaliser des reportages et des documentaires sur les activités de la commune	Chargé de la communication	Grand public	Médias de masse	Janvier 2012-Décembre 2020	Plusieurs reportages et documentaires réalisés et diffusés
	Créer et diffuser un journal communal	Chargé de la communication	Grand public	Presse écrite	Janvier 2012-Décembre 2020	Nombre d'éditions

8.8.3. Actions de plaidoyer

Tableau 90: Actions de plaidoyer

objectif	activité	émetteur	récepteur	Support/ outil	Période	Indicateur
Rechercher des financements alternatifs pour la mise en œuvre du plan de développement	Organiser des rencontres avec le MINEPAT	maire	MINEPAT	PCD et état de mise en œuvre	Jan 2012- Déc. 2020	Au moins 20 rencontres organisées
	Organiser des rencontres avec des bailleurs ainsi qu'avec les coordonnateurs des projets et programmes internationaux	Maire	partenaires	PCD et état de mise en œuvre	Jan 2012- Déc. 2020	Au moins 20 réunions de concertation tenues
	Organiser des rencontres avec les acteurs du secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise	PCD et état de mise en œuvre	Jan 2012- Déc. 2020	Au moins 20 Réunions organisées
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora	Rapport d'activités	Jan 2012- Déc. 2020	Au moins 15 réunions organisées

9 CONCLUSION

Le présent rapport met en exergue l'élaboration du plan communal de développement (PCD) d'Ambam. A la fin du processus, il en ressort que la commune d'Ambam située dans le Région du sud et le Département de la Vallée du Ntem s'étend sur une superficie de 2798 km². Celle –ci a 41089 habitants. Plusieurs groupes ethniques cohabitent avec les populations autochtones que sont les Mvae et les Ntoundou. La grande partie de cette population tire ses revenus de l'agriculture. La localité regorge d'énormes potentialités. Le sol est fertile et la répartition annuelle de la pluviométrie est favorable au calendrier agricole. Toutefois, on relève un phénomène de migration accentué vers les pays voisins que sont le Gabon et la Guinée Equatoriale.

En ce qui concerne le fonctionnement de l'institution communale, on note certaines forces et faiblesses. La commune dispose d'un organigramme qui ne prend pas encore en compte l'arrêté No 00136/A/MINATD/DCTD du 24 août 2009 rendant exécutoires les tableaux types des emplois communaux.

Ainsi, le diagnostic participatif a permis d'identifier les problèmes dans 28 secteurs d'activités. A partir des problèmes soulevés, des besoins ont été exprimés par les populations. L'atelier de planification s'est tenu pour amender et valider les différents cadres logiques par les sectoriels et les conseillers municipaux. Au terme de cet atelier, 11 secteurs prioritaires ont été retenus pour répondre efficacement aux besoins et aux aspirations des populations. Les secteurs prioritaires sont les suivants : eau et énergie, agriculture, élevage, travaux publics, santé, éducation de base, enseignements secondaires, affaires sociales, emploi et formation professionnelle, commerce, petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat. Dès lors, les ressources mobilisables de la commune sont la principale source de financement des projets qui seront initiés à partir de 2012. Pour cela, le plan annuel d'investissement (PIA) s'élève à 1 379 750 000 FCFA, tandis que le plan triennal de dépenses est évalué à 5 341 850 000 FCFA (2012-2014). Quant au plan de passation des marchés, il est planifié de janvier à octobre 2012 pour la première année.

Pour une meilleure mise en œuvre du PCD, un comité de suivi-évaluation a été mis en place et le plan de communication élaboré. La communication est un moyen pour rendre les actions du PCD visibles et lisibles par les populations et les différents partenaires de la commune. En répondant aux besoins et aux aspirations des populations consignés dans le PCD, La commune d'Ambam participera à la réalisation de la vision du Cameroun horizon 2035.

BIBLIOGRAPHIE

Bourque R. Thuderoz C., *sociologie de la négociation*, Paris, Éditions La Découverte, 2002, 124 p.

CICIBA, *facteurs culturels et projets de développement rural en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 1989, 182 p.

Commission européenne, *Manuel de gestion du cycle de projet*, mars 2001.

Crozier M. Friedberg E., *l'acteur et le système, les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1977, 498 p.

Ela J.M., *Quand l'État pénètre en brousse... Les ripostes paysannes à la crise*, Paris, Karthala, 1990, 268 p.

Grawitz M., *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, Huitième Edition, 1990, 1105 p.

Hordan V., *Les métiers de la solidarité internationale : Guide*, L'Harmattan, Paris, 1994, 262p.

Mbaya Kankwenda et als, *La lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne*, Paris, Economica, 1999, 437p.

PNUD-OPS, *Études socio-économiques régionales au Cameroun, éradication de la pauvreté-amélioration des données sociales*, Tunis, 2000, 96 p.

Réseau africain sur les approches participatives, *Participation villageoise au développement rural, manuel du praticien*, Institut Royal des Tropiques, 1999.

Sardan O., *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 1995, 221 p.

Thiétart R., *le management*, Paris, PUF, 1999, 123 p.

ANNEXES

FICHE PROJET 1Date :

Désignation du projet : construction de 12 forages dans les villages Adjap, Minsele, Bilik-Bi-Yama, Nselang, Nkol-Efoulam, ebozi II, Akoulouzok, Zalom Nkolekon, Mengama, Messi Messi, Zalom Ambam,

Zone d'intervention : Région du Sud

Domaine d'intervention : eau et énergie

Type d'activité : dotation en forages

Groupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAM

Maitre d'œuvre : A déterminer

Organisme Co - intervenant : PNDP (Programme National de Développement Participatif) et Commune

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Développer les infrastructures d'approvisionnement en énergie électrique et en eau

Objectifs spécifiques : Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'énergie dans la commune d'Ambam

Résultats attendus :

De Nouveaux points d'eau potable sont construits et fonctionnels

Impact attendu : Le taux de maladies liées à l'eau est en baisse

Coût total estimé

102 000 000 F CFA

Financement demandé au projet

89 678 092 FCFA

Durée d'exécution : 5 mois

Date souhaitée de démarrage : Mars 2012

FICHE PROJET 2Date :Désignation du projet : Réhabilitation station scanwater(Mekoe et Ekoumdoum)Zone d'intervention : Région
du SudDomaine d'intervention : eau
et énergieType d'activité :
réhabilitation station
scanwaterGroupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAMMaitre d'œuvre : A déterminerOrganisme Co - intervenant : MINEEObjectifs du projet, résultats attendus et impact :Objectif global : Développer les infrastructures d'approvisionnement en énergie électrique et en eauObjectifs spécifiques : Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'énergie dans la commune d'AmbamRésultats attendus :

Les deux stations sont à nouveau fonctionnelles

Impact attendu : Les populations ont un accès facile à l'eau potableCoût total estimé

400 000 000 F CFA

Financement demandé au projet

400 0000 000 FCFA

Durée d'exécution : 5 mois*Date souhaitée de démarrage : Mars 2012*

FICHE PROJET 3Date :

Désignation du projet : Distribution d'intrants, de matériels d'élevage et de pêche et mise en place d'un circuit d'approvisionnement et de commercialisation

Zone d'intervention : Région du Sud

Domaine d'intervention : Elevage

Type d'activité : distribution de matériels

Groupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAM

Maitre d'œuvre : A déterminer

Organisme Co - intervenant : Commune

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Accroître la productivité de l'économie locale

Objectifs spécifiques : Intensifier la production pastorale et piscicole

Résultats attendus :

La production pastorale et piscicole est améliorée

Impact attendu : La pratique de la pêche et de l'élevage réduisent la pauvreté dans la commune

Coût total estimé

20 000 000 F CFA

Financement demandé au projet

20 000 000 FCFA

Durée d'exécution : 5 mois

Date souhaitée de démarrage : Mars 2012

FICHE PROJET 4Date :

Désignation du projet : Réalisation de l'étude de faisabilité pour la réhabilitation de 119 km de route

Zone d'intervention : Région du Sud

Domaine d'intervention : Travaux publics

Type d'activité : Etude de faisabilité

Groupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAM

Maitre d'œuvre : A déterminer

Organisme Co - intervenant : Partenaires

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Développer les infrastructures routières dans la commune d'Ambam

Objectifs spécifiques : Améliorer l'état de l'infrastructure routière de la Commune d'Ambam

Résultats attendus :

Le Réseau routier de la commune d'Ambam est réhabilité

Impact attendu : Les routes de la commune sont praticables

Coût total estimé

100 000 000 F CFA

Financement demandé au projet

100 0000 000 FCFA

Durée d'exécution : 5 mois

Date souhaitée de démarrage : Mars 2012

FICHE PROJET 5Date :Désignation du projet : Bitumage du tronçon AES Sonel-Melen-Si-douane-aviationZone d'intervention : Région
du SudDomaine d'intervention :
Travaux publicsType d'activité : BitumageGroupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAMMaitre d'œuvre : A déterminerOrganisme Co - intervenant : PartenairesObjectifs du projet, résultats attendus et impact :Objectif global : Développer les infrastructures d'approvisionnement en énergieObjectifs spécifiques : Améliorer l'état de l'infrastructure routière de la Commune d'AmbamRésultats attendus :

Le tronçon AES Sonel-Melen-Si-douane-aviation est bitumé sur 1,800km

Impact attendu : Le niveau d'enclavement est en baisseCoût total estimé

109 000 000 F CFA

Financement demandé au projet

109 0000 000 FCFA

Durée d'exécution : 5 mois*Date souhaitée de démarrage : Mars 2012*

FICHE PROJET 6Date :Désignation du projet : Réalisation des travaux de réhabilitation des routesZone d'intervention : Région
du SudDomaine d'intervention :
Travaux publicsType d'activité :
Réhabilitation des routesGroupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAMMaitre d'œuvre : A déterminerOrganisme Co - intervenant : PartenairesObjectifs du projet, résultats attendus et impact :Objectif global : Développer les infrastructures routières dans la commune d'AmbamObjectifs spécifiques : Améliorer l'état de l'infrastructure routière de la Commune d'AmbamRésultats attendus : Les ouvrages d'art sont réhabilités sur le réseau routier d'AmbamImpact attendu : Le niveau d'enclavement est en baisseCoût total estimé

50 000 000 F CFA

Financement demandé au projet

50 0000 000 FCFA

Durée d'exécution : 3 mois*Date souhaitée de démarrage : Mars 2012*

FICHE PROJET 6Date :Désignation du projet : Eclairage publicZone d'intervention : Région
du SudDomaine d'intervention :
Eau et énergieType d'activité : Travaux
d'électrificationGroupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAMMaitre d'œuvre : A déterminerOrganisme Co - intervenant : MINDUHObjectifs du projet, résultats attendus et impact :Objectif global : Développer les infrastructures d'approvisionnement en énergie électrique et en eauObjectifs spécifiques : Améliorer la fourniture en éclairage public dans la commune d'AmbamRésultats attendus : Les lampadaires sont installés dans la commune sont fonctionnelsImpact attendu : Le taux d'insécurité est en baisseCoût total estimé

70 000 000 F CFA

Financement demandé au projet

70 0000 000 FCFA

Durée d'exécution : 3 mois*Date souhaitée de démarrage : octobre 2012*

FICHE PROJET 7Date :

Désignation du projet Fourniture de 4 structures en équipements, matériels et médicaments

Zone d'intervention : Région du Sud

Domaine d'intervention : Santé

Type d'activité : Fourniture

Groupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAM

Maitre d'œuvre : A déterminer

Organisme Co - intervenant : Etat (BIP)

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Améliorer les conditions de vie des populations

Objectifs spécifiques : Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité au service de santé de qualité

Résultats attendus : Les structures sanitaires sont fournies en équipement et médicaments

Impact attendu : Les villageois reçoivent des soins de qualité dans les CSI

Coût total estimé

28 000 000 F CFA

Financement demandé au projet

28 0000 000 FCFA

Durée d'exécution : 5 mois

Date souhaitée de démarrage :octobre 2012

FICHE PROJET8Date :

Désignation du projet Construction de 17 salles de classe dans le cycle maternel et primaire

Zone d'intervention : Région du Sud

Domaine d'intervention : Education de base

Type d'activité : Construction

Groupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAM

Maitre d'œuvre : A déterminer

Organisme Co - intervenant : Etat (BIP)

Objectifs du projet, résultats attendus et impact :

Objectif global : Augmenter l'offre et la qualité de la formation dans le système éducatif national

Objectifs spécifiques : Améliorer la qualité de l'éducation de base dans l'espace communal

Résultats attendus : Des salles de classe sont construites,

Impact attendu : Les élèves suivent les cours dans des conditions décentes

Coût total estimé

136 000 000 F CFA

Financement demandé au projet

136 0000 000 FCFA

Durée d'exécution : 5 mois

Date souhaitée de démarrage :octobre 2012

FICHE PROJET9Date :Désignation du projet Construction des points d'eauZone d'intervention : Région
du SudDomaine d'intervention :
Education de baseType d'activité :
ConstructionGroupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAMMaitre d'œuvre : A déterminerOrganisme Co - intervenant : Etat (BIP)Objectifs du projet, résultats attendus et impact :Objectif global : Augmenter l'offre et la qualité de la formation dans le système éducatif nationalObjectifs spécifiques : Améliorer la qualité de l'éducation de base dans l'espace communalRésultats attendus : Des aménagements indispensables dans les écoles sont mis en placeImpact attendu : Les élèves ont accès à l'eau potable dans leurs établissements respectifsCoût total estimé

32 8000 000 F CFA

Financement demandé au projet

32 800 000 FCFA

Durée d'exécution : 3 mois*Date souhaitée de démarrage :octobre 2012*

FICHE PROJET10Date :Désignation du projet Construction des latrinesZone d'intervention : Région
du SudDomaine d'intervention :
Education de baseType d'activité :
ConstructionGroupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAMMaitre d'œuvre : A déterminerOrganisme Co - intervenant : Etat (BIP)Objectifs du projet, résultats attendus et impact :Objectif global : Augmenter l'offre et la qualité de la formation dans le système éducatif nationalObjectifs spécifiques : Améliorer la qualité de l'éducation de base dans l'espace communalRésultats attendus : Des aménagements indispensables dans les écoles sont mis en placeImpact attendu : Les élèves utilisent les latrines et l'environnement de l'école est plus sainCoût total estimé

16 500 000 F CFA

Financement demandé au projet

16 500 000 F CFA

Durée d'exécution : 3 mois*Date souhaitée de démarrage :octobre 2012*

FICHE PROJET11Date :Désignation du projet construction de 16 nouveaux bâtimentsZone d'intervention : Région
du SudDomaine d'intervention :
Enseignements secondairesType d'activité :
ConstructionGroupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAMMaitre d'œuvre : A déterminerOrganisme Co - intervenant : Etat (BIP)Objectifs du projet, résultats attendus et impact :Objectif global : Améliorer l'offre et la qualité de la formationObjectifs spécifiques : Mettre un équilibre dynamique entre l'enseignement général et l'enseignement techniqueRésultats attendus : De nouveaux bâtiments sont construitsImpact attendu : L'agrandissement de la carte scolaire permet aux élèves de fréquenter à proximité de leurs villagesCoût total estimé

144 000 000 F CFA

Financement demandé au projet

144 000 000 F CFA

Durée d'exécution : 5 mois*Date souhaitée de démarrage : octobre 2012*

FICHE PROJET12Date :Désignation du projet construction de points d'eauZone d'intervention : Région
du SudDomaine d'intervention :
Enseignements secondairesType d'activité :
ConstructionGroupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAMMaitre d'œuvre : A déterminerOrganisme Co - intervenant : Etat (BIP)Objectifs du projet, résultats attendus et impact :Objectif global : Améliorer l'offre et la qualité de la formationObjectifs spécifiques : Mettre un équilibre dynamique entre l'enseignement général et l'enseignement techniqueRésultats attendus : Des points d'eau sont construitsImpact attendu : Les élèves ont accès à l'eau potable dans leurs établissements respectifsCoût total estimé

13 200 000 F CFA

Financement demandé au projet

13 200 000 F CFA

Durée d'exécution : 3 mois*Date souhaitée de démarrage :octobre 2012*

FICHE PROJET13Date :Désignation du projet construction des latrinesZone d'intervention : Région
du SudDomaine d'intervention :
Enseignements secondairesType d'activité :
ConstructionGroupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAMMaitre d'œuvre : A déterminerOrganisme Co - intervenant : Etat (BIP)Objectifs du projet, résultats attendus et impact :Objectif global : Améliorer l'offre et la qualité de la formationObjectifs spécifiques : Mettre un équilibre dynamique entre l'enseignement général et l'enseignement techniqueRésultats attendus : Des latrines sont construitesImpact attendu : Les élèves utilisent les latrines et l'environnement de l'école est plus sainCoût total estimé

13 200 000 F CFA

Financement demandé au projet

13 200 000 F CFA

Durée d'exécution : 3 mois*Date souhaitée de démarrage : octobre 2012*

FICHE PROJET14Date :Désignation du projetZone d'intervention : Région
du SudDomaine d'intervention :
Emploi et formation
professionnelleType d'activité :
ConstructionGroupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAMMaitre d'œuvre : A déterminerOrganisme Co - intervenant : PartenairesObjectifs du projet, résultats attendus et impact :Objectif global : Améliorer la qualité de l'emploi et de la formation professionnelleObjectifs spécifiques : Accroître le taux d'insertion professionnelleRésultats attendus : Les jeunes suivent diverses formationsImpact attendu : Le taux de chômage des jeunes baisse dans la communeCoût total estimé

30 000 000 F CFA

Financement demandé au projet

30 000 000 F CFA

Durée d'exécution : 5 mois*Date souhaitée de démarrage :octobre 2012*

FICHE PROJET15Date :Désignation du projet Création des infrastructures commerciales dans les villagesZone d'intervention : Région
du SudDomaine d'intervention :
CommerceType d'activité :
ConstructionGroupe cible : Les populations de la Commune d'AMBAMMaitre d'œuvre : A déterminerOrganisme Co - intervenant : Etat (BIP)Objectifs du projet, résultats attendus et impact :Objectif global : Améliorer le cadre de départ des activités commercialesObjectifs spécifiques : Permettre aux populations rurales d'accéder aux différents marchés de la communeRésultats attendus : Les marchés sont accessibles à toutes les couches de la populationImpact attendu : Les populations écoulent facilement leurs marchandisesCoût total estimé

20 000 000 F CFA

Financement demandé au projet

20 000 000 F CFA

Durée d'exécution : 5 mois*Date souhaitée de démarrage : octobre 2012*